



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

# Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

Bédard  
Ins.  
50,  
Char.

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 17 MARS 1923.

QUEBEC, SATURDAY, 17TH MARCH, 1923.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL  
OFFICIELLE GAZETTE

**C**eux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES:

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots.

*Gazette Officielle*, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

**P**ARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

*Official Gazette*, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,  
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

835

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,  
King's Printer.

Government House.

836

## Arrêté en Conseil

## Order-in-Council

### CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

### EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, 2 mars 1923.

Quebec, March 2nd, 1923.

Présent:—Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Present:—The Lieutenant-Governor in Council.

Attendu que le paragraphe 8 de 1388, tel qu'édicte en décembre 1922, définit ce qui constitue un convoi-moteur comme suit:

Whereas the paragraph 8 of 1388, as enacted in December, 1922, defines what constitutes a motor train as follows:

"Les mots 'convoi-moteur' signifient et comprennent: (a) un tracteur traînant plus qu'une remorque ou plus qu'une semi-remorque, ou (b) tout autre véhicule-moteur traînant une remorque ou une semi-remorque ou plus qu'une.

The words "motor train" mean and include: (a) a tractor hauling more than one trailer or more than one semi-trailer, or (b) any other motor-vehicle hauling a trailer or a semi-trailer or more than one.

Le tracteur avec une seule remorque ou une seule semi-remorque ne forme qu'un véhicule-moteur."

A tractor with a single trailer or semi-trailer constitutes only one motor-vehicle.

Que l'article 1430a tel qu'édicte en décembre 1922 se lit comme suit:

And whereas article 1430a, as enacted in December, 1922, reads as follows:

"Un convoi-moteur ne peut circuler dans les chemins publics à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil ne le permette, et ce, sous telles conditions qu'il peut imposer".

"A motor-train cannot be driven in the public roads unless permitted by the Lieutenant-Governor in Council, upon such conditions as he may impose".

Attendu qu'afin de guider le Département dans l'exécution de cette partie de la loi, il est à propos de définir les conditions sous lesquelles un convoi-moteur peut circuler dans les chemins publics.

And whereas, in order to guide the Department in the carrying out of that part of the Act, it is expedient to establish the conditions under which a motor train may be driven in the public roads.

Il est ordonné:

It is ordered.

1.—Un convoi-moteur ne peut être composé de plus de deux unités dans les cités et villes, ni plus de trois unités ailleurs.

1.—A motor train shall not be composed of more than two units in the cities and towns nor of more than three units elsewhere.

2.—Chaque véhicule, qu'il remorque ou qu'il soit remorqué, forme une unité.

2.—Each vehicle, whether hauling or hauled, counts as one unit.

3.—Les dispositions de l'article 1396 des Statuts refondus, 1909, telles qu'édictees par 13 George V, chapitre 30, section 3, s'appliquent à chaque unité composant le convoi-moteur, sauf et excepté que le poids total de chaque unité, y compris celui de sa charge, ne peut excéder dix mille livres.

3.—The provisions of article 1396 of the Revised Statutes 1909, as enacted by 13 George V, chapter 30, section 3, apply to each unit composing the motor train, save and except that the total weight of each unit, including its load, shall not exceed ten thousand pounds.

4.—Les roues d'une remorque ou semi-remorque doivent, comme celles du remorqueur, être munies de bandages en caoutchouc ou en une autre matière ayant autant d'élasticité.

4.—The wheels of a trailer or semi-trailer as well as those of the tractor, must be equipped with rubber tires or with tires made of other materials having the same elasticity.

5.—Si les bandages de toutes les roues des unités composant un convoi-moteur sont pneumatiques, la vitesse de ce convoi-moteur ne peut

5.—If the tires of all the wheels of the units composing a motor train are pneumatic, the speed of such motor train shall not exceed twelve miles

excéder douze milles à l'heure, que ces unités, en tout ou en partie, soient chargées ou non. Si ces bandages sont entièrement ou partiellement non pneumatiques, la vitesse de ce convoi-moteur ne peut excéder huit milles à l'heure, que ces unités en tout ou en partie soient chargées ou non.

6.—L'honoraire payable pour l'enregistrement de chaque remorque ou chaque semi-remorque possédée dans la province et formant partie d'un convoi-moteur, est de dix piastres, en sus de l'honoraire payable pour l'enregistrement du véhicule-moteur servant de remorqueur. Toutefois, si le remorqueur n'est qu'un tracteur, la première remorque ou semi-remorque en service n'est pas sujette à l'enregistrement.

7.—Chaque remorque ou semi-remorque sujette à l'enregistrement doit porter une plaque (marker) attachée à l'extérieur en arrière.

8.—Pendant qu'un véhicule-moteur sert de remorqueur, sa plaque (marker) portée en arrière, doit alors être placée en arrière de la dernière remorque ou semi-remorque composant le convoi-moteur.

9.—Durant les heures indiquées au paragraphe 2 de l'article 1417 des Statuts refondus, 1909, un convoi-moteur doit porter une lanterne à feu rouge, à l'arrière de la dernière unité le composant.

10.—Un véhicule-moteur ou un véhicule à traction animale traînant à sa remorque un véhicule-moteur qui, accidentellement, ne peut fonctionner, ne forme pas un convoi-moteur.

11.—Sujet aux prohibitions et restrictions imposées par la loi concernant les véhicules-moteurs, et sujet aux modifications apportées à cette loi par le présent arrêté en conseil, la loi concernant les véhicules-moteurs s'applique aux convois-moteurs.

1183

A. MORISSET,  
Greffier Conseil Exécutif.

N. B.—La première publication de l'arrêté en conseil ci-dessus dans la *Gazette officielle* du 10 mars courant, à la page 773, est nulle.

an hour, whether such units, in whole or in part, are loaded or not.

If such tires are entirely or partly non-pneumatic, the speed of such motor train shall not exceed eight miles an hour, whether such units, in whole or in part, are loaded or not.

6.—The fee payable for the registration of each trailer or each semi-trailer owned in the Province and forming part of a motor train, is ten dollars in addition to the fee payable for the registration of the motor-vehicle used as hauling vehicle. However, if the hauling vehicle is a tractor, the first trailer or semi-trailer in service is not subject to registration.

7.—Each trailer or semi-trailer subject to registration shall carry a marker fixed outside, on its rear.

8.—When a motor-vehicle is used as a hauling vehicle, its rear marker shall then be placed at the rear of the last trailer or semi-trailer composing the motor train.

9.—During the hours mentioned in paragraph 2 of article 1417 of the Revised Statutes 1909, a motor train must carry a red light at the rear of the last unit composing such motor train.

10.—A motor-vehicle or a vehicle drawn by an animal pulling another vehicle which, through accident, is out of running order, does not compose a motor train.

11.—Subject to the prohibitions and restrictions imposed by the Act relating to motor-vehicles and subject to the modifications made to such Act by the present Order in Council, the Act relating to motor-vehicles shall apply to motor trains.

1184

A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

N. B.—The first publication of the above Order in Council in the *Official Gazette* of the 10th of March instant, on page 773, is null and void.

## Proclamation

Canada,  
Province de  
Quebec.  
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V. par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

### PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,  
Assistant-Procureur-  
Général.

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 3308 des Statuts Refondus de Québec, 1909, tel qu'édicte par la section 1 de la loi 12 George V, chapitre 64, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, décréter l'établissement d'une ou de plusieurs cours de magistrat dans et pour chaque comté dans cette province, désignée conformément aux dispositions dudit article;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice dans le district de

## Proclamation

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

### PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,  
Deputy-Attorney-  
General.

WHEREAS under and by virtue of the provisions of article 3308 of the Quebec Revised Statutes, 1909, as enacted by section 1 of the Act 12 George V, chapter 64, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, direct the establishment of one or more Magistrates' Courts in and for each county in this Province, designated according to the provisions of the said article;

WHEREAS it is in the interest of the proper administration of justice in and for the district

Richelieu, qu'une cour de magistrat soit établie dans et pour le comté de Verchères, à Verchères;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif et conformément aux dispositions de l'article 3308 des Statut refondus de Québec, 1909, tel qu'édicte par la section 1 de la loi 12 George V, chapitre 64, nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons qu'une cour de magistrat soit établie dans et pour le comté de Verchères, à compter du 26 mars prochain (1923), laquelle cour siégera au même endroit que la Cour de circuit, à Verchères, et sera désignée sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Verchères".

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable s<sup>r</sup> CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce SEPTIEME jour de MARS, en l'année mil neuf cent vingt-trois de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,  
Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.

1161

of Richelieu, that a Magistrate's Court be established in and for the county of Vercheres, at Vercheres;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council and in conformity with the provisions of article 3308 of the Quebec Revised Statutes, 1909, as enacted by section 1 of Act 12 George V, chapter 64, we have proclaimed and directed, and, by these presents, do proclaim and direct that, on and from the 26th of March next (1923), a Magistrate's Court be established in and for the county of Vercheres, which Court shall sit at the same place as the Circuit Court, at Vercheres, and which shall be designated under the name of "Magistrate's Court for the county of Vercheres".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable s<sup>r</sup> CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SEVENTH day of MARCH, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty three, and in the fourteenth year of Our Reigh.

By command,  
C.-J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

1162

### Lettres patentes

#### "Ansable Securities Company"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de février 1923, constituant en corporation Frank Breador Common, avocat, Francis George Bush, teneur de livres, et William Patrick Creagh, sténographe, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires, comme compagnie de placements, faire des placements sur actions, obligations, débetures, parts, titres ou valeurs d'aucun gouvernement ou état, d'aucune puissance, province, souveraineté ou autorité suprême, municipale, locale ou autre, sur bons, débetures, parts, titres, obligations, actions ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation quelconque, publique ou privée, ou dans aucune entreprise que pourra assumer la compagnie ou que d'autres assumeront, de même que sur toute propriété mobilière ou immobilière quelconque; placer et prêter de l'argent à intérêt, avec ou sans garantie, aussi changer ces placements, les modifier ou réaliser, et replacer de la manière précitée l'argent dont la compagnie disposera en aucun temps;

Faire affaires comme épargnistes, capitalistes,

### Letters patent

#### "Ansable Securities Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1923, incorporating: Frank Breador Common, advocate, Francis George Bush bookkeeper, and William Patrick Creagh, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company and to invest in any stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any government, state, dominion, province, sovereign or authority supreme, municipal, local or otherwise, and in bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares or securities of any company or corporation whatsoever, whether public or private, or in any undertaking upon which the company may itself enter into or which may be entered into by others, as well as in any moveable or immoveable property whatsoever, and to invest and lend money at interest with security or without security, and to change, alter or realize upon any such investments and to reinvest in the manner aforesaid any moneys which may at any time be in the hands of the company;

To carry on business as investors, capitalists,

financiers, concessionnaires, courtiers et agents, entreprendre, exploiter et exécuter tous genres d'opérations financières, commerciales, foncières, mercantiles et autres, exercer aucun autre commerce qui paraîtra propre à être convenablement exercé en rapport avec aucun de ces objets, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur de la propriété de la compagnie, de la rendre profitable, ou d'en faciliter la réalisation;

Souscrire, garantir, acheter, prendre, ou autrement acquérir et détenir, comme principaux ou agents, à titre de propriétaires absolus ou en garantie collatérale, avoir aussi la jouissance, vendre, échanger, voter sur, ou autrement trafiquer de parts, obligations, débentures et autres titres d'aucun gouvernement, d'aucune corporation municipale, scolaire, industrielle ou financière ou autre, ou compagnie, émettre aussi des actions en paiement intégral ou partiel du prix d'achat des parts, obligations, débentures ou des autres titres que la compagnie acquerra;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer, aider à promouvoir, organiser, administrer ou développer aucune corporation, compagnie, aucun syndicat, aucune aventure ou entreprise dans laquelle la compagnie peut être intéressée, ou des titres sur lesquels elle aura placé ses deniers;

Acheter ou autrement acquérir, détenir ou autrement trafiquer de propriétés foncières et personnelles, des droits, et spécialement des terrains, bâtiments, héritages, maisons et entreprises commerciales ou industrielles, hypothèques, charges, contrats, concessions, franchises, annuités, patentes, licences, titres, polices, dettes actives, d'aucun intérêt dans la propriété foncière ou personnelle, de réclamations à l'encontre de cette propriété ou contre aucune personne ou compagnie, de privilèges et choses en litige de toutes espèces;

Émettre des débentures, actions hypothécaires, bons, obligations et titres de toutes sortes, les rédiger, constituer et garantir, comme on le jugera à propos, avec plein pouvoir de les faire transférables par remise, instrument de cession, ou autrement, à perpétuité ou à terme, rachetables, convertibles ou autrement, les grever ou les garantir par acte de fidéicommis ou autrement sur l'entreprise de la compagnie, sur aucuns biens et droits spécifiques, présents ou futurs, de la compagnie, ou d'aucune autre manière quelconque;

Agir en qualité d'agents et courtiers pour placer, manipuler, prêter, payer, transmettre et percevoir de l'argent pour aucune personne, corporation, firme ou cour judiciaire, aussi recevoir, prendre, détenir, transférer et céder toute propriété foncière ou personnelle qu'on pourra octroyer, céder ou confier à la présente compagnie;

Faire enquête, examen, audition et rapport, relativement aux livres, à l'état, à l'avenir, aux affaires et conditions commerciales d'aucune personne, firme ou corporation, relativement aux circonstances d'aucune maison ou entreprise mercantile, et généralement sur l'actif, les biens ou les droits;

Agir comme agents ou procureurs pour la transaction d'aucune affaire quelconque, l'administration et l'encaissement de deniers, loyers, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, comptes, billets et autres créances;

Fonder et sustenter, aider à établir et sustenter des associations, institutions, fiducies, fonds et secours propres à profiter aux employés actuels et anciens de la compagnie, de leurs dépendants ou des parents de ces personnes, accor-

financiers, concessionnaires, brokers and agents, and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, real estate, trading and other operations, and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or facilitate the realization of or render profitable any of the company's property;

To subscribe for, underwrite, buy, take or otherwise acquire, and to hold either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security, and to enjoy, sell, exchange, vote or otherwise deal in the stock, bonds, debentures and other securities of any government, municipal, school, industrial or financial or other corporation or company and to issue paid up shares in payment or part payment of the purchase price of any stock, bonds, debentures or other securities acquired by the company;

To promote, organize, manage or develop or to assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking in which the company may be interested or in the securities of which it may have invested its funds;

To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in real and personal property and rights and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book debts and any interest in real or personal property, any claims against such property or against any person or company, and privileges and choses in action of all kinds;

To issue debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities of all kinds, and to frame, constitute and secure the same as may seem expedient with full power to make the same transferable by delivery or by instrument of transfer or otherwise, and either perpetual or terminal, and either redeemable, convertible or otherwise, to charge or secure the same by trust deed or otherwise in the undertaking of the company or upon any specific property and rights, present and future, of the company, or otherwise howsoever;

To act as agents and brokers for the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of money for any individual, corporation, firm or court of law, and to take, receive, hold, transfer, and convey all property, real or personal, which may be granted, conveyed or committed to this company;

To investigate, examine, audit and report on the books, standing, prospects, business, affairs and conditions of any person, firm or corporation or on the circumstances of any business concern or undertaking and generally on any assets, property or rights;

To act as agents or attorneys for the transaction of any business, the management and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, bills, notes and other securities;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit servants or ex-servants of the company, or the dependents or connections of such per-

der des pensions et allocations, faire des paiements d'assurances, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables, éducationnelles et bienveillantes, pour aucun objet d'utilité générale et publique, aussi établir et sustenter, aider à établir et sustenter aucune association, institution, aucun fonds, aucune fiducie pour réaliser aucun de ces objets;

Exercer toute autre industrie manufacturière ou non, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter, ou acquérir autrement, toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage ou les faire valoir autrement;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers et immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en

sons, and to grant pensions and allowances to such persons, and to make payment towards their insurance, and to subscribe or guarantee money for any charity or educational or benevolent object, or any public, general, or useful object, and to establish and support or aid in the establishment and support of any association, institution, fund or trust for the attainment of any such objects;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire, any moveable or immovable property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid-up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership, association or company and to take, or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or

tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat, ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèces ou autrement les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Vendre, louer, échanger la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débetures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent

in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property, or undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or

ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Ansable Securities Company".

Le capital actions de la compagnie est divisé en deux mille (2,000) actions sans valeur nominale au pair et le montant de capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de dix mille piastres (\$10,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Grand'Mère, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de février 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,  
1125 ALEXANDRE DESMEULES.

**"La Corporation des logements ouvriers,  
Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février, 1923, constituant en corporation : Salvatore Marotta, Jean-René Courteau constructeurs, Alonzo Morin, Paul-Emile Leclair, employés civiques, Montréal ; François-X. Courteau, graveur, Longueuil, P. Q., dans les buts suivants.

Le but principal de la présente corporation est de construire des logements ouvriers, et en conséquence de faire tout ce qui est nécessaire pour atteindre cette fin, notamment, savoir: acheter, vendre, échanger, posséder des immeubles et des terrains, prêter sur hypothèques ou autre sécurité; louer des immeubles ou les donner à loyer; donner à loyer des logements avec promesse de vente lorsque par des paiements à termes le montant fixé pour la vente aura été payé par la personne intéressée; payer pour les services rendus en rapport avec la dite corporation, par des parts complètement acquittées, faire assurer des meubles et immeubles, prendre des assurances en garantie; et enfin construire et faire construire, pour son compte personnel et pour le compte de tiers, tout autre genre d'immeubles, soit résidentiels, privés ou commerciaux et de louer ou vendre ces immeubles ou d'en disposer de la manière qu'elle le jugera à propos en observant les lois municipales et provinciales et aux conditions qui seront nécessaires pour atteindre le but proposé, soit en construisant, ou faisant construire, soit en s'amalgamant avec d'autres sociétés de construction ou connexe, sous le nom de "La Corporation des logements ouvriers, Limitée", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5,000.) actions privilégiées de cinquante piastres (\$50.00) chacune, et dix mille (10,000) actions ordinaires de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La partie du capital actions qui sera émise comme actions privilégiées est de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en cinq mille (5,000) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune à 8% d'intérêt cumulatif.

Privilèges attachés aux actions privilégiées :

(a) L'action privilégiée donnera droit à un dividende fixe et cumulatif de 8% par année payable annuellement ou semi-annuellement selon la décision du bureau de direction;

conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Ansable Securities Company".

The capital stock of the company is to be divided into two thousand (2,000) shares, having no nominal or par value, and the amount of capital with which the company will carry on business will be the sum of ten thousand dollars (\$10,000.00).

The head office of the company will be at the city of Grand'Mère, in the Province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of February, 1923.

ALEXANDRE DE-SMEULES,  
1126 Acting Assistant Provincial Secretary.

**"La Corporation des logements ouvriers,  
Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1923, incorporating: Salvatore Marotta, Jean René Courteau, contractors, Alonzo Morin, Paul Emile Leclair, civic employees, Montreal; François-X. Courteau, engraver, Longueuil, P. Q. for the following purposes:

The main object of the present corporation is to build workmen's dwellings, and consequently to do everything necessary for the attainment of such object, especially, to wit: buy, sell, exchange own immoveables and lands, make loans on hypothecs or other securities; lease immoveables or give the same on lease; give on lease dwellings with promises of sale when, through term payments, the amount fixed for the sale shall have been paid by the intending purchaser; pay for all services rendered in connection with the said corporation with fully paid up shares, take insurance on moveables and immoveables, accept insurance as security; and finally construct and cause the construction, for its own account and for the account of other persons, of any kind of buildings, whether for residential, private or commercial purposes and to lease, sell or dispose of the same in such manner as may be deemed proper, after complying with municipal and provincial laws and on such conditions as may be necessary for the attainment of the proposed object, either in constructing or causing the construction of buildings or in amalgamating with other building or like associations, under the name of "La Corporation de logements ouvriers, Limitée", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5,000) preferred shares of fifty dollars (\$50.00) each and ten thousand (10,000) common shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The part of capital-stock to be issued as preferred shares is of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of fifty dollars (\$50.00) each bearing 8% cumulative interest.

The privileges attached to the preferred shares are the following:

(a) The said preferred shares shall be entitled to a fixed cumulative dividend of 8% per annum payable yearly or semi-yearly as the Board of Directors may decide;

(b) Les actions privilégiées seront un lien sur l'actif de la corporation, et ce lien sera supérieur à aucun droit, prétention ou réclamation des actions ordinaires, ou des propriétaires d'elles, afin que, s'il y a dissolution de la corporation, ou démembrement, ou liquidation de ses affaires, ou division volontaire ou forcée ou autrement du capital ou de l'actif de la corporation, ou division entre détenteurs d'actions privilégiées, ou ordinaires, il soit payé aux détenteurs d'actions privilégiées, et ce avant qu'aucun paiement soit fait aux détenteurs d'actions ordinaires, le plein montant de leurs actions au pair, les dividendes impayés et passés dûs, et un montant équivalent au dividende de leurs actions, aux taux ci-haut mentionnés, depuis la fin de la dernière période où le dividende a été déclaré, à la date de la dissolution ou autres remaniements de la corporation et pas plus;

(c) Les détenteurs d'actions privilégiées, en co-opération et avec l'approbation des détenteurs d'actions ordinaires et du bureau de direction, devront, s'il y a dissolution de la corporation, ou démembrement, ou liquidation ou tout autre remaniement quelconque, se procurer l'état exact des dettes de la corporation, lesquelles réclamations seront payées à la satisfaction de tous, de préférence et antérieurement à aucun paiement aux détenteurs d'actions ordinaires;

(d) Ledit dividende de 8% devra être payé entièrement à même les profits nets de la corporation, et devra être cumulatif, c'est-à-dire s'il n'est pas payé tel qu'il doit être payé, annuellement ou semi-annuellement, ou bien s'il est payé en partie seulement, le montant entier du dit dividende ou la partie restant due devra être payée à même les premiers bénéfices nets accumulés, et aucuns dividendes ne devront être déclarés et payés sur le stock commun de la corporation, en aucun temps, avant que le plein montant des dividendes privilégiés ait été payé, au taux de 8%; mais au cas où les dividendes déclarés sur actions privilégiées ne soient pas payés lorsque dûs ou à leur échéance et cela dû au manque de bénéfices, le dit montant de dividende ne portera aucun intérêt.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février 1923.

Le sous-secrétaire de la province.

1133

C.-J. SIMARD.

**"Pinebay Steamship Company, Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de février, 1923, constituant en corporation: Frank Breadon Common, Linton Hossie Ballantyne, Charles Russell McKenzie, avocats, Francis George Bush, teneur de livres, et George Robert Drennan, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Construire, acheter, louer ou autrement acquérir, affréter, posséder, entretenir, exploiter et gérer: 1o des bateaux à vapeur, remorqueurs, allèges, vaisseaux et bateaux de toutes sortes; 2o Des structures, constructions, bâtisses, échoppes, magasins, travaux, dispositifs, moulins, machineries, matériels et outillages de toute nature et espèce, sur terre et sur eau, que la compagnie jugera nécessaires et requis pour ou en rapport avec la construction, la fabrication, l'entretien, la mise en opé-

(b) The said preferred shares shall carry a lien on the assets of the corporation, such lien having priority to any right, pretention or claim of the common shares or the owners thereof, so that in the event of the dissolution of the corporation or the winding up or liquidation of its affairs or voluntary or forced or other distribution of the capital or of the assets of the corporation or division between the holders of preferred or common shares, there shall be paid to the holders of the preferred shares, and that before any payment be made to the holders of the common shares, the full amount of their shares at par together with the dividends unpaid and due, and an amount equivalent to the dividend of their shares at the rates above mentioned from the end of the last dividend date, to the date of the dissolution or other distribution of the assets of the company, and no more;

(c) The holders of the said preferred shares in co-operation and with the approval of the holders of common shares and of the Board of Directors shall, in case of the dissolution of the corporation or winding up or liquidation or other distribution of assets, obtain an exact statement of the liabilities of the corporation, which claims shall be paid to the satisfaction of all in preference and prior to any payment of moneys to the holders of common shares;

(d) The said 8% dividend shall be paid in full out of the net profits of the corporation and shall accumulate, that is to say, if unpaid as it should be yearly or semi-yearly or if paid in part only, the full amount on the said dividend and the part remaining due shall be paid out of the first net accumulated profits and no dividend shall be declared and paid on the common stock of the corporation, at any time, before the full amount of the preferred dividend have been paid at the rate of 8%; however, in case where the dividends declared on the preferred shares are not paid when due or at the date of maturity, and that owing to lack of profits, the said amount of dividend shall not bear interest.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1923.

C. J. SIMARD,

1134

Assistant Provincial Secretary.

**"Pinebay Steamship Company, Limited"**

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1923, incorporating Frank Breadon Common, Linton Hossie Ballantyne, Charles Russell McKenzie, advocates, Francis George Bush, bookkeeper and George Robert Drennan, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To construct, purchase, lease or otherwise acquire, charter, own, maintain, operate and manage; 1o Steamships, tugs, dredges, lighters, vessels and boats of every description; 2o Structures, erections, buildings, shops, stores, works, appliances, mills, machinery, plant and equipment of every nature and kind, on land or on water, deemed by the company to be necessary or required for or in connection with the construction, manufacture, maintenance, operation, navigation

ration, la navigation, la gérance, le remplacement ou la réparation des vaisseaux, usines, entreprises, dispositifs ou outillages de la compagnie ou en rapport avec l'accommodation, le soin ou le transport des passagers, du trafic ou du chargement, du déchargement, de la manutention, de l'entrepôt, la mise en élévateur, en entrepôt frigorifique ou en magasin, du traitement ou de la garde de fret, des malles, du trafic par messagerie ou autre de toute description quelconque; 3o Des terrains, lots de grève, docks, quais, bassins, bassins de radoub, travaux de havre et de port et autres facilités, servitudes et privilèges de toute description;

Faire l'achat, la vente et le commerce de charbon, bois, huile et combustible de toutes sortes;

Exercer tout commerce se rattachant à l'usage entier et complet et à la jouissance des travaux et facilités autorisés par les présentes et que la compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec ces travaux et facilités ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Faire des conventions de trafic ou autres avec toute compagnie de chemin de fer, bateaux ou navigation dont les lignes de chemin de fer ou l'entreprise se raccordent à celles de la compagnie ou y sont adjacentes, ou qui peuvent être convenablement exercées avec icelles et faire toutes conventions avec telle compagnie pour transporter ou louer à telle compagnie, les entreprises et travaux de la compagnie, en tout ou en partie, ou en vue de fusion, aux termes et conditions qui seront convenus;

Exercer aucune autre industrie manufacturière ou autre que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits ou produits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques de fabrique, marques de commerce, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif, limité ou illimité à l'usage d'aucun secret, ou autre renseignement relatif à aucune invention, formule, recette ou procédé qui sembleront propres à servir à aucun des objets de la compagnie et dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits, ou renseignements ainsi acquis;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son industrie, et spécialement des machines, du matériel, le fonds de commerce;

Acheter ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des biens, de l'actif et du passif d'aucune personne, société, compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant à l'objet de la présente compagnie, et émettre en paiement du prix d'achat, des actions libérées ou bons ou les deux;

Promouvoir et devenir actionnaire dans une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, garantir aussi

management, renewal or repair of the company's vessels, works, undertakings, appliances or equipment, or for or in connection with the accommodation, care or conveyance of passengers, traffic or the loading, unloading, handling, forwarding, warehousing, elevating, refrigerating, storage, treatment or care of freight, mails, express or other traffic of what ever description; 3o Lands, water lots, docks, wharves, basins, slips, harbour and port works and terminal and other facilities, easements and privileges of every description;

To carry on the business of buying, selling and dealing in coal, wood, oil and fuel of every description;

To carry on any business incidental to the full and complete use and enjoyment of the works and facilities herein authorized or which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection therewith or calculated directly or indirectly to enhance the value of and render profitable any of the company's properties or rights;

To make traffic or other arrangements with any railway, steamboat or navigation company whose line of railway or undertaking communicates with or is contiguous to that of the company, or may be conveniently operated therewith and to enter into agreements with such other company or companies for the conveying or leasing to it, the undertakings or works of the company, in whole or in part, or for amalgamation upon such terms and conditions as may be agreed upon;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee pay-

le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt des actions, parts, obligations, débetures et autres titres, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices ou dépenses, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou tout commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions et titres d'aucune telle société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, réemettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions, parts ou autres valeurs, dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi les vendre ou autrement en disposer;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exécuter et avoir la jouissance d'une licence, d'un pouvoir, d'une autorité, franchise, concession, des droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité, aucune corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, contribuer et aider à leur donner effet, affecter aucune des actions, obligations et valeurs de la compagnie à en payer les frais, charges et impenses nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute autre personne, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations ou autres valeurs ou autrement; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèce ou autrement aucunes valeurs de la compagnie à ses membres, et particulièrement les actions, obligations, débetures ou autres titres reçus comme prix de vente de la totalité ou d'aucune partie de la propriété de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

Se consolider ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce, de la propriété et de l'entreprise de la compagnie moyen-

ment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute in specie or otherwise any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration

nant le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débetures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités et faire toutes les choses précitées ou aucunes d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autres et soit seule, soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Pinebay Steamship Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de février 1923.

Le sous-secrétaire de la province,  
1139 C.-J. SIMARD.

**"La Compagnie Simard & Simard, Limitée".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de février 1923, constituant en corporation: Elie Simard, marchand, Hébertville Station, dans le comté du Lac Saint-Jean, Joseph Simard, commis, de la ville de Jonquière, Alfred Simard, commis, de la paroisse de Saint-Ambroise, dans le comté de Chicoutimi, dans les buts suivants:

En toutes qualités ou titres:

Manufacturer, acheter, vendre, échanger, louer et trafiquer de toutes sortes d'effets, marchandises, denrées, provisions et exercer aucun genre d'affaires commerciales quelconques, soit en gros, soit en détail;

Faire le commerce en général de ferronnerie, de quincaillerie, d'huile, peinture, de matériaux de construction, de toutes sortes d'accessoires électriques, de charbon de toute espèce, d'automobiles et d'accessoires d'automobiles et outils, d'instruments aratoires et autres, d'engins, gazoline, de meubles, de vaisselle, d'argenterie, de bijouterie, d'orfèvrerie, de plomberie;

Faire, soit par soumission, à forfait, à la pièce, ou à la journée ou de toute manière autrement, toutes constructions ou structures de fer, d'acier, de pierre, de ciment, de béton, de bois, de terre et généralement tous travaux, constructions ou érections;

D'exercer aucune autre industrie ou commerce que la compagnie croira propre à être convenable-

as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Pinebay Steamship Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of February 1923.

C. J. SIMARD,  
1140 Assistant Provincial Secretary.

**"La Compagnie Simard & Simard, Limitée".**

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1923, incorporating: Elie Simard, merchant, Hébertville Station, in the county of Lake Saint John, Joseph Simard, clerk, of the town of Jonquière, Alfred Simard, clerk, of the parish of Saint Ambrose, in the county of Chicoutimi, for the following purposes:

In any quality or title:

To manufacture, purchase, sell, exchange, lease and deal in all kinds of goods, wares and merchandise, provisions, and carry on any kind of commercial business whatever, wholesale or retail;

To deal generally in ironware, hardware, oil, paint, building materials of all kinds, electrical accessories, coal of every kind, automobiles and automobile accessories, tools, agricultural and other implements, gasoline, engines, furniture, china, silverware, jewelry, goldware, plumbing;

To execute by tender, by the job, piece or day work, or in any manner any constructions or structures of iron, steel, stone, cement, concrete, wood, earth and generally any works, constructions or erections;

To carry on any other industry or business which the company may deem suitable to be

ment exercé, ou susceptible d'accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie;

Etablir en tous endroits que la compagnie jugera à propos des succursales, agences pour tout genre de commerce ou d'industrie exercé par la compagnie;

Acheter, louer, détenir, acquérir, vendre, échanger ou autrement aliéner tout commerce de même nature que celui exercé par la compagnie, tous biens mobiliers ou immobiliers de toutes personnes ou corporations ou à toutes personnes physiques ou juridiques;

Louer et acquérir par achat, concession, échange et autre titre légal, construire, ériger, exploiter, maintenir, gérer tous biens fonds, fabriques, ateliers, bâtiments, édifices pour ses affaires et toute autre propriété mobilière ou immobilière jugée nécessaire ou utile pour l'exécution d'aucune fin de la compagnie et les louer, vendre, échanger et autrement les aliéner ou en disposer;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes les transactions par elle effectuées, le coût de son incorporation, ses dettes ou comptes, ainsi que tous services à elle rendus, ou par elle requis, ou le prix de toute acquisition de quelque manière, de meubles ou immeubles, en deniers ou en parts acquittées, ou partie en deniers et partie en actions libérées de la compagnie;

Aliéner de quelque manière en tout ou en partie l'entreprise et les droits et biens de la compagnie lorsque jugé avantageux ou s'unir à aucune autre personne ou corporation exerçant un commerce semblable ou non à celui de la compagnie, accepter en paiement des deniers ou des actions libérées de toutes compagnies ou autres valeurs;

Payer les dividendes en parts préférentielles ou communes, ou en deniers et ce d'après les règlements passés à une assemblée générale spéciale des actionnaires ayant droit de vote;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, de crédit, chèques, débetures et obligations et autres effets négociables et transférables;

Emprunter sur le crédit de la compagnie, émettre des bons, obligations et autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre, pour les prix et sommes jugés convenables, hypothéquer et donner en garantie les biens immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou en deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations, et de tout emprunt de deniers fait pour les fins de la compagnie;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes de la présente requête ne sont pas limités ni restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles qu'autorisent les lettres patentes, sous le nom de "La Compagnie Simard & Simard, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Jonquière, dans le comté et district de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de février 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

1157

C.-J. SIMARD.

conveniently carried on or capable of enhancing the value of the property or rights of the company;

To establish in any locality which the company may deem suitable, branches, agencies, for any kind of business or industry carried on by the company;

To purchase, lease, hold, acquire, sell, exchange or otherwise alienate any business of a nature similar to that carried on by the company, any moveable or immoveable property of any person or corporation or to any physical or juridical person;

To lease and acquire by purchase, concession, exchange and other legal title, to construct, erect, exploit, maintain, manage any stock in trade, factory, shops, buildings, edifices for its business and any other property, moveable or immoveable, deemed necessary or useful for the execution of any object of the company; and to lease, sell, exchange and otherwise alienate or dispose of same;

To pay with the funds of the company for any transactions made by it, the cost of incorporation, its debts or accounts, as well as for all services rendered to it or required by it, or the price of any acquisition of any kind of moveables or immoveables, in cash or paid up shares, or partly in cash and partly in paid up shares of the company;

To alienate in any manner whatever, in whole or in part, the business, rights and property of the company when deemed beneficial, or amalgamate with any other person or corporation carrying on a business similar or not to that of the company, and accept in payment thereof cash or paid-up shares of any company or other securities;

To pay dividends with preferred or common shares or cash and that according to the by-laws passed at a general special meeting of the shareholders having a right to vote;

To draw, make accept, endorse, discount, pay and issue promissory notes, bills of exchange, letters of credit, cheques, debentures and bonds and other negotiable and transferable instruments;

To borrow on the credit of the company, issue bonds, debentures and other securities of the company, and to pledge or sell them for such prices and sums as are deemed suitable, to hypothecate and give as security the immoveable property and pledge the moveable property of the company or give such two kinds of securities to assure the payment of such bonds, debentures and of any loan of money made for the purposes of the company;

The powers contained in each of the paragraphs of the present petition are not limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

To do all the above things or any of them as are authorized by the letters patent, under the name of "La Compagnie Simard & Simard, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Jonquière, in the county and district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1923.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1158

**"The Northern Financial Co., Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février 1923, constituant en corporation: Gaston-Paul Bouchard, comptable, Arthur Larose, agent, E.-Hervé Dallaire, agent financier, Aimé Roger, comptable, Armand Paquette, agent, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Le but de la compagnie est de faire la sollicitation, la collection et la vente ou l'achat des comptes, créances, bons, débetures, coupons et toutes autres valeurs;

Vendre des actions du capital des compagnies;

Achat et vente de commerce de toutes sortes, conduire un commerce de valeur monétaire;

Souscrire, acheter ou acquérir autrement, et prendre, détenir, vendre, échanger et céder les actions, obligations, débetures ou valeurs de toute autre compagnie et corporation, et les payer en actions, obligations, débetures ou autres valeurs de la présente compagnie, et tant qu'elle les détiendra elle en exercera tous les pouvoirs et les droits comme propriétaire, y compris le droit de voter en vertu des dites actions, et garantir le paiement du principal ou des dividendes et de l'intérêt sur les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie aurait des relations d'affaires, et promouvoir toute compagnie ou compagnies formées dans le but d'acquérir ou de prendre à son nom la totalité ou une partie des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Accepter en paiement de tous travaux exécutés par la compagnie, les actions, obligations débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Promouvoir ou aider à promouvoir et devenir actionnaire de toute compagnie subsidiaire, alliée ou autre exerçant ou ayant pour ses objets l'exercice d'un commerce en partie semblable à celui de la présente compagnie, et conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement avec toute autre personne et compagnie, et garantir le paiement du principal et de l'intérêt sur les actions, obligations ou débetures de toute compagnie semblable, et prendre ou acquérir autrement les actions ou valeurs de toute compagnie semblable et les payer en totalité ou en partie en deniers comptants, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie, et les détenir, les vendre, les réemettre avec ou sans garantie du principal et de l'intérêt et des dividendes ou en disposer autrement;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement toute autre compagnie ou corporation et garantir l'exécution des contrats par toute compagnie ou corporation semblable;

Conclure des conventions avec toutes autorités municipales ou autres, quisembleront avantageuses pour atteindre les objets de la compagnie et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera avantageux, et exécuter, exercer et se conformer à ces dites conventions, droits, privilèges et concessions;

Faire des avances de fonds aux clients ou autres en relations d'affaires avec la compagnie et

**"The Northern Financial Co., Ltd."**

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of February, 1923, incorporating: Gaston Paul Bouchard, accountant, Arthur Larose, agent, E. Hervé Dallaire, financial agent, Aimé Roger, accountant, Armand Paquette, agent, all of Montreal, for the following purposes:

To solicit, collect, sell or buy accounts, claims, bonds, debentures, coupons and any other securities;

To sell shares in the capital-stock of companies;

To buy and sell businesses of all kinds and carry on a financial business;

To subscribe for, buy or otherwise acquire and take, hold, sell, exchange and dispose of the shares, bonds, debentures or securities of any other company and corporation, and to pay for the same in shares, bonds, debentures or other securities of the present company, and while holding the same to exercise all the powers and rights of ownership thereof, including the right to vote thereon, and to guarantee the payment of the principal of or the dividends and interests on the shares, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation with which the company may have business dealings, and to promote any company or companies formed for the purpose of acquiring or taking over the whole or any part of the assets and liabilities of the company or for any other purpose directly or indirectly calculated to benefit the company;

To accept in payment of any works executed by the company, the shares, bonds, debentures or other securities of any other company;

To promote or assist in promoting and to become a shareholder in any subsidiary, allied or other company carrying on or having for its objects the carrying on of any business partly similar to that of the present company, and to enter into any agreements for sharing of profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any other person and company, and to guarantee the payment of the principal of and the interest on the shares, bonds or debentures of any similar company, and to take or otherwise acquire the shares or securities of any such company and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company, and to hold, sell, re-issue with or without guarantee of principal, interests and dividends or otherwise dispose of the same;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To make advances of money to customers and others having dealings with the company and to

garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Vendre et céder l'entreprise de la compagnie ou toute partie de ses biens pour la compensation que la compagnie jugera acceptable et en particulier pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Rémunérer en deniers comptants, ou avec l'approbation des actionnaires, en obligations ou de toute autre manière, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des actions de la compagnie ou relativement à la formation ou à l'avancement de la compagnie ou la conduite de ses opérations;

Aider de toute manière toute corporation dont la présente compagnie détient les parts du capital-actions, les obligations ou autres valeurs ou qu'elle a garantie de quelque manière, et faire tous les actes ou choses pour conserver ou protéger, améliorer ou augmenter la valeur des dites parts du capital-actions, obligations ou autres valeurs, et faire tous les actes ou choses tendant à augmenter la valeur des biens que la compagnie détiendra ou dont elle aura le contrôle de temps à autre;

Acquérir par achat, bail, concession, échange ou autre titre légal, et construire, ériger, mettre en service, entretenir et administrer les fabriques, ateliers, magasins, dépôts, ainsi que tous les autres biens mobiliers et immobiliers nécessaires et utiles pour atteindre les fins de la compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie le coût de l'organisation et de l'incorporation de la compagnie;

Se consolider ou se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Placer et affecter les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera décidée de temps à autre;

Acheter, vendre, construire, échanger et opérer des salles d'amusements, tels que théâtres, cinémas, salles de billard, clubs et autres établissements qui pourront devenir la propriété de la compagnie;

Acheter, vendre ou prendre en garantie des valeurs, tels que bijoux, diamants, fourrures et autres valeurs semblables;

La compagnie exercera ses pouvoirs par toute la province de Québec, sous le nom de "The Northern Financial Co., Ltd", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre mille (4,000) actions privilégiées de dix piastres (\$10.00) chacune, portant huit pour cent (8%) de dividende et neuf cents (900) actions ordinaires ou communes d'une valeur au pair de dix piastres (\$10.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,  
1145 ALEXANDRE DESMEULÉS.

guarantee the performance of contracts by any such persons;

To lease, or dispose of the undertaking of the company or any part of its property, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects similar to those of the company;

To remunerate by way of cash or, with the approval of the shareholders, in bonds or in any other manner any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of the shares of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To aid in any manner any corporation, the shares of the capital-stock, bonds or other securities of which are held by the present company or which the present company has guaranteed in any way, and to do all acts and all things for the conservation or protection, improvement or increase of the value of the said shares of the capital-stock, bonds or other securities, and to do all acts or things tending to increase the value of the property held or controlled by the company from time to time;

To acquire by purchase, lease, concession or other legal title and to construct, erect, operate, maintain and manage factories, shops, stores, depots as well as all other moveable and immoveable property necessary and useful for the attainment of the company's purposes;

To pay out of the funds of the company the costs of the organization and incorporation of the company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To buy, sell, construct, exchange and operate places of amusements, such as theatres, moving picture halls, billiard rooms, clubs and other establishments which may become the property of the company;

To buy, sell, or take as securities valuables, such as jewelries, diamonds, furs, and other similar valuables;

The company shall exercise its powers through, out the Province of Quebec, under the name of "The Northern Financial Co., Ltd." with a total capital-stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four thousand (4,000) preferred shares of ten dollars (\$10.00) each, bearing a dividend of eight per cent (8%), and nine hundred (900) common shares of a par value of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1923.

ALEXANDRE DESMEULÉS,  
1146 Acting Assistant. Provincial Secretary.

"Amulet Gold Mines, Limited" "Libre de responsabilité personnelle"

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies Minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars 1923, constituant en corporation: John de Gaspé Audette, Pierre-Léon Garneau, Benjamin

"Amulet Gold Mines, Limited" "No personal liability"

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March 1923, incorporating: John de Gaspé Audette, Pierre Léon Garneau, Benjamin Robinson, ad-

Robinson, avocats, Clara Wener, fille majeure, Roger Walcott Cornell, teneur de livres, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter sur ces propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741 en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations minières, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la présente section, et les payer, au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation sous le nom de "Amulet Gold Mines, Limited" Libre de responsabilité personnelle", avec un capital total de deux millions de piastres (\$2,000,000.00), divisé en deux millions (2,000,000) d'actions de une piastre (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mars 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,  
1185 ALEXANDRE DESMEULES.

**"Tremblay & Fils Compagnie, Limitée".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février, 1923, constituant en corporation: Joseph Tremblay, contracteur, Donat Tremblay, comptable, J. Harvey Beauchêne, marchand, tous de St-Raymond, dans les buts suivants:

Exercer tous commerces ou aucun d'iceux en

vocates, Clara Wener, spinster, Rober Walcott Cornell, bookkeeper, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever; and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its preparation;

Exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741, in the manner therein prescribed;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any business or industry which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares, in whole or in part, if it is so desired, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

Do all such acts and operations accessory to those above-mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated under the name of "Amulet Gold Mines, Limited" "No personal liability", with a total capital stock of two millions dollars (\$2,000,000.00), divided into two million (2,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,  
1186 Acting Assistant Provincial Secretary.

**"Tremblay & Fils Compagnie, Limitée".**

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1923, incorporating: Joseph Tremblay, contractor, Donat Tremblay, accountant, J. Harvey Beauchêne, merchant, all of St Raymond, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses, either

gros et au détail, ou les deux à la fois, comme fabricants, manufacturiers, producteurs, marchands intermédiaires, agents de ventes, propriétaires d'entrepôts, importateurs et exportateurs, négociants de toutes les catégories d'effets, denrées, marchandises et produits et articles sans restriction quant à l'espèce de produits et marchandises et notamment faire le commerce général, en gros et en détail, du bois, du charbon, de ferronnerie, orfèvrerie, quincaillerie, bijouterie, et de tous les articles de librairie, photographie, tabagie, d'argenterie, de forge, de charronnerie, menuiserie, charpenterie, plomberie, cordonnerie, sellerie, ébénisterie, tapisserie, matériaux de construction de tous genres et espèces, bois de sciage et de chauffage, peintures, huiles et vernis, tous les outils, accessoires pour tous les métiers et occupations, et articles électriques, vaisselle, verrerie, meubles, tapis, poêles; la farine, du fourrage, des grains, vivres, épicerie; lainage, nouveautés, mercerie et hardes de tous genres, vêtements pour messieurs et dames, chaussures, soieries, pelleterie et toutes marchandises en général;

Construire, ériger et exploiter des moulins à scie, acquérir, développer et exploiter des limites, des pouvoirs d'eau, faire le commerce de bois de sciage, de bois de pulpe et de bois de construction en général, en gros et en détail;

Faire commerce d'instruments aratoires, d'automobiles, trucks et tous autres machines ou instruments;

Ériger des maisons, résidences, magasins et autres constructions pour elle et pour d'autres;

Acquérir à quelque titre que ce soit, tous autres commerces identiques à ceux que la présente compagnie est autorisée à exercer, y compris la clientèle et tout l'actif mobilier et immobilier, aux pris, charges et conditions qui pourront être convenus, et payer en tout ou en partie le prix de ces acquisitions, soit au comptant, soit avec des actions acquittées, des débetures et autres valeurs de la compagnie; vendre tout l'actif mobilier et immobilier de cette compagnie à quelque titre que ce soit, y compris sa clientèle, aux prix charges et conditions jugés convenables, en retirer le paiement, soit au comptant, en tout ou en partie, soit par des actions acquittées, débetures ou autres valeurs de toutes autres compagnies ou corporations;

Acquérir, de quelque manière que ce soit, tous droits et biens, tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meubles ou immeubles, sans aucune exception quelconque, avec droit d'en payer le prix soit en tout soit en partie avec des actions acquittées, débetures et autres valeurs de cette compagnie;

Vendre, céder, louer, échanger, transporter, hypothéquer et aliéner de toute manière tous meubles et immeubles de cette compagnie;

Émettre des obligations ou débetures et en garantir le paiement par hypothèques ou privilèges ou autrement sur les biens meubles et immeubles de cette compagnie;

Distribuer aux officiers ou autres actionnaires de la compagnie ou à d'autres personnes des parts entièrement acquittées et non sujettes à appel de la corporation, en paiement du travail fait ou des services rendus à la compagnie;

Agir seuls ou conjointement avec toutes autres corporations ou personnes, comme contracteurs, pour tous travaux quelconques de bâtiments, constructions, aqueducs, égouts, routes, rues et autres entreprises privées et publiques; faire tous

wholesale and retail or both at the same time, of makers, manufacturers, producers, merchants, middlemen, sales agents, warehouse owners, importers and exporters, merchants of all classes of goods, wares, merchandise and products and articles without restriction as to the kind of products and merchandise and especially to carry on a general wholesale and retail business in: wood, coal, hardware, gold and silver ware, ironware, jewelry, and of all articles sold and used by booksellers, photographers, tobacco dealers, silversmiths, blacksmiths, wheelwrights, joiners, carpenters, plumbers, shoemakers, saddlers, cabinet makers, paper hangers, and in building materials of every class and kind, lumber and firewood, paints, oils and varnishes, and all tools and accessories for all trades and occupations, electric supplies, crockery ware, glassware, furniture, carpets, stoves, flour, feed, grain, foodstuffs, groceries, woollens, novelties, gents furnishings and clothing of every kind, wearing apparel for men and ladies, footwear, silk, furs and general merchandise;

To construct, erect and operate sawmills, acquire, develop and operate timber limits, waterpowers, deal in lumber, pulpwood and timber in general, wholesale and retail;

To deal in farm implements, automobiles, trucks and any other machines or instruments;

To erect houses, dwellings, stores and other constructions for the company or for others;

To acquire under any title whatever any other businesses similar to those which the present company is authorized to carry on, including the goodwill and all moveable and immoveable assets thereof, for such price and on such terms and conditions as may be agreed upon and to pay the whole or part of the price of such acquisitions either in cash or in paid up shares, debentures or other securities of the company; to sell the whole of the moveable and immoveable assets of this company under any title whatever, including its good-will, for such price and upon such terms and conditions as may be deemed convenient, and to receive the price thereof either in cash, in whole or in part, or in paid up shares, debentures or other securities of any other companies or corporations;

To acquire, in any manner whatever, any rights and property, both corporeal and incorporeal, whether moveable or immoveable, without any exception whatever, with the right to pay the price thereof, either in whole or in part, in paid up shares, debentures or other securities of this company;

To sell, assign, lease, exchange, convey, hypothecate and alienate in any manner any moveables and immoveables of this company;

To issue bonds or debentures and to secure the payment thereof by hypothecs or liens or otherwise on the moveables and immoveables of this company;

To distribute to the officers or other shareholders of the company or to other persons fully paid up and non-assessable shares of the corporation in payment of work done for or services rendered to the company;

To act alone or jointly with any other corporations or persons, as contractors, for any works whatever in connection with buildings, constructions, waterworks, sewers, roads, streets and other private and public undertakings; to

contrats de louage, de service, de mandat, d'agences et généralement tous contrats et conventions dont est capable une corporation;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables ou propres à l'accomplissement des objets ci-dessus ou s'y rapportant ou qui seraient jugées avantageuses ou utiles pour le commerce, la protection ou le bénéfice de la compagnie;

Emettre des actions libérées, des obligations ou des débentures en paiement total ou partiel du prix d'acquisition de propriétés mobilières ou immobilières, de droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir, de même qu'en paiement de services rendus, soit en rapport avec la formation de la compagnie, soit au cours de ses opérations, sous le nom de "Tremblay & Fils Compagnie, Limitée" avec un capital total de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à St-Raymond, dans le comté de Portneuf, district de Québec.

Daté du bureau de secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février, 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

1159

C.-J. SIMARD.

enter into any contracts of lease, services, mandate, agency and generally any contracts and agreements within the powers of a corporation;

To do all things necessary, convenient or proper to the attainment of the above objects or connected therewith or which may seem advantageous or useful for the business, the protection or profit of the company;

To issue paid-up shares, bonds or debentures, in full or part payment of the purchase price of moveable or immoveable property, rights, claims, privileges, concessions or other advantages which the company may legally acquire as well as in payment of services rendered either in connection with the formation of the company or of the pursuit of its business, under the name of "Tremblay & Fils Compagnie, Limitée" with a total capital-stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at St. Raymond, in the county of Portneuf, district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1923.

C.-J. SIMARD,

1160

Assistant Provincial Secretary.

**"O. Lavoie & Fils, Limitée—O. Lavoie & Son, Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février, 1923, constituant en corporation: Georges Levac, plombier, Georges Lavoie, ferblantier, et Joseph Blain, avocat, tous trois de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce et les travaux d'entrepreneurs plombiers, couvreurs, ferblantiers, poseurs d'appareils de chauffage, électriciens et toutes autres choses appartenant ou pouvant appartenir à l'industrie et au commerce pour l'exploitation desquels la présente constitution en corporation est demandée;

Faire et entreprendre tous travaux de réparations, creusage, posage de canaux, posage de tuyaux, et faire et exécuter tous contrats d'entreprise dans aucun des genres de commerce ou d'industrie ci-dessus énumérés et dans tous autres connexes;

Manufacturer, fabriquer, vendre, et généralement faire le commerce en gros et en détail de tout article ou objet utilisable pour les fins de l'industrie ou du commerce et de tout autre article ou objet pouvant être utilement fabriqué et vendu;

Agir comme agents, agents manufacturiers, entrepreneurs, marchands commissionnaires pour d'autres personnes, sociétés ou compagnies pour l'achat, vente, échange ou location de tous produits quelconques se rapportant ou pouvant se rapporter aux objets pour lesquels la présente constitution en corporation est recherchée;

S'associer à ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou non avec toute personne, société ou compagnie engagée ou exerçant ou à la veille d'exercer une entreprise, d'exploiter une industrie ou d'effectuer une transaction pouvant intéresser la compagnie ou pouvant être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et aussi faire

**"O. Lavoie & Fils, Limitée—O. Lavoie & Son, L. m. ed"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec bearing date the nineteenth day of February, 1923, incorporating Georges Levac, plumber, Georges Lavoie, tinsmith and Joseph Blain, advocate, all three of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of plumbing contractors, roofers, tinsmiths, pipe fitters and electricians and to do any other things appertaining or which may appertain to the trade and business for which the present incorporation is sought;

To do and undertake all works for the repairing diggi g, laying of canals, laying of pipes and to do and execute any jobbing contracts in any kind of trades or businesses above mentioned or in any other connected therewith;

To manufacture, fabricate, sell and generally deal wholesale and retail in any article or object capable of being used for the purposes of its trade or business and in any other article or object capable of being profitably manufactured and sold;

To act as agents, manufacturers agents, contractors, commission merchants for other persons, partnerships or companies for the purchase, sale, exchange or lease of any products whatever connected with or capable of being connected with the objects for which the present incorporation is sought;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, partnership or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business, undertaking or transaction which may interest the company, or any business, undertaking or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend

des avances de deniers, garantir les entreprises ou autrement aider telles personnes, sociétés ou compagnies, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs d'icelles et les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie et en disposer autrement;

Demander, acquérir et obtenir de quelque façon que ce soit des brevets d'invention, procédés, concessions, permis, marques de commerce et de fabrication ou tous autres privilèges quelconque pour les utiliser, céder ou vendre ou en disposer de toute façon;

Émettre des actions libérées, bons, débetures, obligations en paiement total ou partiel d'aucune propriété mobilière ou immobilière, actif, matériel, droits, brevets, réclamations, privilèges, créances, concessions ou autres avantages que cette compagnie peut légalement acquérir et accepter, prendre, recevoir des valeurs, parts, bons, actions, obligations ou débetures d'autres compagnies, sociétés ou personnes en paiement d'obligations contractées ou à être contractées par ces dernières envers la compagnie; ainsi que payer en parts acquittées le prix ou la valeur des services rendus ou à être rendus;

Vendre, louer, échanger, ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou de partie d'icelle pour telle compensation ou considération que la compagnie jugera suffisante, s'amalgamer avec aucune autre compagnie ou compagnies ayant des objets similaires à ceux énumérés dans les présentes, à tels termes et conditions à être légalement établis et particulièrement acquérir partie ou tout du commerce, de l'actif matériel et droits de la société commerciale opérant à Montréal, et connue sous la raison sociale "Lavoie & Fils," et en payer le prix en totalité ou en partie en parts libérées ou autrement;

Acquérir, posséder, hypothéquer, vendre, aliéner, louer tout immeuble, valeur immobilière ou meuble qui pourraient être utiles ou nécessaires à l'entreprise;

Exercer l'industrie de la construction généralement, et agir comme entrepreneurs en toutes matières se rattachant à la construction ou à la réparation d'immeubles et faire toutes transactions et opérations désirables pour l'obtention des fins de la compagnie, sous le nom de "O. Lavoie & Fils, Limitée—O. Lavoie & Son, Limited" avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février, 1923.

Le sous-secrétaire de la province.

1137

C.-J. SIMARD.

#### "Laval Dairy, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de janvier, 1923, constituant en corporation: Lazarus Millman, avocat, Aaron Millman, marchand, Max Getz, pharmacien, Isidor Getz, pharmacien, et Barney Singer, commis, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce et l'industrie de propriétaires de restaurants, hôtels, tavernes, cafeterias, buffets, salles à manger, laiteries, salles de pool, salles de billards et quilles, commerçants de cigares, cigarettes, tabac, et fabriquer, importer, ex-

money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To apply for, manufacture and obtain in any way whatever patents, processes, concessions, licenses, trade marks and trade names or any other privileges whatever for utilizing, assigning or selling or disposing of the same in any way;

To issue paid up shares, bonds, debentures, obligations in full or part payment of any moveable or immoveable property, assets, plant, rights, patents, claims, privileges, credits, concessions or other advantages which this company may legally acquire and to accept, take, receive securities, shares, bonds, stocks, obligations or debentures of other companies, partnerships or persons in payment of obligations contracted or to be contracted by such companies, partnerships or persons in favour of the company and also to pay with paid up shares the price or value of services rendered or to be rendered;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such compensation or consideration as the company may think fit, to amalgamate with any company or companies having objects similar to those enumerated herein, on such terms and conditions as may be legally agreed upon and in particular to acquire part or whole of the business, assets, plant, and rights of the commercial partnership carrying on business at Montreal and known under the firm name of "Lavoie & Fils" and to pay for the same in whole or in part in paid up shares or otherwise;

To acquire, possess, hypothecate, sell, alienate lease any immoveable, immoveable securities or moveables it may think useful or necessary for its undertaking;

To carry on a general building business, and to act as contractors in all branches connected with the construction or repair of immoveables and to do any transaction and operations conducive to the attainment of the objects of the company, under the name of "O. Lavoie & Fils, Limitée—O. Lavoie & Son, Limited" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1923.

C. J. SIMARD,

1138

Assistant Provincial Secretary.

#### "Laval Dairy, Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1923, incorporating: Lazarus Millman, advocate, Aaron Millman, merchant, Max Getz, pharmacist, Isidor Getz, druggist, and Barney Singer, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of restaurant keepers, hotels, taverns, cafeterias, buffets, lunch rooms, dairies, pool rooms, billiard parlors, bowling, cigars, cigarettes, tobacco, and to manufacture, import and export, wholesale and

porter, vendre en gros et en détail toutes sortes d'effets, denrées et marchandises, y compris la manufacture et la fabrication de bonbons, chocolats, sucre et sirop d'érable, gomme et toutes sortes de produits alimentaires et boissons, et exercer tout commerce se rattachant aux industries précitées;

Solliciter, acheter ou acquérir autrement toute autre industrie semblable se rattachant aux pouvoirs susdits que la compagnie jugera susceptible d'être avantageusement exercée en rapport avec aucune des industries susmentionnées;

Acquérir ou assumer en tout ou en partie les biens et obligations de toutes personnes et compagnies exploitant toute industrie que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession des biens pouvant profiter à la présente compagnie;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, arrenter ou autrement acquérir tous biens mobiliers ou immobiliers et tous droits et privilèges que la compagnie pourra juger nécessaires pour son industrie et particulièrement tous terrains, bâtisses, obligations, machines, outils et fonds de commerce;

Acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Avec l'approbation des actionnaires, rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'un certain nombre quelconque d'actions ou d'autres valeurs de la compagnie ou au sujet de la formation ou organisation de la compagnie ou la gestion de ses affaires;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets, lettres de crédit, lettres de change, traites, chèques, débetures et autres effets négociables ou transférables;

Faire toutes les choses, exercer tous les pouvoirs et faire tout commerce se rattachant à l'exercice des objets pour lesquels la compagnie est constituée, sous le nom de "Laval Dairy, Limited" avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de janvier 1923.

Le sous-secrétaire de la province.

1135

C.-J. SIMARD.

**"Bourassa-Clifford Corporation, Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de février, 1923, constituant en corporation: Edmond Bourassa, industriel, Harold Clifford, ingénieur-civil, tous deux de la cité des Trois-Rivières; et Delle Isola Bourassa, fille majeure, demeurant à Shawinigan Falls, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'importation ou d'exportation en gros et en détail de toutes sortes de bois; acquérir par achats ou par tout autre titre équivalent, toutes sortes d'articles, effets et marchandises à l'état brut, manufacturé ou confectionné; tous biens et effets en bois, en fer, en aluminium, en or, en argent, en verre, en pierre à l'état brut ou manufacturé; les produits des forêts à l'état brut ou manufacturé; les produits des fermes, de la terre, des fleuves, mers, rivières ou lacs; les produits de toutes espèces d'industries;

retail, all kinds of goods, wares and merchandise including the manufacture and making of candies, chocolates, sugar and maple syrup, gum and all kinds of foodstuffs and beverages and carry on the business incidental to the above industries;

To apply for, purchase or otherwise acquire any other similar industry, relating to the above powers, which the company may judge capable of being advantageously exercised in connection with any of the above industries;

To acquire or undertake, in whole or in part, property and obligations of any persons or companies engaged in any industry which the present company is authorized to undertake or in possession of suitable property for the benefit of the present company;

To buy in general, take on lease or in exchange, rent or otherwise acquire any moveable or immoveable property and all rights and privileges which the company may deem necessary for its industry, and particularly all lands, buildings, obligations, machinery, tools and stock-in-trade;

To acquire and hold shares in any other company, the objects of which are similar to those of the present company;

To remunerate with the sanction of the shareholders, any person or company for services rendered, or to be rendered in disposing of or helping to dispose of or guaranteeing the disposal of any number of shares or other values of the company, or in regard to the formation or promotion of the company or the conduct of its affairs;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, checks, debentures and other negotiable and transferable instruments;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying on the objects wherefor the company is incorporated under the name of "Laval Dairy, Limited" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of January, 1923.

C. J. SIMARD,

1136

Assistant Provincial Secretary.

**"Bourassa-Clifford Corporation, Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1923, incorporating Edmond Bourassa, manufacturer, Harold Clifford, civil engineer, both of the city of Three Rivers, and Miss Isola Bourassa, spinster, residing at Shawinigan Falls, for the following purposes:

To import or export wholesale and retail all kinds of wood; acquire by purchase or any other equivalent title all kinds of goods, wares and merchandise in the raw or manufactured state; any property and articles in wood, iron, aluminium, gold, silver, glass, stone in the raw or manufactured state; the products of forests, in the raw or manufactured state; the products of the farm, earth, rivers, seas, brooks or lakes; the products of industries of all kinds;

Exploiter toutes les marchandises énumérées ci-dessus et en faire le commerce d'importation ou d'exportation, en gros et en détail; employer ses fonds en tout ou en partie pour l'achat d'actions d'autres corporations ou pour acheter l'actif et l'achalandage de toute compagnie, société ou personne faisant un commerce quelconque;

Faire les affaires de marchands de bois, de manufacturiers de bois de construction et de bois de charpente; faire dans toutes branches les affaires de bois de pulpe, dormants, poteaux de cèdre, papier, et toutes affaires y ayant rapport et aussi les affaires de marchands en général, manufacturiers en général, meuniers, voituriers, propriétaires de quais et marchands en gros, de faire toutes les affaires et opérations d'un contracteur général;

De construire des établissements, des ateliers, et d'acquérir, à quelque titre que ce soit, des limites à bois, des terrains miniers, des carrières de pierre, et terrains contenant les éléments nécessaires pour la production des différents matériaux de construction; d'acquérir des machines et l'outillage nécessaires pour la préparation et la fabrication de tous les matériaux de construction, et de faire le commerce en gros ou en détail de tous les objets ainsi manufacturés;

D'acquérir, vendre, louer, échanger, hypothéquer ou aliéner des immeubles pour les fins de son commerce ou industrie;

D'employer, en tout ou en partie, les fonds de la compagnie pour l'achat des actions d'autres compagnies, ou pour faire l'acquisition de l'actif et de l'achalandage de toute personne ou société exerçant une industrie ou un commerce quelconque;

De payer pour tous les services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour toute acquisition de la compagnie, en actions libérées de la compagnie ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants;

D'emprunter sur le crédit de la compagnie;

D'émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, pourvu que chaque tel bon, chaque telle obligation ne soit pas pour une somme moindre que celle de cent piastres;

D'hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de ces bons, obligations ou autres valeurs, et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie, sous le nom de "Bourassa-Clifford Corporation, Limited", avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le vingt-unième jour de février 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1143 ALEXANDRE DESMEULES.

"Smith, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février 1923, constituant en corporation George-C. Goodfellow, marchand de bois en gros, Albert-J. Smith, marchand en gros,

To deal with all the merchandise above enumerated and to import or export the same wholesale and retail; to apply its funds in whole or in part to the purchase of shares of other corporations or for the purpose of buying the assets and good-will of any company, partnership or person engaged in any business whatever;

To carry on the business of lumber dealers and manufacturers of timber and lumber; carry on in all branches thereof the business of pulp wood, ties, cedar poles, paper and any business incidental thereto, and also the business of general merchants, general manufacturers, millers, public carriers, wharfingers and wholesale dealers and any and all of the business and operations of general contractors;

To erect plants, shops and to acquire under any title whatever timber limits, mining lands, stone quarries and lands containing the elements necessary for the production of the various kinds of building materials; acquire the machinery and equipment necessary for the preparation and manufacturing of any building materials and to deal wholesale and retail in all articles thus manufactured;

To acquire, sell, lease, exchange, hypothecate or dispose of real estate for the purposes of its trade or business.

To apply in whole or in part the funds of the company to the purchase of shares of other companies or for the acquisition of the assets and good-will of any person or partnership carrying on any industry or business;

To pay for any services rendered to or required by the company or for any acquisition of the company in paid up shares of the company or partly in paid up shares and partly in cash;

To borrow money upon the credit of the company;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and to pledge or sell the same for such price and at such sums as may be deemed proper, provided that no such bond or debenture be for a less sum than one hundred dollars each;

To hypothecate or mortgage the immovables or pledge the moveables of the company or give both the above kinds of securities to secure the payment of such bonds, debentures or other securities or of any sums of money borrowed for the company's purposes, under the name of "Bourassa-Clifford Corporation, Limited", with a total capital-stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollar (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Three Rivers, in the district of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,

1144 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Smith, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1923, incorporating: George C. Goodfellow, wholesale lumber merchant, Albert J. Smith, wholesale merchant, both of the city

tous deux de la cité et du district de Montréal, Juste Dufour, marchand général, demeurant à Saint-Alexis, comté de Chicoutimi, Napoléon-E. Smith, manufacturier, et George-Henri Smith, comptable, demeurant en la ville de Chicoutimi, dans les buts suivants:

Fabriquer, manufacturer, acheter, vendre, autrement faire la fabrication et le commerce de meubles, cercueils, jouets de toutes sortes, faire la préparation du bois, pour portes, châssis, persiennes, et préparer le bois de toute manière quelconque, devant servir dans la construction de maisons, ou autrement. Faire le commerce de bois sous toutes ses formes et manières; acquérir par achat, bail, échange ou autrement, et détenir, vendre, céder, échanger et autrement disposer de biens fonds et immeubles; en totalité ou en partie; en disposer ou faire le commerce autrement, et développer, mettre à profit, améliorer tous immeubles et meubles que la dite compagnie est autorisée d'acquérir et de posséder sous toutes manières quelconques. Faire toutes subdivisions de propriétés, en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement, et particulièrement en construisant, changeant, démolissant, décorant, entretenant, fournissant, meublant et améliorant toutes sortes de bâtisses pour toutes fins, et faire le commerce d'immeubles en général, tant comme acheteur que comme vendeur; vendre ou autrement disposer de tout ou partie de l'entreprise de la compagnie, et de ses immeubles, aux termes et conditions que la compagnie jugera bon, et accepter en paiement des actions, obligations, stock ou autres valeurs de toutes personnes et compagnies, émettre des actions acquittées de la compagnie, en paiement de toutes acquisitions, par achat ou autrement, de tous biens meubles et immeubles, services rendus ou à rendre, que la compagnie peut ou pourra avoir et posséder, acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre ou autrement disposer des actions, débetures ou garanties dans aucune autre compagnie ayant le même but, en tout ou en partie, que celui de cette compagnie, et étant propre à porter directement ou indirectement les bénéfices à cette compagnie;

Rémunérer toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à rendre, en plaçant ou en aidant à placer, ou en garantissant le placement de toutes parties des actions du capital de la compagnie, ou des obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires. Acheter de son propriétaire actuel ou de tous autres, la fabrique de meubles, jouets, cercueils que Napoléon-E. Smith, manufacturier, de Chicoutimi, possède actuellement à Lévis, dans le comté de Lévis, aux prix, clauses et conditions qui seront établis entre la dite compagnie et Napoléon-E. Smith, et en paiement du dit prix d'acquisition, de donner toutes sommes d'argent, obligations, garanties, et même donner en paiement total ou partiel, des actions acquittées de la dite compagnie, et ce, aux clauses, conditions établies entre le dit Napoléon-E. Smith et la dite compagnie. Prendre et détenir des obligations, hypothèques, gages et charges, pour assurer le paiement du prix d'achat de toutes propriétés que la compagnie pourra vendre, ou des deniers dûs par la compagnie, par les acheteurs ou autres personnes, ou avancés par la compagnie aux acheteurs, ou à toutes autres personnes, ou autres améliorations;

Emprunter toutes sommes d'argent que la compagnie aura besoin pour acquitter l'achat des terrains que la compagnie pourra acquérir, ou pour toutes autres transactions et donner en garantie toutes hypothèques, billets promissaires ou autres garanties quelconques sur les meubles,

and district of Montreal, Juste Dufour, general merchant, residing at Saint Alexis, county of Chicoutimi, Napoléon E. Smith, manufacturer, and George Henri Smith, accountant, residing in the town of Chicoutimi, for the following purposes:

To fabricate, manufacture, buy, sell and otherwise make and deal in furniture, caskets, toys of all kinds, prepare wood for doors, sashes, venetian blinds and in any other manner whatever to be used in the construction of houses or otherwise. To carry on a general lumber business in all branches thereof; acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to hold, sell, assign, exchange and otherwise dispose and deal in real of estate and immoveable property, in whole or in part; and to develop, turn to account, improve any immoveables and moveables which the said company is authorized to acquire and possess in any manner whatever. To subdivide any property into building lots, streets, lanes, squares and otherwise, and particularly by erecting, altering, pulling down, decorating, maintaining, furnishing, supplying and improving all kinds of buildings for any purposes and to carry on a general real estate business, both as buyer and seller; sell or otherwise dispose of the whole or any part of the undertaking of the company and of its immoveables on such terms and conditions as the company may think fit, and to accept in payment therefor shares, bonds, stock or other securities of any persons and companies, issue paid-up shares of the company in payment of any acquisitions, by purchase or otherwise, of any moveable and immoveable property, services rendered or to be rendered, which the company may or will have and possess, buy, acquire, hold, transfer, sell or otherwise dispose of shares, debentures or securities in any other company having the same objects, in whole or in part, as those of the company and calculated directly or indirectly to benefit this company;

To remunerate any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of any shares in the capital stock of the company, or the bonds or other securities of the company, or in the conduct of its business. To buy from its present owner or from any other person the furniture, toy and casket factory which Napoléon E. Smith, manufacturer, of Chicoutimi, presently owns at Lévis, in the County of Lévis, for such price and on such terms and conditions as may be established between the said company and Napoléon E. Smith, and in payment of the purchase price thereof to give any sums of money, bonds, securities and even give in full or part payment therefor paid up shares of the said company, and that on such terms and conditions as may be established between the said Napoléon E. Smith and the said company. To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure the purchase price of any property which the company may sell or of sums of money due by the company, by the purchasers or other persons or advanced by the company to the purchasers or to any other persons, or for other improvements;

To borrow any sums of money which the company may require for paying off the purchase price of the lands which the company may acquire or for any other transactions and to give as a security therefor any hypothecs, promissory notes or other liens whatsoever on the moveables,

machineries, fonds de commerce, achalandage et même sur les immeubles de la compagnie;

Assumer, acquérir, louer, vendre ou acheter l'actif de toutes personnes ou compagnies, sociétés quelconques, ou faisant un commerce semblable et de payer en actions de la compagnie, ou au moyen d'autres considérations valables;

Emettre des actions ou débetures et les garantir, par l'actif de la compagnie, et émettre des actions privilégiées conformément aux prescriptions de la loi à ce sujet, et de les annuler ou annuler. Faire toutes transactions de banques, faire tous règlements utiles et nécessaires pour la régie et administration de la dite compagnie, en conformité avec la loi des compagnies de Québec 1920, et amendements;

Faire tous les actes propres à atteindre les objets ci-dessus mentionnés, et, en général, faire tous les actes et choses dans le but d'augmenter et d'accroître la valeur des propriétés, ou autres entreprises de la compagnie, ou s'y rattachant de quelque manière que ce soit, ou qui peuvent être utiles à la mise en opération et à l'administration des objets de la compagnie et à son exploitation, et de faire et signer tous actes et documents utiles et nécessaires aux fins ci-dessus mentionnées, sous le nom de "Smith, Limited", avec un capital total de quarante-huit mille piastres (\$48,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingts (480) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Lévis, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février 1923.

Le sous-secrétaire de la province,  
1141 C.-J. SIMARD.

#### "C. B. Grose Housing Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de février, 1923, constituant en corporation: Emile Gravel, notaire, de la cité de St-Lambert, Isidore Coupal, étudiant, Mademoiselle Hélène Beaugrand Champagne, commis, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes :

Acquérir des terrains dans les ou près des limites d'une municipalité dans la province et ériger sur ces terrains des maisons d'habitation de dimensions raisonnables, munies d'améliorations convenables et destinées à être louées à des prix modérés;

Exercer en vertu des dispositions de la Loi de la Législature de Québec, 4 Geo. V, ch. 47 et de tous ses amendements passés et futurs, l'industrie immobilière et du bâtiment dans toutes leurs spécialités et posséder et avoir la jouissance de tous droits et privilèges et pouvoirs conférés par ladite loi et de même être régie par les restrictions d'icelles;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à l'avancement des objets précités, sous le nom de "C. B. Grose Housing Company, Limited" avec un capital total de dix millepiastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions ordinaires, d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à St-Lambert, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de février 1923.

Le sous-secrétaire de la province,  
1127 C.-J. SIMARD.

machinery, stock-in-trade, good-will and even on the immoveables of the company;

To take over, acquire, lease, sell or buy the assets of any persons or companies or partnerships carrying on a similar business and to pay for the same in shares of the company or by way of other legal considerations;

To issue shares or debentures and to guarantee the same on the assets of the company, and to issue preferred shares in accordance with the provisions of the law on that behalf and to cancel or annul same. To do any bank transactions, pass any by-laws useful and necessary for the management and administration of the said company, in accordance with The Quebec Companies' Act 1920, and amendments thereto;

To do all such other things as are conducive to the attainment of the above objects, and generally do all acts and things for the purpose of enhancing and increasing the value of the properties or other undertakings of the company or connected therewith in any way or which may seem useful for the carrying out and conduct of the objects of the company and of its undertaking, and to make and sign any acts and documents useful and necessary for the above purposes, under the name of "Smith, Limited", with a total capital stock of forty eight thousand dollars (\$48,000.00), divided into four hundred and eighty (480) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Lévis, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1923.

C. J. SIMARD,  
1142 Assistant Provincial Secretary.

#### "C. B. Grose Housing Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty first day of February, 1923, incorporating: Emile Gravel, notary, of the city of St-Lambert, Isidore Coupal, student, Miss Helene Beaugrand Champagne, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire land in or near the boundaries of a municipality in the Province, and to build on such lands, dwelling houses of reasonable dimensions, supplied with proper improvements and intended to be let at a moderate rental;

To carry on under the provisions of the Act of the Quebec Legislature, 4 Geo. V. Ch. 47, and all amendments thereto, past and future, a real estate business and building business in all the branches thereof, and to own and enjoy all the rights and privileges and powers conferred by the said Act, as well as being restricted by the provisions thereof;

To do all or any of such things as are incidental to or conducive to the advancement of the above objects, under the name of "C. B. Grose Housing Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) common shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at St. Lambert, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1923.

C.-J. SIMARD,  
1128 Assistant Provincial Secretary.

**"La Compagnie La Fayette, Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du troisième jour de mars, 1923, constituant en corporation: Eugène Martin, pharmacien, Joseph-Arthur Lesage, courtier, et Roméo Desmarais, comptable, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et exercer l'industrie de produits chimiques et pharmaceutiques et autres;

Agir comme représentants d'autres personnes ou compagnies;

Acheter, vendre, louer, construire, réparer des magasins, ateliers, fabriques, salles, résidences, appartements, garages ou autres bâtisses;

Acquérir des propriétés, les hypothéquer, soit par obligations ou débetures;

Payer par des actions acquittées de la compagnie pour propriétés, matières premières, propriétés, immeubles, procédés ou services rendus, sous le nom de "La Compagnie La Fayette, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mars 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,  
1131 ALEXANDRE DESMEULES.

**"La Compagnie La Fayette, Limitée"**

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1923, incorporating Eugène Martin, druggist, Joseph Arthur Lesage, broker, and Roméo Desmarais, accountant, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale trade and business of chemical, pharmaceutical and other products;

To act as representatives of other persons or companies;

To buy, sell, lease, erect, repair stores, shops, factories, halls, dwelling houses, apartments, garages or other buildings;

To acquire property, hypothecate the same either through bonds or debentures;

To pay with paid up shares of the company for any property, raw materials, assets, immoveables, processes or services rendered, under the name of "La Compagnie La Fayette, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,  
1132 Acting Assistant Provincial Secretary.

**"Trois-Rivières Auto Service Co., Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de février, 1923, constituant en corporation: Joseph Duval, Alfred Duval et Armand Duval, tous trois charretiers, demeurant en la cité des Trois-Rivières, dans les buts suivants:

Transporter, dans les limites de la cité des Trois-Rivières et au dehors de la cité, des personnes, des marchandises, et d'avoir un tarif conformément à la loi et aux règlements municipaux; de faire le transport des passagers et de toutes sortes de marchandises;

Construire ou acquérir à quelque titre que ce soit des garages, machineries et accessoires de garages, boutiques, hangars, entrepôts, terrains et tous autres immeubles nécessaires au commerce de la compagnie; vendre, échanger, hypothéquer, donner en gage, louer ou aliéner de manière quelconque les dits immeubles;

Exploiter des garages pour acheter ou vendre des automobiles, louer et faire toutes sortes de réparations aux dites automobiles; engager des mécaniciens et tout le personnel nécessaire à l'exploitation de tels garages;

Employer les fonds de la compagnie, en tout ou en partie, pour l'achat des actions de toute personne ou société exploitant une industrie ou exerçant un commerce;

Payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour toute acquisition de la compagnie, en actions libérées ou en deniers comptants et partie en actions libérées;

Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

Emettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les

**"Trois-Rivières Auto Service Co., Limited"**

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1923, incorporating: Joseph Duval, Alfred Duval and Armand Duval, all three carters, residing in the city of Three Rivers, for the following purposes:

To engage in the transportation, within the limits of the city of Three Rivers and outside of the said city, of passengers and merchandise, and to have a tariff in conformity with the law and the municipal by-laws; to carry on the transportation business of passengers and of all kinds of merchandise;

To construct or acquire under any title whatever garages, garage machinery and accessories, shops, sheds, warehouses, lands and any other immoveable necessary for the company's business; sell, exchange, hypothecate, pledge, lease or alienate the said immoveables in any manner whatever;

To operate garages for the purchase or sale of automobiles, hire the said automobiles and make all kinds of repairs thereto; hire mechanics and all the necessary staff for the exploitation of such garages;

To apply the moneys of the company, in whole or in part, to the purchase of shares of any person or partnership engaged in any industry or carrying on any business;

To pay for all services rendered to or required by the company, or for any acquisition of the company in paid-up shares or in cash or partly in paid-up shares;

To borrow money upon the credit of the company;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and to pledge or sell the same

vendre pour les prix et sommes jugés convenables, pourvu toutefois que tel bon, telle obligation ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que celle de cent piastres;

Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de ces bons, obligations ou autres valeurs, et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie, sous le nom de "Trois-Rivières Auto Service Co., Limited" avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de février, 1923.

Le sous-secrétaire de la province.

1147

C.-J. SIMARD.

for such price and at such sums as may be deemed convenient, provided however that no such bond, debenture or other security be for a less sum than one hundred dollars each;

To hypothecate or mortgage the immovables or pledge the moveables of the company, or give both the above kinds of securities, to secure the payment of such bonds, debentures or other securities or of any sums of money borrowed for the company's purposes, under the name of "Trois-Rivières Auto Service Co., Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Three Rivers, in the district of Three Rivers.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1923.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1148

### Lettres Patentes supplémentaires

### Supplementary Letters Patent

#### "Garden City Development Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec 1920, articles 5993 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du cinquième jour de mars 1923, à la compagnie "Garden City Development Company, Limited", ratifiant un règlement de la dite compagnie, augmentant son capital de \$45,000.00 à \$500,000.00, par la création de 4,550 actions additionnelles de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

1149

C.-J. SIMARD.

#### "Garden City Development Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5993 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1923, to the company "Garden City Development Company, Limited," ratifying a by-law of the said company, increasing its capital-stock from \$45,000.00 to \$500,000.00, by the creation of 4,550 additional shares of \$100.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1923.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1150

#### "Crédit Canada, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5978 et 5993 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du premier jour de mars 1923, à la compagnie "Crédit Canada, Limitée", pour les objets suivants, savoir:

Premièrement:—Modifiant et augmentant le capital-actions de la dite compagnie de la somme de \$125,000.00, divisée en 1,250 actions de \$100.00 chacune, à la somme de \$1,000,000.00, divisée en 100,000 actions de dix piastres (\$10.00) chacune;

Deuxièmement:—Etendant les pouvoirs de la dite compagnie aux objets suivants:

Acheter des actions, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie de quelque nature qu'elle soit, et les payer soit en argent, soit en actions, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Prêter pour elle ou pour quiconque lui en confierait la charge sur toutes garanties mobilières ou immobilières aux conditions qu'elle jugera convenables;

Acquérir les propriétés ou valeurs quelconques qui pourront avoir été engagées en faveur de la compagnie, comme garantie de tels prêts, et en disposer à son gré;

Emprunter à tels taux d'intérêts qui seront convenus, avoir pouvoir de garantir tels mon-

#### "Credit Canada, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5978 and 5993 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1923, to the company "Crédit Canada, Limitée", for the following purposes, to wit:

Firstly:—Modifying and increasing the capital-stock of the said company from the sum of \$125,000.00, divided into 1,250 shares of \$100.00 each to the sum of \$1,000,000.00, divided into 100,000 shares of ten dollars (\$10.00) each;

Secondly:—Extending the powers of the said company to the following objects:

To buy shares, debentures or other securities of any other company of any nature whatever, and to pay for the same either in cash or in shares, debentures or other securities of the company;

To lend money for its own account or for any one charging the company so to do on any moveable or immovable securities on such conditions it may think proper;

To acquire the property or assets whatsoever which may have been pledged in favour of the company as security of such loans and to dispose of the same as it may see fit;

To borrow money at such rates of interests as may be agreed upon with power to guarantee

tants par les valeurs mobilières et immobilières qu'elle aura en sa possession, et émettre des obligations sous quelque forme et dénomination que ce soit;

Recevoir en dépôt ou en entrepôt des biens mobiliers de toute nature et de toute catégorie, en qualité d'agent, de consignataire ou de dépositaire et prêter sur tels effets;

Fixer et percevoir toute rémunération pour tous services dans l'exercice de ses attributions;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer, aider à promouvoir, ou organiser, administrer ou développer, aucune corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou affaire, et faire tous actes nécessaires ou connexes, et pour cela souscrire, acheter et vendre des débentures, bons, obligations ou autres valeurs de tels corporations, compagnie, syndicat ou entreprise, et autrement utiliser l'argent ou le crédit de la compagnie en aucune manière estimée avantageuse à aucunes telles fins, soit en faisant servir à ces fins aucune portion des deniers de la compagnie, soit en plaçant sur le marché ou en garantissant l'émission, ou le paiement de l'intérêt, sur les actions, débentures, bons, hypothèques, obligations ou autres valeurs de cette autre compagnie, corporation, syndicat ou entreprise.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mars 1923.

1153 Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.

such loans by means of the moveable and immoveable securities it may have in its possession and to issue bonds under any form and of any denomination whatever;

To receive for deposit or storage moveable property of any nature and class as agent, consignee or depository and to lend money on the security thereof;

To fix and collect any remuneration for any services in the exercise of its attributions;

To promote, organize, manage or develop, assist in the promotion or organization, management or development of any corporation, company, syndicate, undertaking or business and to do all acts necessary therefor or incidental thereto, and for that purpose to subscribe for, buy and sell debentures, bonds, obligations or other securities of such corporation, company, syndicate or undertaking and otherwise use the money or credit of the company in any manner deemed advantageous for any such purposes, either in appropriating for such purposes any of the moneys of the company or in placing on the market or in guaranteeing the issue of or the payment of the interests on the shares, debentures, bonds, hypothecs, obligations or other securities of such other company, corporation, syndicate or undertaking.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1923.

1154 C. J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

**"Les Textiles du Golfe, Limitée—Gulf Textile, Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5978, 5993, 6016 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du premier jour de mars, 1923, à la compagnie "Les Textiles du Golfe, Limitée—Gulf Textile, Limited", pour les objets suivants, savoir:

Premièrement:—Modifiant et augmentant le capital-actions de la dite compagnie de manière qu'il comprenne à l'avenir le nombre d'actions suivantes:

(a) Deux cent seize (216) actions privilégiées, catégorie "A" de la valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune. Dans le cas de liquidation volontaire ou forcée de la compagnie, les porteurs des actions de cette catégorie "A" auront droit d'être remboursés intégralement du montant de leur capital payé, avant qu'aucun montant ne soit payé aux détenteurs de toute autre action du capital de la compagnie;

(b) Six cent soixante-quinze (675) actions privilégiées, catégorie "B" de la valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune. Dans le cas de liquidation volontaire ou forcée de la compagnie, les porteurs d'actions de cette catégorie "B" auront droit, sujet aux privilèges accordés aux détenteurs d'actions, catégorie "A" d'être remboursés intégralement du montant de leur capital payé, avant qu'aucun montant ne soit payé aux détenteurs de toute autre action du capital de la compagnie. En tout temps au gré du bureau de direction, ces actions privilégiées, catégorie "B" ou aucune d'elles pouvant être rachetées par la compagnie sur paiement d'une somme de cent (\$100.00) par action. Le bureau de direction fixera la manière de procéder pour opérer tel achat et dans le cas

**"Les Textiles du Golfe, Limitée—Gulf Textile, Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5978, 5993, 6016 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1923, to the company "Les Textiles du Golfe, Limitée—Gulf Textile, Limited", for the following purposes, to wit:

Firstly:—Modifying and increasing the capital stock of the said company so as to include in the future the following number of shares:

(a) Two hundred and sixteen (216) preferred shares, class "A" of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each. In the event of the voluntary or forced liquidation of the company, the holders of shares of such class "A" shall be entitled to be reimbursed in full of the amount of the capital paid thereon, before any amount be paid to the holders of any other share of the capital of the company;

(b) Six hundred and seventy five (675) preferred shares, class "B" of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each. In the event of the voluntary or forced liquidation of the company, the holders of shares of such class "B" shall be entitled, subject to the privileges granted to the holders of shares of class "A", to be reimbursed in full of the capital paid thereon before any amount be paid to the holders of any other share of the capital of the company. At any time in the discretion of the Board of Directors, such preferred shares of class "B" or any thereof may be redeemed by the company upon payment of a sum of one hundred dollars (\$100.00) per share. The Board of Directors shall determine the manner of proceeding for effecting such purchase and in the case wherein

où quelques-unes de ces actions devront être rachetées décidera quelles actions devront être ainsi rachetées;

(c) Sept cents (700) actions sans valeur au pair. Ces actions seront émises au prix de cinq piastres (\$5.00) par action;

(d) Sujet aux prescriptions de la loi des compagnies de Québec, 1920, il sera loisible à la compagnie d'émettre des actions privilégiées additionnelles, mais la création de telles actions privilégiées additionnelles devra avoir reçu, au préalable, en plus de l'approbation requise par la loi, l'approbation de la majorité des détenteurs de chaque catégorie d'actions dont les droits peuvent être affectés par l'émission de telles nouvelles actions;

(e) Le montant avec lequel la compagnie pourra conduire ses opérations est de quatre-vingt-douze mille six cents piastres (92,600.00).

Deuxièmement:—Changeant l'endroit du bureau principal de la dite compagnie, de Rimouski à l'Île Verte.

Troisièmement:—Augmentant le nombre des directeurs de la dite compagnie, de trois (3) à dix (10).

Dated du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mars 1923.

Le sous-secrétaire de la Province.

1155

C.-J. SIMARD.

only part of such shares shall be redeemed shall decide what shares are to be thus redeemed;

(c) Seven hundred (700) shares without nominal or par value. Such shares to be issued at the price of five dollars (\$5.00) per share;

(d) Subject to the provisions of the Quebec Companies' Act, 1920, the company may issue additional preferred shares, but the creation of such additional preferred shares shall previously have received, in addition to the approval required by law, the approval of the majority of the holders of each class of shares, the rights of which may be affected by the issue of such new shares;

(e) The amount with which the company shall carry on its operations is of ninety two thousand six hundred dollars (\$92,600.00).

Secondly:—Changing the location of the head office of the said company from Rimouski to Ile Verte.

Thirdly:—Increasing the number of directors of the said company from three (3) to ten (10).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1923.

C.-J. SIMARD,

1156

Assistant Provincial Secretary.

## Département de l'Instruction Publique

185-23

Québec, 10 mars 1923.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Henri, comté de Lévis, tout le territoire compris dans les limites de la municipalité scolaire de Rivière-Boyer, telle qu'érigée par proclamation en date du 25 janvier 1922, et publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, le 4 février 1922, et de former dudit territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Rivière-Boyer".

1217-11-2

1235-22

Québec, 13 mars 1923.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Lazare, comté de Bellechasse, les lots numéros 943b et 944, dans l'augmentation de Saint-Michel, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Lazare et les lots numéros 17, 18a, 18b, 19 et 20, du 4ème rang du canton de Buckland, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Damien, même comté.

1219-11-2

994-22

Québec, 1 mars 1923.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Newport, comté de Compton, les lots numéros 9b et 10b du rang 1 du canton de Newport et le lot 10a du rang 2 du même canton, et de les annexer à la municipalité scolaire de Bury, même comté.

1081-10-2

661-22

Québec, 5 mars 1923.

Demande est faite de détacher: 1. De la municipalité scolaire de la Présentation-de-la-Vierge Marie, comté de Jacques-Cartier, les lots 1 à 5 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de la Présentation-de-la-Vierge-de-Dorval; 2. de la municipalité scolaire de Pointe-Claire, aussi du

## Department of Public Instruction

185-23

Quebec, 10th March, 1923.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Henri, county of Levis, all the territory comprised within the limits of the school municipality of Rivière-Boyer, as erected by proclamation dated the 25th of January, 1922, and published in the *Quebec Official Gazette*, the 4th of February, 1922, and to form with the said territory a separate school municipality under the name of "Rivière-Boyer".

1218-11-2

1235-22

Quebec, 13th March, 1923.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Lazare, county of Bellechasse, the lots numbers 943b and 944, in the gore of Saint Michel, of the official cadastre of the parish of Saint Lazare, and the lots numbers 17, 18a, 18b, 19 and 20, of the 4th range of the township of Buckland, and to annex all this territory to the school municipality of Saint Damien, same county.

1220-11-2

994-22

Quebec, March 1st, 1923.

Application is made to detach from the school municipality of Newport, county of Compton, the lots numbers 9b and 10b of range 1 of the township of Newport and lot 10a of range 2, same township, and to annex them to the school municipality of Bury, same county.

1082-10-2

661-22

Quebec, 5th March 1923.

Application is made to detach: 1. From the school municipality of the Présentation-de-la-Vierge-Marie, county of Jacques-Cartier, the lots 1 to 5 inclusively of the official cadastre of the parish of the Présentation-de-la-Vierge-de-Dorval; 2. of the school municipality of Pointe-Clai-

comté de Jacques-Cartier, les lots 53 à 64 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Pointe-Claire, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de Sainte-Chantal.

1083—10-2

re, also of the county of Jacques-Cartier, the lots 53 to 64 inclusively, of the official cadastre of the parish of Pointe-Claire, and to erect all the above territory into a separate school municipality, under the name of Sainte-Chantal.

1084—10-2

## Département du trésor

## Treasury Department

### AVIS

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu", ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI, des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a obtenu un permis et a été enregistrée, et a le droit de recevoir des demandes d'assurance et d'émettre des polices; de transiger les affaires d'assurance qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, formée en vertu des dits articles du dit paragraphe, peut légalement faire, relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur savoir: assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, sur les bâtiments de ferme et des risques isolés (tels que n'étant ni des risques de commerce, ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés) dans les limites du comté de Verchères, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce huitième jour de mars 1923.

Pour le Trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des Assurances suppléant,  
J.-P. BELANGER.

Branche des assurances,

Département du Trésor, Québec. 1151—11-2

### NOTICE

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu" has been established in conformity with article 6886 and following, paragraph VI, sub-section VI, section XXII, chapter III, title XI, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and registered, and has the right to receive applications and to issue insurance policies; to transact any business that a mutual fire insurance company, formed under the said article of the said sub-section, may lawfully do, in respect of the kind of business mentioned in the declaration to the Inspector, namely: mutual insurance against fire, lightning and wind on farm buildings and isolated risks, (such hazards being other than commercial or extra-hazardous) within the limits of the county of Vercheres, in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this eighth day of March, 1923.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec. 1152—11-2

## Actions en séparation de biens

## Actions for separation as to property

Canada, province de Québec, district de Montmagny, Cour supérieure, No 1454.

Dame Mary Laverdière, épouse commune en biens de Herménégilde Maurice, marchand, de Saint-Magloire de Bellechasse, demanderesse; vs Le dit Herménégilde Maurice, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 10ème jour de mars 1923. Montmagny, 10 mars 1923.

Le procureur de la demanderesse,  
1167—11-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Canada, province of Quebec, district of Montmagny, Superior Court, No. 1454.

Dame Mary Laverdière, wife common as to property of Herménégilde Maurice, merchant, of Saint Magloire of Bellechasse, plaintiff; vs The said Herménégilde Maurice, defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause. Montmagny, 10th March, 1923.

1168—11-5 ROSAIRE BEAUDOIN,  
Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Richelieu. Cour supérieure, No 7156.

Dame Eliane Chapdelaine, de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, épouse commune en biens de Joseph Latraverse, navigateur, du même endroit, demanderesse; vs Le dit Joseph Latraverse, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur en cette cause.

Sorel, 24 février 1923.  
Le procureur de la demanderesse,  
1177—11-5 J.-G. MAGNAN.

Province of Quebec, district of Richelieu. Superior Court, No 7156.

Dame Eliane Chapdelaine, of the city of Sorel, district of Richelieu, wife common as to property of Joseph Latraverse, navigator, of the same place plaintiff; vs The said Joseph Latraverse, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant herein.

Sorel, 24th February, 1923.  
J. G. MAGNAN,  
1178—11-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 217.

Marie-Joséphine-Anna Gélinas, épouse commune en biens d'Avila Fréchette, autrefois cultivateur, domicilié à Yamachiche, dans le district de Trois-Rivières, et actuellement en la cité de Montréal, demanderesse; vs le dit Avila Fréchette, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 27ème jour de janvier 1923.

Le procureur de la demanderesse,  
CHARLES BOURGEOIS.

Trois-Rivières, 14 mars 1923. 1207—11-5

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 217.

Marie Joséphine Anna Gélinas, wife common as to property of Avila Fréchette, heretofore farmer, of Yamachiche, district of Three Rivers, and actually in Montreal, district of Montreal, plaintiff; vs the said Avila Fréchette, defendant.

The plaintiff has instituted an action in separation as to property against the defendant, the 27th of January, 1923.

CHARLES BOURGEOIS,  
Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 14th March, 1923. 1208—11-5

Province de Québec, District de Montréal. Cour supérieure. No 4189.

Dame Jessie Dansky, de Montréal, épouse Philip Glazer, tailleur, aussi de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse, vs Le dit Philip Glazer, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 1er jour de mars 1923.

Montréal, 1er mars 1923.

Les procureurs de la demanderesse,  
COHEN, GENDRON & GAUTHIER.

1001—10-5

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court. No. 4189.

Dame Jessie Dansky, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Philip Glazer, of the same place, duly authorized by judgment for the purposes herein, plaintiff, vs Philip Glazer, of the same place, tailor, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant, on the 1st March, 1923.

Montreal, 1st March, 1923.

COHEN, GENDRON & GAUTHIER,  
1002—10-5 Attorneys for plaintiff.

Dans la Cour supérieure pour la province de Québec, district de Montréal. No 227.

Dame Fannie Shulman, de la cité et du district de Montréal, épouse commune de biens de Harry Lévités, marchand, du même lieu, demanderesse, vs Harry Lévités, du même lieu, défendeur.

La défenderesse a institué contre le défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, 2 mars 1923.

Les procureurs de la demanderesse,  
1003—10-5 SHULMAN & SHULMAN.

In the Superior Court for the province of Quebec, District of Montreal. No. 227.

Dame Fannie Shulman, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Harry Levites, merchant, of the same place, plaintiff, against Harry Levites, of the same place, defendant.

The plaintiff has taken against the Defendant an action for separation as to property.

Montreal, 2nd March, 1923.

SHULMAN & SHULMAN,  
1004—10-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Chicoutimi, dans la Cour supérieure, No 8157. Dame Albertine Girard, de Jonquière, épouse de Dydime Simard, marchand, de Jonquière, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse, vs le dit Dydime Simard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause ce jour.

Chicoutimi, 20 février 1923.

Le procureur de la demanderesse,  
1005—10-5 ELZEAR LEVESQUE.

Province of Quebec, district of Chicoutimi, in the Superior Court, No. 8157. Dame Albertine Girard, of Jonquière, wife of Dydime Simard, merchant, of Jonquière, and duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Dydime Simard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause this day.

Chicoutimi, 20th February, 1923.

ELZEAR LEVESQUE,  
1006—10-5 Attorney for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Kamouraska, Cour supérieure, No 8559. Dame Alice Damours, épouse commune en biens de Walter Topping, marchand, de la cité de Rivière-du-Loup, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Walter Topping, de la dite cité, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dixième jour de février 1923.

Rivière-du-Loup, 29 février 1923.

Les procureurs de la demanderesse,  
CASGRAIN, LIZOTTE & MICHAUD,  
1069—10-5

Canada, province of Québec, district of Kamouraska. No. 8559. Dame Alice Damours, of Rivière du Loup, district of Kamouraska, wife common as to property of Walter Topping, merchant, of the same place, being duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs Walter Topping, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 10th day of February, 1923.

Rivière du Loup, 20th February, 1923.

CASGRAIN, LIZOTTE & MICHAUD,  
1070—10-5 Attorneys for plaintiff.

Cour supérieure, district de Beauce, No 6979. Dame Adéla Cloutier, épouse commune en biens de Ernest Labrecque, de Saint-Camille Station, comté de Bellechasse, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Ernest Labrecque, commerçant, défendeur.

Action en séparation de biens instituée ce jour.

Saint-Joseph-de-Beauce, ce vingt-deuxième jour de février, mil neuf cent vingt-trois.

Le procureur de la demanderesse,  
873—9-5 LOUIS MORIN.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, No 797, Cour supérieure.

Dame Sadie Washburn, épouse commune en biens de Edwin Davis, contracteur, de Rock Island, dûment autorisée aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit Edwin Davis, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 15 février, 1923, contre le défendeur.

Sherbrooke, 19 février 1923.

Les procureurs de la demanderesse,  
875—9-5 VERRET & DESILETS.

No 835, Cour supérieure, Saint-François. Dame Marie-Ange Noel, de Notre-Dame-des-Bois, comté de Frontenac, épouse commune en biens de Louis Proteau, du même lieu, dit district, dûment autorisée par un Juge de la Cour Supérieure, à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs Louis Proteau, de Notre-Dame-des-Bois, comté de Frontenac, district de Saint-François, défendeur;

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

Sherbrooke, 26 février 1923.

Le procureur de la demanderesse,  
871—9-5 EMILE RIOUX.

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 789. Dame Béatrice Frappier, dûment autorisée à ester en justice, aux fins des présentes, épouse commune en biens de René Bureau, cultivateur, de Stanstead, district de Saint-François, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le dit René Bureau.

Sherbrooke, 15 février 1923.

Le procureur de la demanderesse,  
751—8-5 LIONEL FOREST.

Province de Québec, district de Montréal, No. 1127, Cour Supérieure. Dame Maria Richard de la cité et du district de Montréal, épouse de J.-A. Baril, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Joseph-Arthur Baril, domicilié au numéro 201 rue Poupart, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 15ième jour de février 1923.

Les procureurs de la demanderesse,  
PLAMONDON & MARCHAND  
Montréal, le 15 février 1923. 753—8-5

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure No 20.

Dame Mary Layette, épouse commune en biens d'Alphonse Allaire, tailleur de pierre, de Terrebonne, dans le district de Terrebonne, demanderesse; vs ledit Alphonse Allaire, défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour instituée.

Sainte-Scholastique, le 7 février 1923.  
Le procureur de la demanderesse,  
653—7-2 EMILE-L. SASSEVILLE.

Superior Court, district of Beauce, No. 6979. Dame Adelia Cloutier, wife common as to property of Ernest Labrecque, of Saint-Camille Station, county of Bellechasse, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Ernest Labrecque, trader, defendant.

Action in separation as to property instituted this day.

Saint-Joseph-de-Beauce, this twenty-second day of February, one thousand nine hundred and twenty three.

LOUIS MORIN,  
Attorney for the plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Saint-François, Superior Court, No. 797.

Dame Sadie Washburn, wife common as to property of Edwin Davis, contractor, of Rock Island, duly authorized for the purposes hereof, plaintiff; vs the said Edwin Davis, defendant.

An action in separation as to property has been instituted the 15th of February, 1923, against defendant.

Sherbrooke, 19th of February, 1923.

VERRET & DESILETS,  
876—9-5 Attorneys for plaintiff.

No. 835, Superior Court, Saint-François. Dame Marie-Ange Noel, of Notre-Dame-des-Bois, county of Frontenac, wife common as to property of Louis Proteau, of the same place, said district duly authorized by a Judge of the Superior Court, to *ester en justice* aux fins des présentes, plaintiff; vs Louis Proteau, of Notre-Dame-des-Bois, county of Frontenac, district of Saint-François, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day.

Sherbrooke, 26th February, 1923.

EMILE RIOUX,  
872—9-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Saint-François, Superior Court, No. 789. Dame Béatrice Frappier, duly authorized to *ester en justice aux fins des présentes*, wife common as to property of René Bureau, farmer of Stanstead, said district, has this day instituted an action in separation as to property against the said René Bureau.

Sherbrooke, February, 15th 1923.

LIONEL FOREST,  
752—8-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1127. Dame Maria Richard, of the city and district of Montreal, wife of J. A. Baril, duly authorized to *ester en justice* plaintiff; vs Joseph Arthur Baril, domiciled at number 201 Poupart street, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the 15th of February, 1923

PANNETON & MARCHAND,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, February, 15th 1923. 754—8-5

Canada, province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 20.

Mrs Mary Layette, wife common as to property with Alphonse Allaire, stone cutter, of the town of Terrebonne, in the district of Terrebonne, plaintiff; vs the said Alphonse Allaire, defendant.

An action as to property has been instituted this day.

Sainte-Scholastique, the 7th of February, 1923.  
EMILE L. SASSEVILLE,  
654—7-2 Advocate for the plaintiff.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 2968. Dame da Finkelstein, épouse commune en biens de Samuel Bloomberg, marchand de la cité de Verdun, district de Montréal, demanderesse, vs Samuel Bloomberg, marchand du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-neuvième jour de février 1923.

Le procureur de la demanderesse,  
NATHAN GORDON.

Montréal, 20 février 1923.  
759—8—5

Province de Québec, district de Richelieu, dans la Cour supérieure, No 7148.

Dame Olympe Chapdelaine, de la ville de Saint Ours, district de Richelieu, épouse de Ambroise Larivière, traversier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Ambroise Larivière, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 15 février 1923.

Sorel, 19 février 1923.

Le procureur de la demanderesse,  
J.-B. BROUSSEAU, C.R.

795—8—5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4176.

Dame Eva Mathieu, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Arthur Archambault, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit Arthur Archambault, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 26 décembre 1922.

Montréal, 20 février 1923.

Le procureur de la demanderesse,  
GUSTAVE ADAM.

797—8—5

Cour supérieure—Beauce, No 6912.

Dame Ernestine Brochu, épouse commune en biens de Joseph-David Hormidas Fortin, marchand, de Saint-Georges, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-David Hormidas Fortin, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Saint-Joseph, 13 février 1923.

Les procureurs de la demanderesse,  
FARIBAUT & BOLDUC.

659—7—5

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 6965.

Dame Marie Fugère, de la ville de Beauceville, épouse commune en biens de Alexandre Bélanger, plombier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Alexandre Bélanger, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour instituée contre le défendeur.

Saint-Joseph Beauce, 13 février 1923.

Les avocats de la demanderesse,  
FARIBAUT & BOLDUC.

661—7—2

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 6949. Dame Maria Délia Vachon, de Saint-Joseph-de-Beauce, épouse commune en biens de Napoléon Vachon, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Napoléon Vachon, défendeur.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 2968. Dame Ida Finkelstein, wife common as to property of Samuel Bloomberg, merchant of the city of Verdun, district of Montreal, plaintiff; vs Samuel Bloomberg, merchant of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the nineteenth day of February, 1923.

NATHAN GORDON,  
Attorney for plaintiff.

Montreal 20th February, 1923.

760—8—5

Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court, No. 7148.

Dame Olympe Chapdelaine, of the town of Saint-Ours, district of Richelieu, wife of Ambroise Larivière, ferryman, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Ambroise Larivière, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the 15th of February instant.

Sorel, February 19th, 1923.

J. B. BROUSSEAU, K. C.,  
Attorney for plaintiff.

796—8—5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4176.

Dame Eva Mathieu, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Arthur Archambault, of the same place, duly authorized to *ester en justice* for the purposes hereof, plaintiff; vs the said Arthur Archambault, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the 26th of December, 1922.

Montreal, February 20th, 1923.

GUSTAVE ADAM,  
Attorney for plaintiff.

798—8—5

Superior Court—Beauce, No. 6912.

Ernestine Brochu, wife common as to property of Joseph David Hormidas Fortin, merchant, of Saint Georges, duly authorised to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph David Hormidas Fortin, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case.

Saint-Joseph, Beauce, February 13th, 1923.

FARIBAUT & BOLDUC,  
Attorneys for plaintiff.

660—7—5

Canada, province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 6965.

Dame Marie Fugère, of the town of Beauceville, wife common as to property of Alexandre Bélanger, of the same place, plumber, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Alexandre Bélanger, of Beauceville, defendant.

An action for separation as to property has this day been instituted against defendant.

Saint Joseph, Beauce, February 13th, 1923.

FARIBAUT & BOLDUC,  
Attorneys for plaintiff.

662—7—2

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 6949. Dame Marie Délia Vachon, of Saint-Joseph-de-Beauce, wife common as to property of Napoléon Vachon, of the same place, trader, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Napoléon Vachon, defendant.

Une action en séparation de biens a été ce jour  
institué contre le défendeur en cette cause.  
Saint-Joseph, Beauce, 13 février 1923.  
Les avocats de la demanderesse,  
663-7-2 FARIBAULT & BOLDUC.

An action for separation as to property has  
this day been instituted against defendant.  
Saint-Joseph, Beauce, 13th February, 1923.  
FARIBAULT & BOLDUC,  
664-7-2 Attorney for plaintiff.

### Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Montreal,  
No 4778, Cour supérieure, Dame Delima Dugas,  
de Pointe-Claire, district de Montréal, épouse  
commune en biens de Stéphanus Brisebois, con-  
tracteur, du même lieu, demanderesse; vs Ste-  
phanus Brisebois, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens  
a été instituée en cette cause, le 20ième jour de  
février 1923.

Montréal, le 21ième jour de février 1923.  
Les procureurs de la demanderesse,  
PERRON, TASCHEREAU,  
VALLEE & GENEST.  
937-9-5

### Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Montreal, No.  
4778, Superior Court. Dame Delima Dugas,  
of Pointe-Claire, district of Montreal, wife com-  
mon as to property of Stephanus Brisebois, con-  
tractor, of the same place, plaintiff; vs Stephanus  
Brisebois, of the same place, defendant.

An action in separation as to bed and board  
and as to property, has been taken in this case,  
on the 20th day of February 1923.

Montreal, the 21st February, 1923.  
PERRON, TASCHEREAU,  
VALLEE & GENEST,  
Attorneys for plaintiff.  
938-9-5

### Avis divers

ZENDA REALTIES, LIMITED.

*Règlement augmentant le nombre des directeurs.*

Que l'article 3 des règlements de "Zenda Real-  
ties, Limited" soit amendé comme suit:

Les affaires de la compagnie seront adminis-  
trées par un bureau de quatre directeurs, chacun  
desquels lors de son élection pendant tout son  
terme d'office devra être actionnaire de la com-  
pagnie et détenteur d'au moins une action et ne  
devra pas être en retard dans le paiement des ap-  
pels faits sur telle action. Trois directeurs forme-  
ront quorum pour l'expédition des affaires.

Je, Hiram Levy, de Montréal, président de  
"Zenda Relaties, Limited", certifie que ce qui pré-  
cède est une copie conforme au règlement de  
"Zenda Realities, Limited" augmentant le nom-  
bre de ses directeurs, et que ce règlement fut ap-  
prouvé le 27 décembre 1922, par le vote d'au  
moins les deux tiers en valeur du capital repré-  
senté par les actionnaires présents à l'assemblée  
générale spéciale dûment convoquée pour pren-  
dre ledit règlement en considération.

Donné à Montréal, ce 27ième jour de décembre  
1922.

Le président de "Zenda Realities, Limited".  
H. LEVY.  
(Seau). 1181

Avis est donné que "The T. Eaton Company,  
Limited", autorisée à faire des affaires dans cette  
province, a nommé par nouvelle procuration M.  
Arthur Reeve, de la cité de Montréal, son agent  
principal, avec son bureau chef d'affaires dans  
cette cité, en remplacement de M. Fred James  
Allward.

Daté du bureau du secrétaire de la province,  
ce treizième jour de mars 1923.

Le sous-secrétaire de la province,  
1199 C.-J. SIMARD.

### Miscellaneous Notices

ZENDA REALTIES, LIMITED.

*By-Law to increase the number of directors.*

That article 3 of the by-laws of "Zenda Realities  
Limited" be amended to read as follows:

"The affairs of the company shall be managed  
by a Board of four Directors, each of whom at the  
time of his election and throughout the term of  
his office shall be a shareholder of the company to  
the amount of at least one share and not in ar-  
rears in respect of any call thereon. Three di-  
rectors shall form a quorum for the transaction  
of business".

I, Hiram Levy, of Montreal, president of  
"Zenda Realities, Limited", do certify the fore-  
going to be a true and correct copy of a by-law  
of "Zenda Realities, Limited" to increase the  
number of directors, and that this by-law was  
approved on the 27th day of December 1922, by a  
vote of at least two-thirds in value of the stock  
represented by the shareholders present at a spe-  
cial general meeting duly called for considering  
the same.

Dated at Montreal, this 27th day of December,  
1922.

H. LEVY,  
President of "Zenda Realities, Limited".  
(Seal) 1182

Notice is hereby given that "The T. Eaton  
Company, Limited", authorized to carry on busi-  
ness in this Province, has appointed by a new  
power of attorney Mr. Arthur Reeve, of the city  
of Montreal, its principal agent, with its chief  
place of business in the said city, in the place and  
stead of Mr. Fred James Allward.

Dated at the office of the Provincial Secretary,  
this thirteenth day of March, 1923.

C. J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.  
1200

*Avis public donné par "St. Maurice Power Company Limited" tel que requis par l'article 7295a des Statuts refondus de Québec.*

Avis est donné au public conformément à l'article 7295a des Statuts refondus (1909) que la compagnie dite "St. Maurice Power Company Limited", corps légalement constitué ayant son bureau-chef dans la cité de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, se propose de demander l'autorisation de faire construire une écluse, une usine génératrice d'énergie et autres travaux connexes sur le cours d'eau qui borne le lot No 78 des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Etienne des Grès, dans le comté de Saint-Maurice et le lot de subdivision No 10 du lot No 129 des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans le comté de Champlain.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée d'un plan et des devis des travaux indiquant l'emplacement choisi pour la construction de tels travaux, et les terrains qui seront affectés pour le refoulement des eaux a été transmise au Ministre des Terres et Forêts et qu'un double dudit plan et devis a été déposé au bureau du Régistrateur des divisions d'enregistrement des Trois-Rivières et du comté de Champlain.

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

777-8-5

*Public notice given by Saint Maurice Power Company Limited as required by article 7295a Revised Statutes Quebec.*

Public notice is hereby given in accordance with article 7295a of the Revised Statutes (1909) that Saint Maurice Power Company, Limited, a body politic having its head office in the city of Montreal, in the county of Hochelaga, intends to apply for authorization to have constructed a dam, power house and other works incidental thereto on the watercourse which borders upon lot No. 78 on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint-Etienne des Grès, in the county of Saint Maurice, and subdivision lot No. 10 of lot No. 129 on the official plan and in the book of reference of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, in the county of Champlain.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that duplicates of such plan and specifications have been deposited at the registry offices for the registration divisions of Three Rivers and of the county of Champlain.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*. 778-8-5

## Bureaux-chef

LAURIN, LEITCH &amp; COMPANY, LIMITED.

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Laurin, Leitch & Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes, érites par le lieutenant-gouverneur le 19 février 1923, et ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, a établi son bureau au No 590, Avenue Union, en la cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Donné à Montréal, ce 9ième jour de mars 1923.

1179 Le président,  
JAMES LAURIN.

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Macklaires Limited", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 19 février 1923, a établi son bureau chef au No. 211, rue Saint-Jacques, dans les cité et district de Montréal.

A compter de la date du présent avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 12 mars 1923.

1197 Le secrétaire,  
J. CHILLINGSWORTH.

## Chief Offices

LAURIN, LEITCH &amp; COMPANY, LIMITED.

Notice is hereby given that "Laurin, Leitch & Company, Limited", incorporated by letters patent, granted by the Lieutenant-Governor on the 19th day of February, 1923, and having its principal place of business in the city and district of Montreal, has established its office at No. 590 Union Avenue, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of this company.

Dated at Montreal, this 9th day of March, 1923.

1180 JAMES LAURIN,  
President.

Notice is hereby given that "Macklaires Limited", incorporated by letters patent of the Province of Quebec under date of the 19th day of February, 1923, has its head office at number 211, Saint James street, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this twelfth day of March, 1923.

1198 J. CHILLINGSWORTH,  
Secretary.

Province de Québec, district de Montréal.  
Patent Button Company, Limited, constituée en corporation par lettres patentes du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 9 mars 1922, a son bureau-chef au No 500, rue Parthenais, en la cité de Montréal.  
Montréal, 5 mars 1923.

1223 Le secrétaire,  
N.-R. MILETTE.

Province de Québec, district de Montréal.  
Economic Products, Limited, constituée en corporation par lettres patentes du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 12 janvier 1921, a son bureau-chef au No 1040, rue Durocher, Montréal.  
Montréal, 5 mars 1923.

1225 Le Président,  
JAS. W. DOMVILLE.  
Le secrétaire,  
E. DOMVILLE.

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Voorhees Rubber Mfg Co. of Canada Limited, constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 19 février 1923, a établi son bureau chef au No 10, rue Victoria, dans les cité et district de Montréal.

A compter de la date du présent avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 14 mars 1923.

1233 Le secrétaire,  
E.-R. FENWICK.

Province of Quebec, district of Montreal.  
Patent Button Company, Limited, incorporated by letters patent of the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 9th March, 1922, has its head office at No. 500 Parthenais street, in the city of Montreal.  
Montreal, 5th March, 1923.

1224 N. R. MILETTE,  
Secretary.

Province of Quebec, district of Montreal.  
Economic Products, Limited, incorporated by letters patent of the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 12th January, 1921, has its head office at No. 1040 Durocher street, Montreal.  
Montreal, 5th March, 1923.

1226 JAS. W. DOMVILLE,  
President.  
E. DOMVILLE,  
Secretary.

Notice is hereby given that "Voorhees Rubber Mfg Co. of Canada, Limited", incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec under date of the nineteenth day of February, 1923, has its head office at number 10 Victoria street, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this fourteenth day of March, 1923.

1234 E.-R. FENWICK,  
Secretary.

### ELECTION : Etat des dépenses

DEPENSES D'ELECTION DE M. J.-P.-C. LEMIEUX

Candidat dans Wolfe.

Impression des listes électorales.....	\$250.00
Annonces dans les journaux.....	24.80
Téléphones et papeteries.....	23.75
Loyer de salles, pension et voitures.....	158.00
	<u>\$456.55</u>

Weedon, P. Q., 27 février 1923.

L'agent,  
F.-M. BOURGET.

L'officier-rapporteur,  
O. LAMOUREUX. 1163

### ELECTION : Statement of costs

ELECTION EXPENSES OF MR. J. P. C. LEMIEUX

Candidate in Wolfe.

Printing of voters' lists.....	\$250.00
Advertisements in newspapers.....	24.80
Telephones and stationeries.....	23.75
Rent of halls, board and cartage.....	158.00
	<u>\$456.55</u>

Weedon, P. Q., 27th February, 1923.

F. M. BOURGET,  
Agent.

O. LAMOUREUX,  
Returning officer. 1164

### Ordres de Cour

Canada, province de Québec, Cour de circuit du district de Montréal.

Le douzième jour de mars 1923.

Présent: l'honorable juge LeBeuf.  
No 15097.

O. Granger, demandeur; vs Bernard Beaudin, défendeur; et E.-S. Patenaude *et al*, tiers-saisis; et Dame Exérine Charland, de la cité de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Robert Desormiers, manufacturier, du même lieu et de ce dernier dûment autorisée aux présentes, et le dit Robert Desormiers pour autoriser

### Rules of Court

Canada, Province of Québec, Circuit Court for the district of Montreal.

The twelfth day of March, 1923.

Present: the Honourable Justice LeBeuf.  
No. 15097.

O. Granger, plaintiff; vs Bernard Beaudin, defendant; and E. S. Patenaude *et al*, tiers-saisis; and Dame Exérine Charland, of the city of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Robert Desormiers, manufacturer, of the same place, duly authorized by her said husband, and the said Robert Desormiers, to

son épouse aux présentes, requérante; et L. Laperrière, de Montréal, créancier.

La Cour ordonne que, par un avis dans les langues française et anglaise, à être publié deux fois dans la *Gazette officielle de Québec*, les créanciers dudit Bernard Beaudin, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du greffier de cette Cour, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion de tel avis dans ladite gazette, accompagnées d'un état ou compte assermenté en conformité aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

(Par ordre)

Le député-greffier, C. C.,  
1209—11-2 J. CARTIER.

Canada,  
Province de Québec,  
District de Kamouraska.  
Cour supérieure.  
No 8169.

Le vingt-deux février mil neuf cent vingt-trois.

Présent: (En chambre) L'honorable juge Blaise Letellier.

Alfred Parent, marchand, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de l'Isle-Verte, demandeur,

vs

J.-Léo Malenfant, de la cité de Rivière-du-Loup, Défendeur.

Sur motion du demandeur et vu l'allégation de déconfiture du défendeur en la présente cause:

Il est ordonné par le juge soussigné, chargé de l'administration de la justice dans le district de Kamouraska, aux créanciers du dit défendeur, de produire leurs réclamations dans les quinze jours de la première insertion, dans la *Gazette officielle de Québec*, de la présente ordonnance qui sera publiée deux fois dans les langues française et anglaise dans la dite *Gazette officielle de Québec*, avec dépens contre le défendeur.

BLAISE LETELLIER, J. C. S.

Vraie copie,

Rivière-du-Loup, 26 février 1923.

V.-G. PELLETIER,  
1015—10-2 P. C. S.

Province de Québec, District de Montmagny.  
Cour supérieure. No 1139.

Joseph Fortin, cultivateur, de la paroisse de Saint-Cyrille, demandeur, vs Joseph Mercier, cultivateur, du même lieu, défendeur, et Charles Fortin, cultivateur, de la dite paroisse de Saint-Cyrille, tiers-saisi.

Il est ordonné aux créanciers du défendeur de produire leur réclamation au greffe de la Cour supérieure, à Montmagny, dans les quinze jours de la date de la première insertion,

Le Protonotaire,

1067—10-2 A. BERNATCHEZ.

authorize his said wife hereof, petitioner; and L. Laperrière, of Montreal, creditor.

The Court doth order that, by a notice in the French and English languages to be inserted twice in the *Quebec Official Gazette*, the creditors of the said Bernard Beaudin, the defendant in this cause, who have not already filed their claims, be now called upon to file them in this cause in the office of the clerk in this court, at Montreal, within fifteen days of the first insertion of such notice in the said *Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with the 673rd and 674th articles of the Code of Civil Procedure.

(By Order),

J. CARTIER,  
1210—11-2 Deputy clerk, C. C.

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Kamouraska.  
Superior Court.  
No. 8169.

The twenty-second day of February, one thousand nine hundred and twenty-three.

Present (In Chamber):—Honourable Judge Blaise Letellier.

Alfred Parent, merchant, of the parish of Saint-Jean-Baptiste de l'Isle Verte, Plaintiff;

vs

J. Léo Malenfant, of the city of Rivière du Loup, Defendant.

Upon motion of the plaintiff and seeing the allegation of the insolvency of the defendant in the present cause:

It is ordered by the undersigned Judge, charged with the administration of justice in the district of Kamouraska, to the creditors of the said defendants, to file their claims within fifteen days from the first insertion in the *Quebec Official Gazette*, of the present order to be published twice in the French and English languages in the said *Quebec Official Gazette*, with costs against the defendant.

BLAISE LETELLIER, J.S.C.

A true copy,

Rivière du Loup, 26th February, 1923.

1016—10-2 V.-G. PELLETIER, P. S. C.

Province of Quebec, District of Montmagny.  
Superior Court. No. 1139.

Joseph Fortin, farmer, of the parish of Saint-Cyrille, plaintiff, vs Joseph Mercier, farmer, of the same place, defendant, and Charles Fortin, farmer, of the said parish of Saint-Cyrille, garnishee.

It is ordered to the creditors of the defendant to file their claims with the clerk of the Superior Court, at Montmagny, within fifteen days from the date of the first insertion.

A. BERNATCHEZ,

1068—10-2 Prothonotary S. C.

### Ratification de titre

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure, No. 2250.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au Greffe du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Terrebonne, un acte passé devant Victor Morin, notaire, le vingt-troisième jour de janvier, mil neuf cent vingt-trois entre Louis

### Confirmation of title

Canada, province of Quebec, District of Terrebonne, Superior Court, No. 2250.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the Superior Court, in the district of Terrebonne, a deed executed before Victor Morin, notary, on the twenty-third day of January, one thousand nine

Joseph Fauteux, de Saint-Benoit, district de Terrebonne et Jean Fauteux, de la cité et du district de Montréal, étant une vente par ledit Louis Joseph Fauteux, au dit Jean Fauteux, de ur. immeuble situé sur la rue Sainte-Angèle, dans le village de Saint-Benoit, comté de Deux-Montagnes, faisant partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-deux, (No. 282) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Benoit susdite, mesurant deux cent quatorze pieds de front sur la dite rue Sainte-Angèle, par cent cinquante-six pieds de profondeur et de là ayant une largeur de cinq cent quarante-deux pieds sur une nouvelle profondeur de deux cent cinquante trois pieds, auquel endroit il joint le numéro deux cent soixante-seize (No 276) des dits plan et livre de renvoi officiels de la borne vers le nord-est, le dit emplacement étant borné à un bout par partie du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (No 282), vendu à Samuel Fauteux, et à l'est, partie par le terrain vendu au dit Samuel Fauteux, et partie par un autre terrain appartenant au dit vendeur: le tout avec une maison, boutique et autres dépendances dessus construites, ainsi que les machineries, bouilloires et autres objets faisant partie de la manufacture érigée sur ledit immeuble, et en la possession de Louis Joseph Fauteux comme propriétaire, pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte, par lequel le dit immeuble a été acquis par le dit Louis Joseph Fauteux, sont averties qu'il sera présenté à la dite Cour du district de Terrebonne, à Sainte-Scholastique, le sixième jour d'avril, mil neuf cent vingt-trois, à dix heures du matin, une demande en ratification de titre: et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours, après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forecloses du droit de le faire.

Sainte-Scholastique, le 17 février 1923.

Le protonotaire, C. S.

(Signé) GRIGNON & FORTIER.

Vraie copie,

GRIGNON & FORTIER,

Protonotaire, C. S.

755-8-2

hundred and twenty-three, between Louis Joseph Fauteux, of Saint-Benoit, district of Terrebonne, and Jean Fauteux, of the city and district of Montreal, being a sale by the said Louis Joseph Fauteux, to the said Jean Fauteux, of an immoveable property, on Sainte-Angèle street, in the village of Saint-Benoit, Two-Mountains County, being part of lot number two hundred and eighty-two (No. 282) of the official plan and book, for the parish of Saint-Benoit, measuring two hundred and fourteen feet in front, on Sainte-Angèle street, by one hundred and fifty-six feet deep, and from there, being five hundred and forty-two feet on a new dept of two hundred and fifty-three feet, at which point it joints number two hundred and seventy-six (No. 276) of said official plan and books, bounded on the north-east; the said lot being bounded at one end by part of lot number two hundred and eighty two (No. 282) sold to Samuel Fauteux, and at the east side, partly by the lot sold to said Samuel Fauteux, and partly by an other lot belonging to said vendor, the whole with house, shop and other dwellings hereon also and machineries, boilers and other articles belonging to the said manufacturing plant erected on said immoveable property and possessed by Louis Joseph Fauteux, as proprietor, for the three years now last past: and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately before the registration of the said deed by which the said lot was acquires by the said Louis Joseph Fauteux, are hereby notified that application will be made to the said Court of the district of Terrebonne, at Sainte-Scholastique, the sixth day of April, one thousand nine hundred and twenty-three, at ten o'clock in the forenoon, for the judgment of confirmation of title: and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificates to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said prothonotary, within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Sainte-Scholastique, 17th February, 1923.

(Signed) GRIGNON & FORTIER

Prothonotary, S. C.

True copy,

GRIGNON & FORTIER,

Prothonotary, S. C.

756-8-2

## Soumissions

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées seront reçues au bureau de Horace Gohier, secrétaire-trésorier, en la cité de Montréal, d'ici au 11 avril 1923, pour l'achat de \$20,000 de débentures de la ville de Laval-sur-le-Lac.

Toute information relative à cet emprunt pourra être obtenue du soussigné.

Le dit emprunt a reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le 2 mars 1923.

Le secrétaire-trésorier,

HORACE GOHIER.

30, rue Saint-Jacques, Montréal.

1221

## Tenders

Public notice is hereby given that sealed tenders will be received at the office of Horace Gohier, secretary-treasurer, in the city of Montreal, up to the 11th of April, 1923, for the purchase of \$20,000 of debentures of the town of Laval-sur-le-Lac.

Full particulars respecting such issue may be obtained from the undersigned.

The said loan has been approved by the Lieutenant-Governor in Council, the 2nd of March, 1923.

HORACE GOHIER,

Secretary-treasurer.

30 Saint James street, Montreal.

1222

## Ventes—Loi de faillite

## Sales, Bankruptcy Act

No 203.

Dans l'affaire de Alfred Brunelle, cultivateur, Saint-Rémi-de-Tingwick, et Hortense Brunelle, Arthabaska, cédants autorisés.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le DIX-HUITIÈME jour d'AVRIL 1923, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale d'Arthabaskaville, l'immeuble suivant:

Un terrain ou emplacement faisant partie du lot numéro quatre du troisième rang du canton d'Arthabaska, dans la ville d'Arthabaskaville, sur le côté nord-ouest de la rue de l'Église, contenant quarante-sept pieds de front, plus ou moins, sur un arpent de profondeur ou plus, connu et désigné au cadastre officiel du village d'Arthabaskaville, sous les numéros cent douze (112) et cent treize (113)—avec bâtisses dessus construites; sous réserve des droits d'usufruit de sieur Rozenne Brunelle, suivant contrat passé le 10 janvier 1921, devant Mre C.-R. Garneau.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi des faillites 9-10 Georges V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

L'annonce de vente précédente pour le même emplacement a été faite par erreur.

Le syndic autorisé,  
AUGUSTE BOURBEAU.

Auguste Bourbeau,  
Bureau: 82, rue Notre-Dame,  
Victoriaville. 1165—11-2

No. 203.

In the matter of Alfred Brunelle, farmer, Saint Rémi de Tingwick, and Hortense Brunelle, Arthabaska, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of APRIL, 1923, at TEN o'clock, A.M., there will be sold by public auction, at the parochial church door of Arthabaskaville, the following immoveable property:

A lot of land or emplacement forming part of the lot number four of the third range of the township of Arthabaska, in the town of Arthabaskaville, on the northwest side of the church street, containing forty-seven feet in front, more or less, on one arpent of depth or more, known and designated on the official cadastre of the township of Arthabaskaville, under the numbers one hundred twelve (112), one hundred thirteen (113)—with buildings thereon erected; under reserve of all rights of usufruct in favour of Rozenne Brunelle, in virtue of an act passed the 10th day of January, 1921, before C. R. Garneau, N.P.

The sale to be made to the highest bidder.

The titles of the properties and the certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3, of the Bankruptcy Act, and has the same effects as the sheriff's sale.

Condition of sale: Cash.

The former advertisement for the sale of above property was made by error.

AUGUSTE BOURBEAU,  
Authorized trustee.

Auguste Bourbeau,  
Office: 82 Notre Dame street,  
Victoriaville. 1166—11-2

Dans l'affaire de la cession autorisée de Henri Dubreuil, marchand de merceries, 229 Bernard Ouest.

Avis est par les présentes donné que le JEUDI, le DIX NEUVIÈME jour D'AVRIL 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à mon bureau, à Montréal, 30 St-Jacques, chambre 11, dans la cité de Montréal, l'immeuble suivant, savoir:

Un immeuble situé sur le côté sud-ouest de la rue Durocher, en la ville d'Outremont, étant la moitié sud-ouest du lot de terre portant le numéro cinquante-huit (½ S. E. du No. 58) de la resubdivision du lot No. deux (2) de la subdivision du lot No trente-deux (32) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds (25) de largeur par cent trois pieds (103) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; bornée en front, au nord-est par la dite rue Durocher, en arrière, par les subdivisions du lot No trente-trois (33) des dits plan et livre de renvoi officiels, du côté nord-ouest, par le résidu du dit lot numéro cinquante-huit et du côté sud-est par le lot numéro cinquante-sept (57) de la dite resubdivision—avec une maison en brique solide portant le No 402 de la dite rue Durocher, dont les murs latéraux sont mitoyens avec les propriétés voisines, et avec toutes circonstances et dépendances, servitudes actives et passives,

In the matter of the authorized assignment of Henri Dubreuil, haberdasher, 229 Bernard West.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the NINETEENTH day of APRIL 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be offered for sale by public auction, at my office, at Montreal, 30 St-James, Room 11, in the city of Montreal, the following immovable, namely:

That certain immoveable situate on the southwest side of Durocher street, in the city of Outremont, being the southwest half of the lot of land bearing the number fifty eight (S. E. ½ of No. 58) of the re-subdivision of the lot number two (2) of the subdivision of the lot number thirty two (32) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty five (25) feet in width by one hundred and three (103) feet in depth, English measurements and more or less; bounded in front, to the northeast, by the said Durocher street, in rear by the subdivisions of the lot number thirty three (33) of the said official plan and book of reference, on the northwest side by the residu of the said lot number fifty eight (58) and on the southeast side by the lot number fifty seven (57) of the said re-subdivision—with a solid brick house bearing the No. 402 of the said Durocher street, the side walls of which are party walls with the

apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Cette vente est faite en conformité avec l'article 20, paragraphe 3-B, loi des faillites et équivaut à une vente par le shérif.

Les conditions de paiement sont : Argent comptant.

Montréal, 12 mars, 1923.

Le syndic autorisé.

J.-H. BEAULIEU.

Bureau de Beaulieu & Roussin,

30 St-Jacques, Chambre 11, Main 7551.

Fraser Bros., Encanteurs. 1169—11-2

### Loi de Faillite

Province de Québec, district de Joliette, dans l'affaire de Arthur Guay, de St-Paul, comté de Joliette, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que le MARDI DIX-SEPTIEME jour du mois D'AVRIL 1923, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à l'ancien domicile du cédant autorisé situé sur la terre mentionnée ci-après, en la paroisse de St-Paul, l'immeuble suivant cédé par le failli en cette cause, savoir :

Une terre située en la paroisse de St-Paul étant et comprenant :

(a) Un lot de terre situé en la paroisse de St-Paul, connu et désigné sous le numéro quatre cent-quatre-vingt-deux (No. 482) du cadastre officiel de la paroisse de St-Paul, contenant deux arpents et un quart ( $2\frac{1}{4}$ ) de largeur, sur vingt-trois arpents (23) de profondeur, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites;

(b) Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro quatre-cent-quatre-vingt (No 480) du cadastre susmentionné, de figure irrégulière, contenant cinquante-huit arpents en superficie, plus ou moins;

A distraire de ce de nier lot de terre, à la profondeur d'icelui, un terrain d'un arpent et demi de largeur, sur deux arpents de profondeur, et borné à un bout au numéro trois cent-trente-cinq (335), à l'autre bout au surplus du dit lot numéro quatre cent-quatre-vingt (480), d'un côté au numéro quatre-cent-soixante-dix-neuf (479), et de l'autre côté, au numéro trois cent trente-quatre (334), lequel terrain distrait appartenant à François Rivest ou représentants, suivant acte de vente par Amédée Prud'homme, le 17 août 1879, devant B. Vézina, notaire, sans autre réserve par le vendeur que celle du droit résultant en faveur de François Rivest et ses successeurs, en vertu du contrat précité, de passer en toute saison de l'année, soit à pied, soit en voiture, sur la dite terre numéro quatre cent quatre-vingt ci-dessus désignée, pour communiquer du chemin public à sondit terrain faisant partie du dit lot numéro quatre cent-quatre-vingt (480), sans aucune gêne et sans causer aucun dommage;

Cette vente, faite d'après l'article 20, paragraphe 3-B de la loi de faillite, équivaut à vente par le shérif.

Conditions de paiement : Comptant.  
Joliette, le 9 mars 1923.

Le syndic autorisé,

1173—11-2

J.-CONRAD PERRAULT.

adjacent properties, and with all circumstances and dependencies, active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immoveable.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph 3-B of the Bankruptcy Act, and has the same effects as a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

Montreal, March 12th, 1923.

J.-H. BEAULIEU,

Authorized Trustee.

Office of Beaulieu & Roussin,

30 St James street, Room 11, Main 7551.

Fraser Bros., Auctioneer. 1670—11-2

### Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Joliette. In the matter of Arthur Guay, of St-Paul, county of Joliette, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of the month of APRIL, 1923, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the former domicile of the authorized assignor, situated on the farm hereunder described, in the parish of St-Paul, the following immoveable assigned by the bankrupt in this cause, to wit:

A farm situate in the parish of St-Paul, being and including :

(a) A lot of land situate in the parish of St-Paul, known and designated under the number four hundred and eighty two (482) of the official cadastre of the parish of St-Paul, containing two arpents and a quarter ( $2\frac{1}{4}$  in width by twenty three arpents (23) in depth, more or less—with the buildings thereon erected;

(b) Another lot of land situate at the same place, known and designated under the number four hundred and eight (N. 480) of the aforesaid cadastre, of irregular figure, containing about fifty eight arpents in superficies, more or less;

To be deducted from the last lot of land, at the depth thereof, a piece of land of one arpent and a half in width by two arpents in depth, and bounded at one end by the number three hundred and thirty five (335), at the other end by the residue of the said lot number four hundred and eighty (480), on one side by the number four hundred and seventy nine (479) and on the other side by the number three hundred and thirty four (334), the said piece of land belonging to François Rivest, or representatives, according to deed of sale from Amédée Prud'homme the 17th of August, 1879, before B. Vézina, notary, without other reserve by the vendor than that of the right resulting in favor of François Rivest, and his assigns, by virtue of the above contract, to pass in any season of the year, either on foot or with vehicles, on the said land number four hundred and eighty above described, to communicate from the public road to his said piece of land forming part of the said lot number four hundred and eighty (480), without obstructing the same and without causing any damage;

This sale is made in conformity with article 20, paragraph 3-B of the Bankruptcy Act, and has the same effects as a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.  
Joliette, March 9th, 1923.

J.-CONRAD PERRAULT,

Authorized Trustee.

1174—11-2

Dans l'affaire d'Adolphe Sauriol, 715 Berri, Montreal, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public à notre bureau, 30 Saint-Jacques, chambre 11, dans la cité de Montréal, les immeubles suivants:

Lot No 1.—Trois terrains connus et désignés sous les numéros onze cent quarante-quatre, onze cent quarante-cinq et onze cent quarante-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf cent quatre-vingt-seize (996-1144, 1145 et 1146) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, mesurant chacun vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-sept pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Lot No 2.—Un emplacement situé sur la rue Chopin, en la cité de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage dans la ruelle bornant le dit emplacement à sa profondeur; cet emplacement est connu et désigné sous le numéro cent-neuf de la subdivision officielle du lot primitif numéro cent soixante-dix-huit (178-109) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation.

Lot No 3.—Un terrain situé rue Bourbonnière, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent cinquante-neuf de la subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-trois (183-359) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-seize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Lot No 4.—Un terrain situé sur la rue Bourbonnière, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-trois (183-396) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Lot No 5.—Un terrain situé rue Casgrain, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent cinquante-huit de la subdivision officielle du lot numéro six cent quarante-trois (643-158) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec tous ceux y ayant droit.

Lot No 6.—Un terrain connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-quatre (84-97) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant trente-cinq pieds de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Lot No 7.—Un terrain situé sur la rue de Gaspé en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre cent quatre-vingt-dix de la subdivision officielle du lot numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-490) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage en commun

In the matter of Adolphe Sauriol, 715 Berri Montreal, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the NINETEENTH day of APRIL, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction at our office, 30 Saint James, room 11, in the city of Montreal, the following immovables:

Lot No. 1.—Three lots of land known and designated under the numbers eleven hundred and forty four, eleven hundred and forty five and eleven hundred and forty six of the official subdivision of the original lot number nine hundred and ninety six (996-1144, 1145 and 1146), on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, each lot measuring twenty five feet in width by eighty seven feet in depth, English measurements and more or less.

Lot No. 2.—An emplacement situate on Chopin street, in the city of Montreal, containing twenty five feet in width by ninety four feet in depth, English measurements and more or less, with a right of passage in the lane bordering the said emplacement at the depth thereof, the said emplacement being known and designated under the number one hundred and nine of the official subdivision of the original lot number one hundred and seventy eight (178-109), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation.

Lot No. 3.—A lot of land situate on Bourbonnière street, in the city of Montreal, known and designated under the number three hundred and fifty nine of the official subdivision of the lot number one hundred and eighty three (183-359), on the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation, measuring twenty five feet in width by seventy six feet in depth, English measurements and more or less.

Lot No. 4.—A lot of land situate on Bourbonnière street, in the city of Montreal, known and designated under the number three hundred and ninety six of the official subdivision of the lot number one hundred and eighty three (183-396), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation, measuring twenty five feet in width by seventy eight feet in depth, English measurements and more or less.

Lot No. 5.—A lot of land situate on Casgrain street, in the city of Montreal, known and designated under the number one hundred and fifty eight of the official subdivision of the lot number six hundred and forty three (643-158), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, measuring twenty five feet in width by seventy feet in depth, English measurements and more or less, with a right of passage in the lane at the rear in common with all others having rights thereto.

Lot No. 6.—A lot of land known and designated under the number ninety seven of the official subdivision of the lot number eighty four (84-97), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring thirty five feet in width by seventy feet in depth, English measurements and more or less.

Lot No. 7.—A lot of land situate on de Gaspé street, in the city of Montreal, known and designated under the number four hundred and ninety of the official subdivision of the lot number two thousand six hundred and forty three (2643-490), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, measuring twenty five feet in width by eighty feet in depth, English measurements and more or less, with a right of

avec tous autres y ayant droit dans la ruelle qui conduit aux dits lots, aux charges ordinaires d'entretien.

Lot No 8.—Un terrain situé sur le Boulevard Saint-Laurent, connu et désigné sous le numéro vingt-trois de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quarante et un (341-23) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent quarante-six pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Lot No 9.—Un terrain situé sur le Boulevard Saint-Laurent, connu et désigné sous le numéro trois cent trente-huit de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quarante-deux (342-338) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent quarante-six pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Cette vente est faite en conformité avec l'article 20, paragraphe 3-B de la Loi des faillites et équivaut à une vente par shérif.

Les conditions de vente sont: Argent comptant.

Pour plus amples informations s'adresser au bureau des soussignés.

Les syndics autorisés,  
BEAULIEU & ROUSSIN.

Bureau de Beaulieu & Roussin,  
30 Saint-Jacques, Chambre 11,  
Montréal, Main 7551.

Fraser Bros., encanteurs.

Montréal, 12 mars 1923.

1171—11-2

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 8520.

Dans l'affaire de Julien Saint-Laurent, marchand général, Saint-Donat, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL 1923, à UNE heure de l'après-midi, seront vendus par encan public, à mon bureau, à Rimouski, les immeubles suivants, savoir:

1. Un terrain situé dans la paroisse de Saint-Donat, dans le rang de l'église, contenant soixante-neuf pieds de front à la route sur soixante-douze pieds de profondeur, est à ouest, mesure anglaise; borné au nord et à l'ouest à Louis Pelletier, à l'est à la route et au sud au terrain ci-après désigné—avec le magasin dessus construit;

2. Un terrain contigu et adjoignant au précédent, situé dans le dit rang de l'église, contenant soixante pieds de front à la route sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise; borné au nord à Louis Pelletier et au terrain précédemment décrit, à l'est à la route, au sud et à l'ouest à Louis Pelletier.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau, en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3, de la Loi des faillites 9-10 Georges V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Ces propriétés peuvent être visitées en tout temps, en s'adressant au soussigné.

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements, s'adresser à

Le syndie autorisé,  
R.-O. GILBERT.

Rimouski, 14 mars 1923

1237—11-2

passage in common with all others having rights in the lane giving access to the said lots, upon the customary charges of maintenance.

Lot No. 8.—A lot of land situate on Saint Lawrence Boulevard, known and designated under the number twenty three of the official subdivision of the lot number three hundred and forty one (341-23), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, measuring twenty five feet in width by one hundred and forty six in depth, English measurements and more or less.

Lot No. 9.—A lot of land situate on Saint Lawrence Boulevard, known and designated under the number three hundred and thirty eight of the official subdivision of the lot number three hundred and forty two (342-338), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, measuring twenty five feet in width by one hundred and forty six feet in depth, English measurements and more or less.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3-B of the Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

For further particulars apply to the office of the undersigned.

BEAULIEU & ROUSSIN,  
Authorized trustees.

Office of Beaulieu & Roussin,  
30 Saint-James, Room 11,  
Montreal, Main 7551.

Fraser Bros., auctioneers.

Montreal, March 12th, 1923.

1172—11-2

Canada, province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 8520.

In the matter of Julien Saint Laurent, general merchant, Saint Donat, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of APRIL, 1923, at ONE o'clock in the afternoon, there will be sold by public auction at my office, at Rimouski, the following immoveables, to wit:

1. A piece of land situated in the parish of Saint Donat, in the church range, containing sixty-nine feet in front at the road, by seventy-two feet in depth, east to west, English measurements; bounded to the north and west by Louis Pelletier, to the east by the road and to the south by the land hereinafter described—with the store thereon erected.

2. Another piece of land contiguous and adjacent to the one above described, situated in the church range, containing sixty feet in front on the road by one hundred feet in depth, English measurements; bounded to the north by Louis Pelletier, and by the land above described, to the east by the road, to the south and west by Louis Pelletier.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

These properties may be seen at any time on applying to the undersigned.

Terms of sale: Cash.

For further particulars, apply to the undersigned.

R. O. GILBERT,  
Authorized trustee.

Rimouski, 14th March, 1923.

1238—11-2

Dans l'affaire de: J.-C. Morency, Saint-Prime, Lac Saint-Jean, Québec, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que LUNDI, le 26 MARS 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, à nos bureaux, No 126, rue Saint-Pierre, Québec, les immeubles suivants, savoir:

1. Un lot ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Prime, mesurant cent pieds de front sur cent cinquante-quatre pieds, plus ou moins, de profondeur, faisant partie du lot de terre numéro douze-A (ptie 12a) du premier rang, dudit canton Ashuapmouchouan, borné en front au nord-ouest à la route de la station, en profondeur au sud-est, à Joseph Villeneuve, tenant au nord-est à Sieur Georges Laberge, et au sud-ouest aux terrains possédés par Sieurs F.-X. Fradet, Arthur Lamontagne et Cyrille Morency—sans bâtisses, mais avec appartenances et dépendances, la ligne sud-est de cet emplacement étant la continuation, en ligne droite, de la ligne de séparation entre les propriétés respectives actuelles desdits Joseph Villeneuve et Cyrille Morency.

2. Un terrain faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro douze F (Ptie 12F) du premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre dudit canton Ashuapmouchouan, mesurant quarante-trois pieds et demi de front, sur un arpent de profondeur, borné en front au sud-est au chemin de front dudit rang, en profondeur au nord-est tenant au nord-ouest à Alfred Vézina représentant Euchariste Auclair, et tenant au sud-est à Joseph Villeneuve représentant Rémi Fortin—avec bâtisses dessus construites appartenances et dépendances.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, section 3, sous-section B, de la Loi de faillite, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Les syndics autorisés,

LARUE, TRUDEL & PICHER.

Québec, le 21 février 1923.

Bureaux: 126 rue Saint-Pierre,

Edifice Dominion, Québec. 825—8—2

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure en matière de faillite. No 172.

Dans l'affaire de Pierre Plante, de la cité de Shawinigan Falls, comté de Saint-Maurice, district de Trois-Rivières, Qué., cédant autorisé, et Paquet & Bonnier, de la cité de Montréal, province de Québec, syndics autorisés.

Avis public est par le présent donné que le terrain et les bâtisses dessus érigées sous-mentionnés seront vendus sur les lieux, à Shawinigan Falls, Qué., SAMEDI, le QUATORZIEME jour d'AVRIL 1923, à ONZE heures de l'avant-midi.

La juste moitié est du lot de terre situé à Shawinigan Falls, portant le numéro trente-deux de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-huit (628-32), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, borné en front par la Quatrième rue, en arrière par une ruelle, du côté est par le No 628-31, et du côté ouest par le No 628-33—avec la maison et autres bâtisses érigées sur ladite moitié est.

Cette vente est faite en vertu de l'article 20, sous-section 3-b de la Loi de faillite 1920, donnant à la vente l'effet d'une vente par shérif.

Pour plus amples informations, s'adresser aux soussignés.

Les syndics autorisés,

PAQUET & BONNIER.

Bureaux: 120, rue Saint-Jacques.

Montréal, 6 mars 1923. 1065—10—2

In the matter of: J.-C. Morency, Saint-Prime, Lake Saint-John, Que., authorised assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the TWENTY SIXTH day of MARCH, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be offered for sale at auction at our offices, No. 126, Saint Peter street, Quebec, the following immovables, namely:

1. A lot of land or emplacement situate in the parish of Saint-Prime, measuring one hundred feet in front by one hundred and fifty four feet in depth, more or less, forming part of the lot of land number twelve-A (Pt. 12a) of the first range of the said township of Ashuapmouchouan, bounded in front to the northwest by the Station road, in depth to the southeast by Joseph Villeneuve, to the northeast by Georges Laberge and on the southwest by the lots of land owned by F.-X. Fradet, Arthur Lamontagne and Cyrille Morency—without buildings, but with appurtenances and dependencies—the southeast line of this emplacement being the continuation, in a straight line, of the line of division between the present respective properties of the said Joseph Villeneuve and Cyrille Morency.

2. A piece of land forming part of the lot known and designated under the number twelve-F (Pt. 12-F) of the first range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Ashuapmouchouan, measuring forty three feet and a half in front by one arpent in depth, bounded in front to the southeast by the front road of the said range, in depth to the northeast and to the northwest by Alfred Vézina representing Euchariste Auclair and to the southeast by Joseph Villeneuve representing Rémi Fortin—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

This sale is made in accordance with article 20, section 3, sub-section B of the Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale.

LARUE, TRUDEL & PICHER,

Authorized Trustee.

Québec, 21st February, 1923.

Offices: 126 Saint Peter street.

Dominion Building, Québec. 826—8—2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court in Bankruptcy. No. 172.

In the matter of Pierre Plante, of the city of Shawinigan Falls, county of Saint Maurice, district of Three Rivers, Que., authorized assignor, and Paquet & Bonnier, of the city of Montreal, province of Quebec, authorized trustees.

Public notice is hereby given that a piece of ground with the buildings thereon erected under-mentioned will be sold on the premises, at Shawinigan Falls, Que., on SATURDAY, the FOURTEENTH day of APRIL, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

The right eastern half of a piece of ground situated at Shawinigan Falls, bearing number thirty-two of subdivision of cadastral lot number six hundred and twenty-eight (628-32), of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Flore, bounded in front by Fourth street, in rear by a lane, eastward by No. 628-31, and westward by No. 628-33, with the house and other buildings erected on the said eastern half.

This sale is made pursuant to article 20, subsection 3-b of the Bankruptcy Law, 1920, giving said sale the effect of a sheriff's sale.

For further particulars, apply to the undersigned.

PAQUET & BONNIER,

Authorized trustees.

Offices: 120 Saint James street.

Montreal, 6th March, 1923. 1066—10—2

Dans l'affaire de Eastern Paper Co., Ltd., Saint Basile, Portneuf, Qué., cédante autorisée.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le TREIZIEME jour d'AVRIL 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à nos bureaux, No 126, rue Saint-Pierre, Québec, les biens meubles et immeubles suivants, savoir:

Item 1.—Bâtisses, pouvoir d'eau et droit de passage situés sur les lots connus et désignés sous les Nos 12, 13, 13A, 123, 124, 125 et 126 du cadastre officiel de la municipalité de Saint-Basile, comté de Portneuf, y compris machineries et outillage, tel que bouilloire, engin, courroies, arbres de couche et tous les accessoires à la fabrication de papier, le tout incorporé à l'usine.

Item 2.—Papier de feutre, etc, \$2,360.09.

Item 3.—Machines, parties de machines et accessoires, \$2,832.55.

Item 4.—Outillage et accessoires usagés, \$5,603.71.

La vente se fera pour chaque item séparément et au plus haut enchérisseur.

Les titres, certificats d'enregistrement et listes d'inventaire sont visibles à nos bureaux.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, section 3, sous-section B, de la Loi de faillite, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Les syndics autorisés,

LARUE, TRUDEL & PICHÉ.

Bureaux: 126, rue Saint-Pierre,

Edifice Dominion, Québec.

Québec, 7 mars 1923.

1105—10—2

In the matter of Eastern Paper Co., Ltd., Saint Basile, Portneuf, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the THIRTEENTH day of APRIL, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at our offices, No. 126 Saint Peter street, Quebec, the following moveable and immoveable properties, to wit:

Item 1.—The buildings, waterpower and right of passage situated on the lots known and designated under the Nos. 12, 13, 13A, 123, 124, 125 and 126 of the official cadastre of the municipality of Saint-Basile, county of Portneuf, including the machineries and equipment, such as boilers engine, belting, shafting and all accessories for the manufacturing of paper, the whole attached to the plant.

Item 2.—Felt paper, etc., \$2,360.09.

Item 3.—Machines machine parts and accessories, \$2 832.55.

Item 4.—Used equipment and accessories, \$5,603.71.

Each item to be sold separately and to the highest bidder.

The titles, certificates of the Registry Office, and lists of inventory may be seen at our offices.

This sale is made in conformity with article 20, sect on 3, sub-section B, of the Bankruptcy Act, and has the same effects as a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

LARUE, TRUDEL & PICHÉ,

Authorized trustees.

Offices: 126 Saint Peter street,

Dominion Building, Quebec.

Québec, 7th March, 1923.

1106—10—2

## Ventes par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4580.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le dixième jour de mars 1923, dans une cause dans laquelle Noé Meunier, chauffeur de chaudières, de la ville de Saint-Pierre-aux-Liens, district de Montréal, en sa qualité d'époux commun en biens de Délia Gagnon; Dame Délia Gagnon, épouse commune en biens dudit Noé Meunier, et ledit Noé Meunier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes; et Joseph Leblanc, opérateur, de Dorval, district de Montréal, en sa qualité d'époux commun en biens de Albina Gagnon; Dame Albina Gagnon, épouse commune en biens dudit Joseph Leblanc, et ledit Joseph Leblanc tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, sont demandeurs; et Ferdinand Gagnon et Adolphe Gagnon, tous deux des cité et district de Montréal; Dame Clarisse Leblanc, des cité et district de Montréal, épouse de Charles Desjardins, du même lieu, et ledit Charles Desjardins en autant que besoin est pour autoriser son époux aux fins des présentes; Dame Emélie Gagnon, des cité et district de Montréal, épouse de Adélard Séguin, du même lieu, et le dit Adélard Séguin en autant que besoin est pour autoriser son épouse aux présentes; les héritiers de feu Dame Emélie Gagnon, en son vivant épouse commune en biens de Alexandre Précourt, ci-devant des cité et district de Montréal, et aujourd'hui de lieux inconnus, et ledit Alexandre Précourt et tous ayants droits de ce dernier, sont défendeurs, or-

## Sales by Licitiation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4580.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, the tenth day of March, 1923, in a cause wherein Noé Meunier, steam engine fireman, of the town of Saint Pierre aux Liens, district of Montreal, husband common as to property of Delia Gagnon; Delia Gagnon, wife common as to property of the said Noé Meunier, and the said Noé Meunier to authorize his said wife; and Joseph Leblanc, agent, of Dorval, district of Montreal, husband common as to property of Albina Gagnon; Albina Gagnon, wife common as to property of the said Joseph Leblanc, and the said Joseph Leblanc to authorize his said wife, are plaintiffs; and Ferdinand Gagnon and Adolphe Gagnon, of the city and district of Montreal, Clarisse Leblanc, of the city and district of Montreal, wife of Charles Desjardins, of the same place, and the said Charles Desjardins to authorize his said wife; Emelie Gagnon, of the city and district of Montreal, wife of Adélard Séguin, of the same place, and the said Adélard Séguin to authorize his said wife; the heirs and assigns of the late Emelie Gagnon, in his lifetime wife common as to property of Alexandre Precourt, heretofore of the city and district of Montreal, and now of unknown parts, and the said Alexandre Precourt and his assigns, are defendants, ordering the licitation and sale of the following immoveable, to wit:

donnant la licitation et la vente de l'immeuble suivant, savoir:

L'immeuble connu et désigné sous les Nos 107 et 108. de la subdivision du lot originaire No 753, des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, district de Montréal—avec les bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le MERCREDI, DIX-HUITIEME jour d'AVRIL 1923, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience, numéro 31, du palais de justice de Montréal, ou toute autre à être là et alors désignée; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses de le faire.

Montréal, 12 mars 1923.

Le procureur des demandeurs,  
1175—11-2 G.-A. MARSAN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 558.

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 29ème jour de juin 1922, et vu le jugement rendu le 9 mars 1923, dans une cause dans laquelle Dame Marie-Anne-Joséphine-Albertine Ostell, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph-Armand Bériau, commis, des cité et district de Montréal, et ledit Joseph-Armand Bériau, en autant que besoin est pour autoriser les présentes; et Marie-Sophie-Jeanne-Mélina Ostell, épouse séparée de corps et de biens, par jugement de cette cour, d'Albert Constantin, commis, des cité et district de Montréal, et dument autorisée en justice aux fins des présentes, sont demanderes; et Joseph-Thomas Ostell et Edward Sydney Ostell, tous deux des cité et district de Montréal, et John Benjamin Ostell, absent en des lieux inconnus, hors de cette province, dans les Etats-Unis d'Amérique, sont défendeurs; et la Société d'Administration Générale, corps politique et incorporé ayant ses principaux bureau et place d'affaires en les cité et district de Montréal, est mise-en-cause, ordonnant la licitation, entre autres immeubles, de celui désigné comme suit, savoir:

Un terrain présentement connu et désigné comme formant partie, celle nord-est sur le niveau de la rue Saint-Louis, du lot officiel No 176 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal,—avec deux maisons en bois, lambrissées en briques, y érigées, et portant les Nos 337 et 339 de la rue Saint-Louis, de la cité de Montréal.

Ledit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le ONZIEME jour d'AVRIL 1923, à DIX heures et DEMIE du matin, à la chambre 31 ou dans l'une des salles d'audience au palais de justice, à Montréal, qui sera alors indiquée, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour, au moins douze jours

The immoveable bearing the numbers 107 and 108 of the subdivision of the original number 753, of the cadastre of the town of Lachine, district of Montreal—with the buildings thereon erected.

The above described immoveable will be sold at auction and adjudged to the highest and last bidder, on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of APRIL, 1923, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, in open Court, in room 31, at the Court House, in the city and district of Montreal, or any other room which may be then and there ordered by the Court; subject to charges, clauses and conditions mentioned in a list of charges filed at the office of the prothonotary of the said Court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw from the said licitation shall be filed at the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as above mentioned for the sale and adjudication, and all opposition for payment shall be filed within six days after adjudication, and in default by interested parties to file the said opposition within the delay prescribed, said parties shall be foreclosed to do so.

Montreal, 12th March, 1923.

G. A. MARSAN,  
1176—11-2 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 558.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered the 29th day of June, 1922, and on the 9th day of March, 1923, in a cause wherein Dame Marie Anne Joséphine Albertine Ostell, wife contractually separate as to property of Joseph Armand Bériau, clerk, of the city and district of Montreal, and the said Joseph Armand Bériau, to authorize his wife for the purposes hereof; and Marie Sophie Jeanne Mélina Ostell, wife separate as to bed and board by judgment of this court, of Albert Constantin, clerk, of the city and district of Montreal, and duly authorized in justice for the purposes hereof, are plaintiff's; and Joseph Thomas Ostell and Edward Sydney Ostell, both of the city and district of Montreal, and John Benjamin Ostell, absentee in parts unknown, absentee of this Province, in the United States of America, are defendants; and "La Société d'Administration Générale", a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, is *mise-en-cause*, ordering the licitation of, among others, the following immoveable property:

A lot of land presently known and designated as forming part, the north-east portion on the level of the Saint Louis street, of the official lot No. 176 of the official plan and book of reference of Saint James ward, in the city of Montreal, with two buildings in wood encased thereon erected, and bearing the numbers 337 and 339 of Saint Louis street, in the city of Montreal.

The said immoveable will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, the ELEVENTH day of APRIL, 1923, at HALF past TEN of the clock, in the forenoon, in room No. 31, or in a room of the court house of Montreal, which will then be pointed out, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court, at least

avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et qu'à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans le délai prescrit par le présent avis, elles seront forcloses du droit de ce faire.

Montréal, ce 14 mars 1923.

Le procureur des demandresses,  
1211 ANATOLE GAUDET.

twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition *afin de conserver*, must be filed and deposited within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, 14th March, 1923.

ANATOLE GAUDET,  
1212 Attorney for the plaintiffs.

## VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Québec.*

No 4270. } HENRI LEFEBVRE, marchand, de La Sarre, autrefois district de Québec et maintenant district d'Abitibi, demandeur; vs JOSEPH LAPORTE, de La Sarre susdit, défendeur, à savoir:

Le lot de terre numéro neuf (9) du rang dix (10) du canton La Sarre, dit district d'Abitibi, désigné comme tel au plan d'arpentage du département des Terres et Forêts de Québec—avec bâtisses, circonstances et dépendances, sous réserve des droits de la Couronne.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de La Sarre, dit district d'Abitibi, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Amos, 10 mars 1923.

[Première publication, 17 mars 1923]

Le shérif,

J.-U. DUMONT.

1205—11—2

## SHERIFF'S SALES ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Québec.*

No. 4270. } HENRI LEFEBVRE, merchant, of La Sarre, heretofore district of Québec and now district of Abitibi, plaintiff; vs JOSEPH LAPORTE, of La Sarre aforesaid, defendant, to wit:

The lot of land number nine (9) of range ten (10) of the township of La Sarre, said district of Abitibi, designated as such on the plan of survey of the department of Lands and Forests of Québec—with the buildings thereon, circumstances and dependencies and with the reserve of the rights of the Crown.

To be sold at the parochial church door of La Sarre, said district of Abitibi, the TWENTY-FOURTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Amos, March 10th, 1923.

[First publication, 17th March, 1923]

J. U. DUMONT,

Sheriff.

1206—11—2

## ARTHABASKA

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.*

Arthabaska, à savoir: } VICTOR MILLETTE, No 1255. } demandeur; contre DELVIDA LEFEBVRE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Le lot numéro huit C, contenant cinquante acres, plus ou moins, dans le neuvième rang du cadastre officiel du canton de Kingsey, et le lot No neuf B, du même rang, du même cadastre, moins la partie nord-ouest de ce dernier lot appartenant à George Beard, et la partie sud-est appartenant à Eugène Tourigny, avec un chemin ou passage de vingt pieds de largeur et vingt pieds d'entrée adjoignant le susdit terrain et à prendre sur le terrain du dit Eugène Tourigny sur le même lot 9B pour communiquer du terrain susdit à celui ci-après décrit, connu sous le numéro neuf E—avec les bâtisses y érigées, et aussi une grange se trouvant sur le lot numéro huit B, lequel appartient au dit Eugène Tourigny, et un passage pour communiquer du lot numéro huit C à la dite grange; ce passage ayant vingt pieds de largeur avec l'usage d'un terrain de quarante pieds en avant et en arrière de la dite grange et vingt pieds

## ARTHABASKA

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.*

Arthabaska, to wit: } VICTOR MILLETTE, No. 1255. } plaintiff; against DELVIDA LEFEBVRE, defendant.

As belonging to said defendant:

1. The lot No. 8-C, containing 50 acres, more or less, in the 9th range of the official plan and book of reference for the township of Kingsey, and the lot No. 9-B of the same range, for the same official plan; less the northwest part of this latter lot belonging to George Beard, and the southeast part belonging to Eugène Tourigny—with a road or right of way of 20 feet in width and 20 feet of entrance adjoining the said piece of land and to be taken from the said Eugène Tourigny's land upon the same lot No. 9-B, to communicate from the said land to the one hereafter described, known under No. 9-E—with the buildings thereon erected, and also a barn lying upon the lot No. 8-B, which belongs to said Eugène Tourigny, and a right of way to communicate from lot No. 8-C to the said barn; this right of way having 20 feet in width with the use of a piece of land of 40 feet, both in front and in rear

à chaque bout d'icelle, avec entente que si la dite grange cesse d'exister, tout le terrain et le droit du chemin sur le dit lot numéro huit B cessera également d'être à l'usage de tout propriétaire; mesurant, ce que dessus décrit du lot 9B, trente acres en superficie, plus ou moins—circonstances et dépendances.

2. Une terre connue sous les numéros neuf E et dix A (9E et 10A), du neuvième rang du cadastre officiel du canton de Kingsey, contenant cent trente-cinq acres en superficie—avec les bâtisses y érigées et l'agrès de la sucrerie, comprenant un évaporateur Champion, les chaudières à sucre, chalumaux, etc., etc; mais à distraire du dit lot 10A une partie d'icelui de la contenance d'environ cinq arpents en profondeur sur la largeur du dit lot; bornée au sud-ouest par le huitième rang, au nord-ouest par les représentants de W. C. Abercrombie, tel que le tout est clôturé et occupé par un nommé Jalbert et formant une superficie d'environ vingt-deux acres, plus ou moins, et une autre partie du même lot appartenant au même Jalbert, d'environ six acres en superficie et se terminant en pointe à sa partie sud-ouest.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félix de Kingsey, le DIX-HUITIÈME jour d'AVRIL prochain (1923), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.  
Arthabaska, 14 mars 1923.

[Première publication, 17 mars 1923.]

1231—11—2

of said barn and 2<sup>o</sup> feet at both ends of the same, being understood that if the said barn disappears all the said land and right of way upon said lot No 8-B, shall cease to be at the use of all owner; what above designated as forming part of said lot No. 9-B, measuring about 30 acres in superficies—circumstances and dependencies.

2. A piece of land known under Nos. 9-E and 10-A, in the 9th range of the official plan and book of reference for the township of Kingsey, containing 135 acres in superficies—with the buildings thereon erected, and all the maple sugar place implements, including one "Evaporator Champion", sap buckets, etc., etc., but to take off from said lot No. 10-A, a part of the same containing about 5 arpents in depth upon the width of the said lot; bounded on the southwest by the eighth range, on the northwest by the representatives of W. C. Abercrombie, as the whole is fenced and occupied by a Jalbert, and forming about 22 acres in superficies, and another part of the same lot belonging to the same Jalbert, of about 6 acres in superficies and finishing in a point at its southwest end.

To be sold at the parochial church door of Saint Felix de Kingsey, on the EIGHTEENTH day of APRIL next (1923), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office, Arthabaska, 14th March, 1923.

[First publication, 17th March, 1923.]

1232—11—2

## BEAUCE

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir: ) LOUIS DALLAIRE, de-  
No 6742. ) mandeur; contre XA-  
VIER BILODEAU, défendeur et TANCREDE  
BEAUDOIN, syndic, mis en cause.

Un terrain de quatre arpents et demi de largeur sur la profondeur du lot, connu et désigné comme étant la demie nord-ouest du lot de terre numéro cinq (5) rang huit (8), des plan et livre de renvoi au cadastre officiel du canton de Rosborough—avec bâtisses, circonstances et dépendances; à la réserve de la coupe de tout le bois et les droits de mines et minéraux en faveur de John Breaky Limited, suivant leurs titres.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ludger, le VINGT-HUITIÈME jour de MARS prochain, 1923, à ONZE heures de l'avant midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph, Beauce, 19 février 1923.

[Première publication, 25 février 1923]

769—8—2

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour supérieure.—District de Beauce.*

Beauce à savoir: ) JOSEPH BLAIS, deman-  
No 6744. ) deur; contre JOSEPH  
BEGIN, défendeur et TANCREDE BEAU-  
DOIN, syndic, mis en cause.

1. Un certain morceau de terre, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Beauce comme faisant partie de lots numéros vingt-six-B et vingt-six-A (26-B et 26-A) dans le rang "B" du canton de Forsight—

## BEAUCE

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit: ) LOUIS DALLAIRE, plain-  
No. 6742. ) tiff; vs XAVIER BI-  
LODEAU, defendant, and TANCREDE BEAU-  
DOIN, trustee, mis-en-cause.

A lot of land of four arpents and a half in width, by the depth of the lot, known and designated as being the northwestern half of the lot of land number five (5), eighth range (8), on the official cadastral plan and book of reference of the township of Rosborough—with the buildings, circumstances and dependencies—with the reserve of the cut of all timber and mine and mining rights in favour of John Breaky Limited, according to titles.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Ludger, the TWENTY EIGHTH day of MARCH next, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff.

Saint-Joseph, Beauce, February 19th, 1923.

[First publication, 24th February, 1923]

770—8—2

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit: ) JOSEPH BLAIS, plaintiff;  
No. 6744. ) vs JOSEPH BEGIN, def-  
endant, and TANCREDE BEAUDOIN, trustee,  
mis-en-cause.

1. A certain piece of land, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Beauce as forming part of the lots numbers twenty six-B and twenty six-A (26-B and 26-A) in range "B" of the town-

avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; ce terrain est de forme irrégulière, contenant quatre-vingts (80) pieds de large en front, sur la route de Shenley, sur cent quatre-vingt-quatorze (194) pieds de profondeur, dans la ligne du côté est; de là, la ligne se divise vers le sud-ouest en suivant une vieille clôture de roches; de là, la dite ligne se dirige vers le sud, pour aller se terminer en pointe à la ligne de l'emplacement de A. Roberge, ainsi borné en front par la route de Shenley, du côté nord et en arrière par le terrain de Paul Gilbert, du côté sud-ouest par les terres de J.-A. Roberge, Arthur Demers et du côté nord-ouest par les emplacements de Charles Beaulieu, Joseph Timmons et Joseph Grenier;

2. Un certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Beauce pour le canton Forsight, comme faisant partie du lot numéro vingt (20) rang sept (7) canton Forsight, borné à un bout par la route de Shenley à l'autre bout par le canton de Shenley; d'un côté à Joseph Roy et de l'autre côté par le terrain appartenant à Paul Gilbert—sans bâtisses; à distraire cependant du terrain présentement désigné, ce qui appartient à Joseph Roy, ou représentants, contenant environ un arpent de largeur sur la profondeur qu'il y a du chemin privé J. A. Dallaire au trait-carré.

3. Un autre morceau de terrain, connu et désigné au cadastre susdit, comme faisant partie des lots numéros vingt-cinq-A et vingt-cinq-B (25-A et 25-B) dans le rang "B" du canton de Forsight, borné à un bout par les lots numéros vingt-cinq C et vingt-cinq-D (25-C et 35-D) du dit rang; à l'autre bout, par ladite route de Shenley, d'un côté, par le lot numéro vingt (20) ci-dessus désigné et de l'autre côté, par la route dite "La route Saint-Jean-Baptiste"—sans bâtisses;

4. Un autre morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit rang "B" du canton de Forsight, soit les numéros vingt-cinq-C (25-C) et partie du lot vingt-cinq-D (25-D) borné à un bout par les terres du canton Shenley, à l'autre bout par les lots numéros vingt-cinq-A et vingt-cinq-B (25-A et 25-B) d'un côté par la route Saint-Jean-Baptiste de l'autre par le lot numéro vingt-cinq-A (25-A).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Evariste, l'item 2, 3, 4 en bloc le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain 1923, à DIX heures de l'avant-midi.  
Bureau du shérif.

Le shérif,  
GUSTAVE GARANT,  
Saint-Joseph, Beauce, 19 février 1923.  
[Première publication, 24 février 1923]

771—8-2

ship of Forsight—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; this piece of land is of irregular figure, containing eighty (80) feet in width in front, on the Shenley road, by one hundred and ninety four (194) feet in depth, in the line of the east side; thence the line runs southerly following an old stone fence; thence, the said line runs southerly to end in a point at the line of the emplacement of A. Roberge, bounded in front by Shenley road, on the north side in rear by the land of Paul Gilbert, on the southwest side by the lands of J. A. Roberge, Arthur Demers and on the northwest side by the emplacements of Charles Beaulieu, Joseph Timmons, Joseph Grenier;

2. A certain piece of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Beauce, for the township of Forsight, as forming part of the lot number twenty (20) range seven (7), township of Forsight, bounded at one end by Shenley road, at the other end by the township of Shenley, on one side by Joseph Roy and on the other side by the land belonging to Paul Gilbert—without buildings; to be deducted therefrom however the part thereof belonging to Joseph Roy or representative measuring about one arpent in width by the depth there may be from the private road of J. A. Dallaire to the *trait carré*;

3. Another piece of land, known and designated on the aforesaid cadastre, as forming part of the lots numbers twenty five A and twenty five-B (25-A and 25-B) in range "B" of the township of Forsight, bounded at one end by the lots numbers twenty five C and twenty five-D (25-C and 25-D) of the said range; at the other end by the said Shenley road, on one side by the lot number twenty (20) above described and on the other side, by the road called "La route Saint-Jean Baptiste"—without buildings;

4. Another piece of land known and designated on the official plan and book of reference for the said range "B" of the township of Forsight, being the numbers twenty five-C (25-C) and part of the lot twenty five-D (25-D), bounded at one end by the lands of the township of Shenley, at the other end by the lots numbers twenty five-A and twenty five B (25-A and 25-B), on one side by "La route Saint-Jean-Baptiste", and on the other by the lot number twenty five-A (25-A).

To be sold at the church door of the parish of Saint-Evariste, items 2, 3 and 4 *en bloc*, the TWENTY SEVENTH day of MARCH next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.  
Sheriff's office.

GUSTAVE GARANT,  
Sheriff,  
Saint-Joseph-de-Beauce, February 19th, 1923.  
[First publication, 24th February, 1923]

772—8-2

## IBERVILLE

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir: } DAME CELINA  
No 122. } QUINTAL ET VIR,  
de la ville d'Iberville, dit district, demanderesse;  
contre WILFRID GAULIN, défendeur, et EUGENE THIBODEAU, curateur au délaissement.

Saisi sur le dit curateur sur délaissement fait par ledit défendeur:

Une terre située en la paroisse de Saint-Gré-

## IBERVILLE

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Iberville.*

Saint John's, to wit: } DAME CELINA  
No. 122. } QUINTAL, ET VIR,  
of the town of Iberville, said district, plaintiff;  
against WILFRID GAULIN, defendant and  
EUGENE THIBODEAU, curator to the surrender of property made herein.

Seized on the said curator upon surrender made by the said defendant:

A farm situate in the parish of Saint-Grégoire-

goire-le-Grand, district d'Iberville, mesurant environ deux arpents et cinq perches de largeur sur trente arpents de longueur, plus ou moins, désignée sous le numéro quatre cent cinquante-un (No 451) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand—avec maison et autres bâtiments y érigés;

Une autre terre située au même lieu, contenant environ neuf arpents de largeur sur une longueur d'à peu près neuf arpents dans la ligne sud, et d'environ quatre arpents dans la ligne nord, connue sous le lot numéro quatre cent quarante-deux (No 442) aux dits plan et livre de renvoi officiels—avec une maison et autres bâtiments y érigés;

Une autre terre située au même lieu, contenant deux arpents de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, connue sous le lot numéro quatre cent cinquante (No 450) aux susdits plan et livre de renvoi officiels—avec une cabane à sucre y érigée.

Les susdits immeubles devant être vendus en bloc, suivant l'ordonnance de l'honorable juge A. A. Bruneau, en date du neuf mars, mil neuf cent vingt-trois.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, district d'Iberville, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain (1923), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du-shérif.

Le shérif,

ARTHUR LASNIER.

Saint-Jean, 10 mars 1923.

[Première publication, 17 mars 1923]

1201—11-2

le-Grand, district of Iberville, measuring about two arpents and five perches in width by thirty arpents in length, more or less, designated under the number four hundred and fifty one (No. 451) on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Grégoire-le-Grand—with a house and other buildings thereon erected;

Another land situate at the same place, containing about nine arpents in width by a length of about nine arpents in the south line, and about four arpents in the north line, known under the number four hundred and forty two (No. 442) on the said official plan and book of reference—with a house and other buildings thereon erected;

Another land situate at the same place, containing two arpents in front by thirty arpents in depth, more or less, known under the number four hundred and fifty (No. 450) on the aforesaid plan and book of reference—with a sugary thereon erected;

The above immoveables to be sold *en bloc*, according to the order of the Honourable Judge A. A. Bruneau, dated the ninth of March, one thousand nine hundred and twenty three.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Grégoire-le-Grand, district of Iberville, the SEVENTEENTH day of APRIL next, (1923), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

ARTHUR LASNIER,

Saint John's, March 10th, 1923.

Sheriff.

[First publication, 17th March, 1923]

1202—11-2

## JOLIETTE

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure*

Province de Québec, }  
District de Joliette, } EUCLIDE LEFRAN-  
No 9490. } COIS, cultivateur,  
de la paroisse de Saint-  
Zénon, dans le district de Joliette, demandeur; vs  
HENRY RONDEAU, ci-devant de la paroisse  
de Saint-Zénon, et actuellement forgeron, de la  
paroisse de l'Épiphanie, dit district, défendeur.

Un emplacement situé au village de Saint-Zénon, canton Provost, sur le chemin Brossard, contenant environ un demi-arpent de front par deux arpents de profondeur, plus ou moins; borné en front par le chemin public, d'un côté par Damase Desmarais, et de l'autre côté par Ferdinand Labrèche, et en arrière par Albert Duval, étant le numéro vingt-un-E (21E) du cinquième rang du canton Provost, sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Provost, pour ladite paroisse de Saint-Zénon—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de ladite paroisse de Saint-Zénon, le MARDI, DIXIEME jour du mois d'AVRIL 1923, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

GEORGE DESROCHES.

Joliette, ce 10 mars 1923.

[Première publication, 17 mars 1923]

1187—11-2

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Province of Québec, }  
District of Joliette, } EUCLIDE LEFRAN-  
No. 9490. } COIS, farmer, of the  
parish of Saint-Zénon,  
in the district of Joliette, plaintiff; vs HENRY  
RONDEAU, heretofore of the parish of Saint-  
Zénon, and now blacksmith, of the parish of l'Épi-  
phanie, said district, defendant.

An emplacement situate at the village of Saint-Zénon, township of Provost, on Brossard road, containing about one half arpent in front by two arpents in depth, more or less; bounded in front by the public road, on one side by Damase Desmarais, and on the other side by Ferdinand Labrèche, and in rear by Albert Duval, being the number twenty one E (21-E) of the fifth range of the township of Provost, on the official cadastral plan and book of reference of the township of Provost, for the said parish of Saint-Zénon—with the buildings thereon.

To be sold at the church door of the said parish of Saint-Zénon, on TUESDAY, the TENTH day of the month of APRIL, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

GEORGES DESROCHES,

Joliette, March 10th, 1923.

Sheriff.

[First publication, 17th March, 1923]

1188—11-2

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.*

Province de Québec, }  
District de Joliette, } JOSEPH MAHER, cul-  
No 9706. } tivateur, de la pa-  
roisse de Saint-Henri-  
de-Mascouche, dans le district de Joliette, de-

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Province of Québec, }  
District of Joliette, } JOSEPH MAHER,  
No. 9706. } farmer, of the parish  
of Saint-Henri-de-Mas-  
couche, in the district of Joliette, plaintiff; vs

mandeur; vs ALFRED PEAUDOIN, du même lieu, défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Henri-de-Mascouche, connu et désigné sous les lots Nos 880, 881 et 882 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Henri-de-Mascouche—avec les bâtisses y érigées, servitudes actives et passives, circonstances et dépendances attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri-de-Mascouche, le MARDI, DIX-SEPTIEME jour du mois d'AVRIL 1923, à DIX heures de l'avant-midi.  
Bureau du shérif.

Le shérif,  
GEORGE DESROCHES.  
Joliette, ce 10 mars 1923.

[Première publication, 17 mars 1923]  
1189—11—2

ALFRED BEAUDOIN, of the same place, defendant.

An emplacement situate in the parish of Saint-Henri-de-Mascouche, known and designated under the Nos 880, 881 and 882 on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint-Henri-de-Mascouche—with the buildings thereon erected, active and passive servitudes circumstances and dependencies attached to the said immoveable.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Henri-de-Mascouche, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of the month of APRIL, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.  
Sheriff's office.

GEORGE DESROCHES,  
Joliette, March 10th, 1923. Sheriff.

[First publication, 17th March, 1923]  
1190—11—2

## MONTRÉAL

### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Montréal*

Montréal, à savoir: } ALEX. BREMNER,  
No. 936. } LIMITED, cor-  
poration à responsabilité limitée, ayant sa  
principale place d'affaires dans les cité et district  
de Montréal, demanderesse; contre ADELARD-  
ROSARIO GRAVEL, défendeur.

Un emplacement composé de quatre lots de terre connus et désignés sous les numéros un, deux trois et quatre de la subdivision officielle d'une partie du lot originaire numéro cent vingt-deux (122-1, 2, 3, 4), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal; borné en front par la rue Clarke, ci-devant Saint-Charles-Borromée, en arrière par la rue Saint-Laurent—avec les bâtisses dessus construites, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à MIDI.

Un dépôt d'une somme de \$1,560.00 sera exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère, suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, daté le 14ème jour de mars 1923.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.  
Bureau du shérif,  
Montréal, 14 mars 1923.

[Première publication, 17 mars 1923.]  
1213—11—2

### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour du Recorder.—District de Montréal*

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONT-  
No 6785. } REAL, demanderes-  
se; contre DAME HARRIET SMITH, épouse  
séparée de biens de Peter Campbell, ci-devant  
des cité et district de Montréal et maintenant de  
lieux inconnus, et le dit Peter Campbell, partie  
aux présentes aux fins d'assister et autoriser sa  
dite épouse, défenderesse.

Trois lopins de terre ayant front sur l'avenue Alexandra et étant les subdivisions numéros 442, 443 et 444 du lot numéro 152a, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de

## MONTREAL

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } ALEX BREMNER, LIM-  
No. 936. } ITED, a limited com-  
pany having its principal place of business in the  
city and district of Montreal, plaintiff; against  
ADELARD ROSARIO GRAVEL, defendant.

An emplacement composed of four lots of land, known and designated under the numbers one, two, three and four of the official subdivision of part of the original lot number one hundred and twenty-two (122-1, 2, 3, 4), on the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, of the city of Montreal; bounded in front by Clarke street, heretofore Saint Charles Borromée, in rear by Saint Lawrence street—with the buildings thereon erected, with the active and passive apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveables.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the NINETEENTH day of APRIL next, at TWELVE o'clock.

A deposit of a sum of \$1,560.00 will be exacted from each and every bidder with his bid, pursuant to a judgment of the Honourable Judge Bruneau, dated the 14th day of March, 1923.

L. J. LEMIEUX,  
Sheriff's office,  
Montreal, 14th March, 1923.

[First publication, 17th March, 1923.]  
1214—11—2

### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Recorder's Court.—District of Montreal*

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-  
No. 6785. } TREAL, plaintiff;  
against DAME HARRIET SMITH, wife separate as to property of Peter Campbell, heretofore of the city and district of Montreal and now of parts unknown, and the said Peter Campbell, a party hereto for the purposes of assisting and authorizing his said wife, defendant.

Three lots of land bounded in front by Alexandra Avenue and being subdivision numbers 442, 443 and 444 of lot number 152a, on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.  
Montréal, 14 mars 1923.  
[Première publication, 17 mars 1923.]  
1215—11—2

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour de circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: ) THOMAS CHAPLIN,  
No 3311. ) demandeur; contre  
ISAAC alias JAKE MILLER, défendeur.

Un lot de terre No 135 de la subdivision du lot numéro neuf cent seize (916-135) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier—avec bâtisse dessus construite, située sur le côté est de l'avenue George V, dans la cité de Lachine.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt d'une somme de trois cents piastres (\$300.00) sera exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. juge Bruneau, daté le 19 février 1923.  
Bureau du shérif.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.  
Montréal, 21 février 1923.  
[Première publication, 24 février 1923]  
811—8—2

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal*

Montréal, à savoir: ) OCTAVE ARCHAM-  
No. 3853. ) BAULT ET AL, de-  
mandeurs; vs J.-ALPHONSE MOUSSEAU, dé-  
fendeur.

Les trois quatorzièmes indivis de six lots de terre à Montréal, ayant front rue Sherbrooke, connus au cadastre et aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous les numéros neuf cent soixante, neuf cent soixante-un, neuf cent soixante-deux, neuf cent soixante-trois, neuf cent soixante-quatre et neuf cent soixante-cinq de la subdivision officielle du lot cent quarante-deux (142-960, 961, 962, 963, 964 et 965).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.  
Bureau du shérif.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.  
Montréal, 21 février 1923.  
[Première publication, 24 février 1923]  
813—8—2

on the NINETEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,  
Sheriff's office,  
Montréal, 14th March, 1923.  
[First publication, 17th March, 1923.]  
1216—11—2

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: ) THOMAS CHAPLIN,  
No. 3311. ) plaintiff; vs ISAAC  
alias JAKE MILLER, defendant.

A lot of land No. 135 of the subdivision of the lot number nine hundred and sixteen (916-135) on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, in the county of Jacques-Cartier—with the buildings thereon erected, situate on the east side of George V Avenue, in the city of Lachine.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY NINTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of the sum of three hundred dollars (\$300.00) shall be exacted from each and every bidder, with his first bid, pursuant to a judgment of the Hon. Judge Bruneau, dated the 19th of February 1923.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,  
Montréal, February 21st, 1923. Sheriff.  
[First publication, 24th February, 1923]  
812—8—2

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: ) OCTAVE ARCHAM-  
No. 3853. ) BAULT ET AL, plain-  
tiffs; vs J. ALPHONSE MOUSSEAU, defendant.

The undivided three-fourteenths of six lots of land at Montreal, fronting on Sherbrooke street, known on the cadastre and on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the numbers nine hundred and sixty, nine hundred and sixty-one, nine hundred and sixty two, nine hundred and sixty three, nine hundred and sixty four and nine hundred and sixty five of the official subdivision of the lot one hundred and forty two (142-960, 961, 962, 963, 964 and 965).

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY NINTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,  
Montréal, February 21st, 1923. Sheriff  
[First publication, 24th February, 1923]  
814—8—2

**NICOLET**

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour supérieure.*

Province de Québec, ) DAME CAROLINE  
District de Nicolet. ) LEFEBVRE de  
No 219. ) BELLEFEUILLE ET  
AL, demanderesse; contre ALBERT DUMONT  
ET AL, défendeurs.

1. Un terrain emplacement situé au village de Bécancourt faisant partie des lots de terre numéris cent quatre-vingt-onze et cent quatre-vingt-douze (ptie 191-192) du cadastre de la paroisse de Bécancourt; tenant au chemin public et abou-

**NICOLET**

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Province of Québec, ) DAME CAROLINE  
District of Nicolet. ) LEFEBVRE de  
No. 219. ) BELLEFEUILLE, ET  
AL, plaintiffs; against ALBERT DUMONT ET  
AL, defendants.

1. A piece of land or emplacement situate at the village of Bécancourt forming part of the lots of land number one hundred and ninety one and one hundred and ninety two (Pt. 191-192) of the cadastre of the parish of Bécancourt; bounded

tissant à Albert Désilets entre Henri Dumont au nord et Adélar Leblanc au sud—avec les bâtisses dessus.

2. Un terrain à être pris et détaché d'une terre située au rang du Rapide dans Bécancourt, étant le numéro quatre cent cinquante-six (456) du cadastre de Bécancourt, passant à une ligne traversant la dite terre indiquée par une clôture à trois arpents et soixante-dix-sept pieds anglais de distance du chemin public actuel du dit rang, dans la ligne entre le vendeur et Adélar Croteau et Edmond Houle et un arpent de distance du dit chemin public dans la ligne de division entre le terrain de Mad. H. E. Hall et celui du vendeur et aboutissant à la profondeur du dit lot numéro quatre cent cinquante-six, moins le terrain vendu à la compagnie Q. M. & S. Ry, ce qui appartient du dit terrain à Onésime Beaudet et le chemin occupé comme chemin public, appelé Route du Coteau de Roches.

3. Une terre à bois située au troisième rang Fief Dutard, à Bécancourt, étant le numéro trois cent quarante-cinq (No 345) du dit cadastre de Bécancourt.

Pour être vendus à la porte de l'église de Bécancourt, comté de Nicolet, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt-trois, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Nicolet, 12 mars 1923. L. P. H. BOURK.

[Première publication, 17 mars 1923]

1191—11-2

in front by the public road, in rear by Albert Desilets, on one side to the north by Henri Dumont and on the other side to the south by Adélar Leblanc—with the buildings thereon erected.

2. A parcel of land to be taken out of and detached from a land situate in range du Rapide in Bécancourt, being the number four hundred and fifty six (456) of the cadastre of Bécancourt, passing at a line crossing the said land shown by a fence three arpents and seventy seven feet, English measure, distant from the present public road of the said range in the line between the vendor and Adélar Croteau and Edmond Houle and one arpent distant from the said public road in the line of division between the lot of land of Mrs. H. E. Hall and that of the vendor and running to the depth of the said lot number four hundred and fifty six, less the land sold to the Q. M. & S. Railway Co., the part of said land belonging to Onésime Beaudet and the road used as public road called "Route du Coteau de Roches".

3. A timber land situate in the third range Fief Dutard, at Bécancourt, being the number three hundred and forty five (No. 345) of the said cadastre of Bécancourt.

To be sold at the church door of Bécancourt, county of Nicolet, the EIGHTEENTH day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty three, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

L. P. H. BOURK,

Nicolet, March 12th, 1923.

Sheriff.

[First publication, 17th March, 1923]

1192—11-2

## PONTIAC

### Cour supérieure.

Province de Québec, }  
District de Pontiac. } CAPITAL TRUST  
No 2192. } CORPORATION,  
LTD, demanderesse;  
vs OVILA CHEVALIER, défendeur.

Les moitiés sud de certains lopins de terre maintenant connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton Grand Calumet, comté de Pontiac, comme étant les lots numéros huit-A et huit-B du second rang dudit canton Grand Calumet—avec ensemble les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendues au bureau d'enregistrement pour le comté de Pontiac, au village de Bryson, le MARDI, DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL 1923, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,  
BERNARD-J. SLOAN.

Bryson, Qué., le 9 mars 1923.

[Première publication, 17 mars 1923]

1193—11-2

### Cour supérieure.

Province de Québec, }  
District de Pontiac. } DAME MARY ES-  
No. 2162. } THER MOORHEAD  
ET VIR, demanderesse;  
vs TELESPHORE COUTURIER, défendeur.

Les lots numéros neuf et dix du rang A du canton Mansfield, comté de Pontiac—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement pour le comté de Pontiac, dans le village de Bry-

### Superior Court.

Province of Quebec, }  
District of Pontiac. } CAPITAL TRUST  
No. 2192. } CORPORATION  
LTD, plaintiff; vs OVI-  
LA CHEVALIER, defendant.

The southerly halves of those certain tracts of land now known and described according to the official plan and in the book of reference for the township of Grand Calumet, county of Pontiac, as lots numbers eight-A and eight-B of the second range of the said township of Grand Calumet— together with the buildings thereon erected.

To be sold at the registrar's office for the county of Pontiac in the village of Bryson, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of APRIL 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

BERNARD J. SLOAN,

Bryson, Que., March 9th, 1923

Sheriff.

[First publication, 17th March, 1923]

1194—11-2

### Superior Court.

Province of Quebec, }  
District of Pontiac. } DAME MARY ES-  
No. 2162. } THER MOORHEAD  
ET VIR, plaintiff; vs  
TELESPHORE COUTURIER, defendant.

Lots number nine and ten in range A of the township of Mansfield, county of Pontiac—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registrar's office for the county of Pontiac, in the village of Bryson, on TUESDAY,

son, le MARDI, DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL, 1923, à ONZE heures de l'avant-midi.  
Bureau du shérif.

Le shérif,  
BERNARD-J. SLOAN.

Bryson, Qué., le 9 mars 1923.

[Première publication, 17 mars 1923]

1195-11-2

*Cour supérieure.*

Province de Québec, } PETER KLUKE, de-  
District de Pontiac. } mandeur; vs EMER-  
No 2169. } SON MULLIN, défen-  
deur.

Tout le terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village Quyon, dans les comté et district de Pontiac, comme étant le lot cent cinquante-trois, (153)—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du Régistrateur pour le comté de Pontiac, dans le village de Bryson, Qué., MARDI, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS 1923, à DIX heures de l'avant-midi.  
Bureau du shérif.

Le shérif,  
BERNARD J. SLOAN.

Bryson, Qué., février 1923.

[Première publication, 24 février 1923]

765-8-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } JOSEPH TREMBLAY, con-  
No 1903. } tracteur, de Saint-Ray-  
mond; contre JOSEPH COUTURE, de Saint-Raymond, contracteur.

1. Le lot No 557-20 (cinq cent cinquante-sept-vingt), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant un emplacement situé rue Saint-Alexis—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Partie du lot No 557-17 (cinq cent cinquante-sept-dix-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, contenant 22 pieds 3 pouces de large sur 75 pieds de profondeur, plus ou moins; bornée en front au sud par la route portant le No 557-15, en arrière au nord, par le No 557-18, d'un côté au sud-est par le lot ci-dessus désigné, au nord-est par le reste du dit emplacement, étant une partie d'emplacement situé rue Saint-Alexis—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Raymond, comté de Portneuf, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,  
E. AUGER.

Bureau du shérif,

Québec, 15 mars 1923.

[Première publication, 17 mars 1923.]

[Deuxième publication, 31 mars 1923.]

1229-11-2

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } DANS une cause où AR-  
No 680 } THUR NOEL, culti-  
vateur, de Lotbinière, et ALPHONSE NOEL, rentier, de Deschambault, étaient demandeurs; JOSEPH-H. LAFLECHE, de Sainte-Anne-de-la-Pérade, était défendeur, et JOSEPH-ARTHUR NOEL, de la paroisse de Lotbinière, était demandeur en reprise d'instance; le dit Joseph H. Lafle-

the SEVENTEENTH day of APRIL 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. BERNARD J. SLOAN,  
Bryson, Que., March 9th, 1923. Sheriff.

[First publication, 17th March, 1923]

1196-11-2

*Superior Court.*

Province of Quebec, } PETER KLUKE, plain-  
District of Pontiac. } tiff; vs EMERSON  
No. 2169. } MULLIN, defendant.

All the land known and described according to the official plan and the book of reference of the village of Quyon, in the county and district of Pontiac, as lot one hundred and fifty-three, (153)—with the buildings thereon and the members and appertanances thereunto belonging.

To be sold at the registrar's office for the county of Pontiac in the village of Bryson, Que., on TUESDAY the TWENTY-SEVENTH day of MARCH 1923, at TEN o'clock in the forenoon

Sheriff's office. BERNARD J. SLOAN,  
Bryson, Que., February, 19th 1923. Sheriff.

[First publication, 24th February, 1923]

766-8-2

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } JOSEPH TREMBLAY, con-  
No. 1903. } tractor, of Saint Raymond;  
against JOSEPH COUTURE, of Saint Raymond, contractor.

1. The lot No 557-20 (five hundred and fifty-seven-twenty), of the official cadastre for the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, being an emplacement situate on Saint Alexis street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Part of the lot No. 557-17 (five hundred and fifty-seven-seventeen), of the official cadastre for the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, containing 22 feet 3 inches in width by 75 feet in depth, more or less; bounded in front to the south by the road bearing the No. 557-15, in rear to the north by the No. 557-18, on one side to the southeast by the lot above described, to the northeast by the remainder of the said emplacement, being part of an emplacement situate on Saint Alexis street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Raymond, county of Portneuf, the TWENTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,  
E. AUGER,  
Québec, 15th March, 1923. Deputy-sheriff.

Québec, 15th March, 1923.

[First publication, 17th March, 1923.]

[Second publication, 31st March, 1923.]

1230-11-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } IN a cause wherein ARTHUR  
No. 680. } NOEL, farmer, of Lotbinière, and ALPHONSE NOEL, annuitant, of Deschambault, were plaintiffs; JOSEPH H. LAFLECHE, of Sainte Anne de la Pérade, was defendant, and JOSEPH ARTHUR NOEL, of the parish of Lotbinière, was plaintiff in continuance of suit; the said Joseph H. Lafleche against the

che contre les dits Joseph-Arthur Noel et Alphonse Noel, à savoir:

Saisi comme appartenant au dit Joseph-Arthur Noel:

Le lot No 33 (trente-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Louis-de-Lotbinière, comté de Lotbinière, étant un lopin de terre en bois debout d'un tiers d'arpent de front sur trente de profondeur, situé à l'endroit appelé "Bois des Hurons", sans réserve, — circonstances et dépendances.

Saisi comme appartenant au dit Alphonse Noel: Partie du lot No 57 (cinquante-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Deschambault, comté de Portneuf, étant un terrain situé au nord du chemin royal, dans le village de Deschambault, contenant environ 3720 pieds en superficie et formant une pointe mesurant du côté sud 35 pieds, au nord-est 56 pieds et au nord-ouest 39 pieds, le tout mesure anglaise; bornée au nord-ouest au terrain des Sœurs de la Charité, à l'est à l'École No 1, dont est détachée la partie ci-haut, et au sud au chemin public—circonstances et dépendances.

Pour être vendus, le lot en premier lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Louis de Lotbinière, comté de Lotbinière, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin, et le lot en deuxième lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de Deschambault, comté de Portneuf, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le député shérif,  
Bureau du shérif, E. AUGER,  
Québec, 15 mars 1923.  
[Première publication, 17 mars 1923.]  
[Deuxième publication, 31 mars 1923.]  
1227—11-2

Québec, à savoir: } GAZELLE BROKERAGE  
No 1577. } AGENCY, LIMITED,  
corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Québec, contre GEORGE-EDOUARD CAYER, de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme.

Le lot No 274 (deux cent soixante-quatorze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, étant une terre située en la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, rang Beaulieu No 1, — avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, le SIXIÈME jour d'AVRIL, à DEUX heures p. m.

Le député-shérif,  
Bureau du shérif, E. AUGER,  
Québec, 1er mars 1923.  
[Première publication, 3 mars 1923.]  
[Deuxième publication, 17 mars 1923.]  
961—9-2

Québec, à savoir: } THE BREAKEYVILLE  
No 4646. } STORE CO., LIMITED,  
corps politique et incorporé ayant son siège social à Breakeyville, dans le comté de Lévis; contre GODFROI ROI, autrefois de Breakeyville, dans le comté de Lévis.

Partie du lot No 396 (trois cent quatre-vingt-seize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, étant un emplacement situé dans le village de Breakeyville, comté de Lévis, contenant 125 pieds de large au sud-est, 119 pieds de largeur au nord-

said Joseph Arthur Noel and Alphonse Noel, to wit:

Seized as belonging to the said Joseph Arthur Noel:

The lot No. 33 (twenty-three), of the official cadastre for the parish of Saint Louis de Lotbinière, county of Lotbinière, being a lot of land in standing timber of one third arpent in front by thirty in depth, situate at the place called "Bois des Hurons", without any reserve—circumstances and dependencies.

Seized as belonging to the said Alphonse Noel: Part of lot No. 57 (fifty-seven), of the official cadastre for the parish of Deschambault, county of Portneuf, being a piece of land lying to the north of the King's highway, in the village of Deschambault, containing about 3720 feet in superficies, and forming a point of land measuring on the south side 35 feet, on the northeast 56 feet, and on the northwest 39 feet, the whole English measurements; bounded to the northwest by the land of the Sisters of Charity, to the east by School No. 1, from which is detached the above part, and to the south by the public road—circumstances and dependencies.

To be sold, the lot firstly above described, at the door of the parochial church of Saint Louis de Lotbinière, county of Lotbinière, the TWENTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon, and the lot secondly above described, at the door of the parochial church of Deschambault, county of Portneuf, the TWENTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, E. AUGER,  
Quebec, 15th March, 1923. Deputy-sheriff.  
[First publication, 17th March, 1923.]  
[Second publication, 31st March, 1923.]  
1228—11-2

Quebec, to wit: } GAZELLE BROKERAGE  
No. 1577. } AGENCY, LIMITED,  
a body politic and corporate having its principal place of business in the city of Quebec, against GEORGE EDOUARD CAYER, of the parish of Saint Jean Chrysostome.

The lot No. 274 (two hundred and seventy-four), on the official cadastre for the parish of Saint Jean Chrysostome, county of Levis, being a land situate in the parish of Saint Jean Chrysostome, Beaulieu rangé No. 1, — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean Chrysostome, county of Levis, the SIXTH day of APRIL, at TWO o'clock p. m.

Sheriff's office, E. AUGER,  
Quebec, 1st March, 1923. Deputy sheriff.  
[First publication, 3rd March, 1923.]  
[Second publication, 17th March, 1923.]  
962—9-2

Quebec, to wit: } THE BREAKEYVILLE  
No. 4646. } STORE CO., LIMITED,  
a body politic and corporate having its head place of business at Breakeyville, in the county of Levis; against GODFROI ROI, formerly of Breakeyville, in the county of Levis.

Part of lot No. 396 (three hundred and ninety-six), on the official cadastre for the parish of Saint Jean Chrysostome, county of Levis, being an emplacement situate in the village of Breakeyville, county of Levis, containing 125 feet in width to the south east, 119 feet in width to the

ouest, et 147 pieds de longueur dans la ligne ouest; borné au nord-ouest à John Breakey, au sud-est au chemin public, à l'est au ruisseau, à l'ouest à Wilfrid Gagné,—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Breakeyville, comté de Lévis, le SIXIÈME jour d'AVRIL, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, 1er mars 1923.  
[Première publication, 3 mars 1923.]  
[Deuxième publication, 17 mars 1923.]  
Le député-shérif, E. AUGER.  
963—9-2

north west, and 147 feet in length in the west line; bounded to the north west by John Breakey, to the south east by the public road, to the east by the brook, to the west by Wilfrid Gagné,—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Breakeyville, county of Levis, the SIXTH day of APRIL, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Québec, 1st March, 1923.  
[First publication, 3rd March, 1923.]  
[Second publication, 17th March, 1923.]  
E. AUGER, Deputy-sheriff.  
964—9-2

## RIMOUSKI

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.*

District de Rimouski, } LA BANQUE MOLSONS, vs GEORGES OUELLET, Padoue, savoir:

La moitié ouest du lot No neuf et la moitié est du lot No dix, au cadastre officiel du neuvième rang du canton Cabot.

Pour être vendues à la porte de l'église de Padoue, le VINGT-HUITIÈME jour de MARS prochain, 1923, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Rimouski, 21 février 1923. Le shérif, CHS. D'ANJOU.  
[Première publication, 24 février 1923]  
801—8-2

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

District of Rimouski, } THE MOLSONS BANK, vs GEORGES OUELLET, Padoue, to wit:

The west half of the lot No. nine and the east half of the lot No. 10, on the official cadastre of the ninth range of the township of Cabot.

To be sold at the church door of Padoue, the TWENTY EIGHTH day of MARCH next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Rimouski, February 21st, 1923. CHS. D'ANJOU, Sheriff.  
[First publication, 24th February, 1923]  
802—8-2

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.*

District de Rimouski, } MASSEY HARRIS COMPANY, LTD, vs ISAAC ARSENAULT, Lac-au-Saumon, savoir:

Le lot No dix-huit au cadastre officiel du sixième rang du canton Humqui—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de Lac-au-Saumon, le VINGT-NEUVIÈME jour de MARS prochain, 1923, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif, Rimouski, 21 février 1923. CHS DANJOU.  
[Première publication, 24 février 1923]  
805—8-2

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

District of Rimouski, } MASSEY HARRIS COMPANY, LTD, vs ISAAC ARSENAULT, Lac-au-Saumon, to wit:

The lot No. eighteen of the official cadastre of the sixth range of the township Humqui—with buildings.

To be sold at the church door of Lac-au-Saumon, the TWENTY NINTH day of MARCH next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

Rimouski, 21st February, 1923. CHS DANJOU, Sheriff.  
[First publication, 24th February, 1923]  
806—8-2

## ROBERVAL

## FIERI FACIAS.

*Cour supérieure.*

Province de Québec, } LUDGER BOU-CHARD, cultivateur, de Saint-Henri de Taillon, demandeur; vs YVES GAGNÉ, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Henri Gagné, défendeur, à savoir:

Les lots de terre ou emplacements maintenant connus et désignés sous les numéros trois-B-quinze, trois-B-dix-sept, trois-B-vingt-huit et trois-B-vingt-neuf (Nos 3-B-15, 3-B-17, 3-B-28 et 3-B-29) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le rang un de l'île d'Alma, dans le canton Delisle,—avec appartenances et dépendances.

## ROBERVAL

## FIERI FACIAS.

*Superior Court.*

Province of Québec, } LUDGER BOU-CHARD, farmer, of Saint-Henri de Taillon, plaintiff; vs YVES GAGNÉ, in his quality of testamentary executor of the late Henri Gagné, defendant, to wit:

The lots of land or emplacements now known and designated under the numbers three-B-fifteen, three-B-seventeen, three-B-twenty eight and three-B-twenty nine) Nos 3-B-15, 3-B-17, 3-B-28 and 3-B-29) on the official cadastral plan and book of reference for the range one of Alma Island, in the township of Delisle—with appurtenances and dependencies.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma, district de Roberval, MARDI, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain (1923), à ONZE heures de l'avant-midi.  
Bureau du shérif.

Le shérif,  
GEO. LEVESQUE.  
Roberval, le 20 février 1923.  
(Première publication, 24 février 1923)  
791—8-2

To be sold separately at the church-door of the parish of Saint-Joseph-d'Alma, district of Roberval, on TUESDAY, the TWENTY SEVENTH day of MARCH next, (1923), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,  
Roberval, February 20th, 1923. Sheriff.  
(First publication, 24th February, 1923)  
792—8-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour supérieure.*

Province de Québec, } DE LAVAL COMPA-  
District de Montréal, } NY, LIMITED,  
No 4033. } corps politique et incor-  
poré ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs ALBERT GIROUX, de Saint-Prime, Lac Saint-Jean, défendeur, à savoir:

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro vingt-un-trois (No 21-3), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang du canton Ouïatchouan, le dit lot de terre étant un emplacement mesurant une chaîne et soixante-quinze mailles de largeur environ sur une chaîne et cinquante mailles de profondeur (mesure d'arpenteur)—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, la fromagerie y compris tout l'outillage servant à son exploitation, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, à Roberval, JEUDI, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain (1923), à DEUX heures de l'après-midi.  
Bureau du shérif.

Le shérif,  
GEO. LEVESQUE,  
Roberval, le 20 février 1923.  
(Première publication, le 24 février 1923)  
793—8-2

FIERI FACIAS.  
*Cour supérieure.*

Province de Québec, } JOSEPH PARADIS,  
District de Roberval, } fils de Joseph, de  
No 3721. } Normandin, cultivateur, demandeur; vs GEORGES COTÉ, de Saint-Cœur-de-Marie, actuellement de Saint-Henri-de-Taillon, défendeur; à savoir:

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro vingt-six (No 26), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quatrième rang du canton Taillon—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri-de-Taillon, MERCREDI, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain 1923, à ONZE heures de l'avant-midi.  
Bureau du shérif.

Le shérif,  
GEO. LEVESQUE,  
Roberval, 21 février 1923.  
(Première publication, 24 février 1923)  
821—8-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.*

Province of Quebec, } DE LAVAL COM-  
District of Montreal, } PANY, LIM-  
No. 4033. } ITED, a body politic and corporate having its principal place of business for the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs ALBERT GIROUX, of Saint-Prime, Lake Saint-John, defendant, to wit:

The lot of land now known and designated under the number twenty one-three (21-3), on the official cadastral plan and book of reference for the second range of the township of Ouïatchouan, the said lot of land being an emplacement measuring about one chain and fifty links in width by one chain and fifty links in depth (surveyor's measurements—together with the buildings thereon erected, the cheese factory including all equipment for the working thereof appurtenances and dependencies.

To be sold at my office, at the Court house, at Roberval, on THURSDAY, the TWENTY NINTH day of MARCH next (1923); at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,  
Roberval, February 20th, 1923. Sheriff.  
(First publication, 24th February, 1923)  
794—8-2

FIERI FACIAS.  
*Superior Court.*

Province of Quebec, } JOSEPH PARADIS,  
District of Roberval, } son of Joseph, of  
No. 3721. } Normandin, farmer, plaintiff; vs GEORGE COTE, of Saint-Cœur-de-Marie, now of Saint-Henri-de-Taillon, defendant, to wit:

The lot of land now known and designated under the number twenty six (No. 26), on the official cadastral plan and book of reference for the fourth range of the township of Taillon— together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Henri-de-Taillon, on WEDNESDAY, the TWENTY EIGHTH day of MARCH next, 1923, at ELEVEN o'clock, in the forenoon.  
Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,

Roberval, February 21st, 1923. Sheriff.  
(First publication, 24th February, 1923)  
822—8-2

## SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
*District de Saint-François*  
Cour supérieure, } JOHN-A. SISCO, du village  
No 707. } de Rock-Island, dans le district de Saint-François, voyageur de commerce, demandeur; contre WILLIAM-JAMES PAR-

## SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
*District of Saint Francis*  
Superior Court, } JOHN A. SISCO, of the vil-  
No. 707. } lage of Rock Island, in the district of Saint Francis, commercial traveller, plaintiff; against WILLIAM JAMES PAR-

NELL, du canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, cultivateur, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

(a). Partie de la moitié sud de la moitié centrale du lot No 18, dans le second rang du canton Ascot, maintenant connue et désignée comme étant le lot No 18c, dans le second rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Ascot.

(b). Partie du côté nord de la moitié centrale du lot No 18, dans le second rang d'Ascot, contenant cinquante acres de terre, plus ou moins, maintenant connue et désignée comme étant le lot No 18d, dans le second rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Ascot.

(c). Le quart ouest du lot No 18, dans le second rang d'Ascot, contenant cinquante acres de terre, plus ou moins, maintenant connu et désigné comme étant le lot No 18e, dans le second rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Ascot.

(d). Un certain morceau de terre connu comme étant les quatre-vingts acres, plus ou moins, à l'est de la rivière Saint-François, du lot No 18, dans le troisième rang d'Ascot, maintenant connu et désigné comme étant le lot No 18a, dans le troisième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du canton Ascot—avec toutes les bâtisses érigées et les améliorations faites sur les dits morceaux de terre.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Stanislas-de-Kostka d'Ascot, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 14 mars 1923.

[Première publication, 17 mars 1923.]

1235—11-2

NELL, of the township of Ascot, in the district of Saint Francis, farmer, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

(a). Part of the south half of the centre half of the lot No. 18, in the second range of the township of Ascot, now known and designated as the lot No. 18c, in the second range on the cadastral plan and book of reference for the township of Ascot.

(b). Part of the north side of the middle half of lot No. 18, in the second range of Ascot, containing fifty acres of land, more or less, now known and described as lot No. 18d, in the second range on the cadastral plan and book of reference for the township of Ascot.

(c). The west one quarter of lot No. 18, in the second range of Ascot, containing fifty acres of land, more or less, now known and described as the lot No. 18e, in the second range of the cadastral plan and book of reference for the township of Ascot.

(d). That certain tract or parcel of land known as eighty acres, more or less, all east of the Saint Francis River, of lot No. 18, in the third range of Ascot, now known and designated as the lot No. 18a, in the third range of the cadastral plan and book of reference of the township of Ascot—with all the buildings and improvements erected and made on said parcels of land.

To be sold at the church door of the parish of Saint Stanislas de Kostka d'Ascot, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,

Sheriff's office, Sherbrooke, 14th March, 1923.

[First publication, 17th March, 1923.]

1236—11-2

## TROIS-RIVIÈRES

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières. Trois-Rivières, à savoir: } PHILIPPE LE-  
No 105. } BLANC, deman-  
deur; vs LOUIS LEFEBVRE, défendeur, et A.-V. GAUDIN, curateur au délaisement.

Comme appartenant audit défendeur, sur ledit curateur au délaisement, savoir:

1. Un emplacement situé dans le village de Villers, contenant soixante - dix pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur et de là de dix pieds de plus donnant quatre-vingts pieds de largeur sur une nouvelle profondeur de quatre-vingt-dix pieds, mesure anglaise; borné en front à l'emplacement de Evariste St-Cyr, aboutissant au chemin public sud-est, rang Saint-Antoine; et en profondeur au nord et nord-est à Eudore Deshaies, et au sud-ouest longeant le terrain portant le No 149, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent cinquante (ptie No 150) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Gertrude — avec une maison et dépendances dessus construites, avec la moitié de l'aqueduc appartenant au défendeur;

2. Un autre terrain situé dans le village de Villers, faisant partie du dit lot numéro cent cinquante (ptie No 150) du cadastre officiel de la pa-

## THREE RIVERS

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers. Three Rivers, to wit: } PHILIPPE LE-  
No. 105. } BLANC, plaintiff;  
vs LOUIS LEFEBVRE, defendant, and A. V. GAUDIN, curator to the surrender of property made herein.

As belonging to the said defendant, on the said curator to the surrender of property made herein, to wit:

1. An emplacement situate in the village of Villers, containing seventy feet in front by ninety feet in depth and thence an additional width of ten feet giving eighty feet in width by an additional depth of ninety feet, English measure; bounded in front by the emplacement of Evariste St-Cyr, abutting on the southeast public road, range Saint Antoine; and in depth to the north and northeast by Eudore Deshaies, and to the southwest bordering the piece of land bearing the No. 149, known and designated as forming part of the lot number one hundred and fifty (Pt. No. 150) of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte-Gertrude—with a house and dependencies thereon erected, and with the half of the water-works belonging to the defendant.

2. Another lot of land situate in the village of Villers, forming part of the said lot number one hundred and fifty (Pt. No. 150) of the official ca-

roisse de Sainte-Gertrude, contenant cinquante pieds de front sur un arpent de profondeur, plus ou moins; borné en front par ledit Evariste St-Cyr, d'un côté à Eudore Deshaies, en profondeur à Eugène Comeau et de l'autre côté par Albert Champoux—sans bâtisses. Albert Champoux s'est réservé le droit de passage, tant à pied qu'en voiture, pour aller au chemin public, sur les deux terrains ci-dessus décrits;

3. Un emplacement situé dans le village de Villers, contenant quatre-vingt-treize pieds de largeur sur deux cent soixante - douze pieds de profondeur, plus ou moins; prenant son front à la route du Petit St-Louis, se terminant en profondeur à Evariste St-Cyr; borné du côté sud-ouest à Joseph Désilets, et de l'autre côté par Alfred Désilets, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent quarante-huit (ptie No 148) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Gertrude—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Gertrude, dans le village de Villers, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, 1923, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

PHI. L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 12 mars 1923.

[Première publication, 17 mars 1923]

1203—11-2

FIFRI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } IRENEE SOUCI, de-  
No 34. } mandeur; vs HEN-  
RY COUTU, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts, contenant cinquante-huit acres et trois rods en superficie, plus ou moins, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour le canton Decalonne, sous le numéro dix-A (No 10-A) du rang nord-est Rivière-aux-Ecorces dans ledit canton;

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts, contenant soixante et cinq acres en superficie, plus ou moins, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour le canton Decalonne, sous le numéro dix-B (No 10-B) du rang nord-est Rivière-aux-Ecorces dans le dit canton, de laquelle terre il faut cependant distraire et excepter un emplacement de la contenance de un arpent de largeur sur un arpent de profondeur occupé par Wilfrid Vallière.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts, dans le comté de Maskinongé, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain 1923, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

PHI. L. LASSONDE

Trois-Rivières, 21 février 1923.

[Première publication, 24 février 1923]

823—8-2

dastre of the parish of Sainte-Gertrude, containing fifty feet in front by one arpent in depth, more or less; bounded in front by the said Evariste St-Cyr, on one side by Eudore Deshaies, in depth by Eugène Comeau and on the other side by Albert Champoux—without buildings thereon. Albert Champoux has reserved a right of passage both on foot and with vehicles, to communicate to the public road, on the two lots of land above described;

3. An emplacement situate in the village of Villers, containing ninety three feet in width by two hundred and seventy two feet in depth, more or less; bounded in front by the Petit Saint-Louis, in depth by Evariste Saint-Cyr, on the southwest side by Joseph Desilets and on the other side by Alfred Desilets, known and designated as forming part of the lot number one hundred and forty eight (Pt. No. 148) of the official cadastre for the parish of Sainte-Gertrude—without buildings.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte-Gertrude, in the village of Villers, the SEVENTEENTH day of APRIL next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Three Rivers, March 12th, 1923. Sheriff.

[First publication, 17th March, 1923]

1204—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } IRENEE SOUCI,  
No. 34. } plaintiff; vs HEN-  
RY COUTU, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A farm situate in the parish of Saint-Alexis-des-Monts, containing fifty eight acres and three rods in superficies, more or less, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Maskinongé, for the township of Decalonne, under the number ten-A (No. 10-A) of the northeast range Rivière-aux-Ecorces range in the said township;

2. A farm situate in the parish of Saint-Alexis-des-Monts, containing sixty five acres in superficies, more or less, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Maskinongé, for the township of Decalonne, under the number ten-B (No. 10-B) of the northeast Rivière-aux-Ecorces range in the said township, safe and except and to be deducted however from the said farm an emplacement of the countenance of one arpent in width by an arpent in depth occupied by Wilfrid Vallière.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Alexis-des-Monts, in the county of Maskinongé, the TWENTY EIGHTH day of MARCH next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Three Rivers, February 21st, 1923. Sheriff.

[First publication, 24th February, 1923]

824—8-2

## Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par ordre en conseil en date du cinquième jour de mars, 1923, de nommer M. Sydney Leader, de la cité de Londres, procureur de la cour

## Appointments

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council dated the fifth day of March, 1923, to appoint M. Sydney Leader, of the city of London, a solicitor of the English

suprême d'Angleterre, commissaire pour recevoir en Angleterre des affidavits pour l'usage d'aucune cour de la province, ou nécessaires pour tout acte ou document devant être mis à exécution ou devant avoir son effet civil dans la province, sous l'autorité de l'article 27 du code de procédure civile de la province de Québec. 1243

Supreme Court, commissioner to receive in England affidavits for use in any court of the province, or necessary for any deed or document to be carried into execution or to have its civil effect in the province, under the authority of article 27 of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec. 1244

### Proclamation

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:—

### PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que le se-  
Assistant-Procureur- } crétaire des com-  
Général. } missaires dûment nom-  
mes pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits Statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province, un décret de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse, en date du 3 mai 1922, érigeant en paroisse le territoire ci-après décrit, situé dans le comté de Kamouraska, sous le nom de "La paroisse de Saint-Joseph-de-Kamouraska";

Attendu que le secrétaire desdits commissaires a aussi transmis un rapport attestant que deux oppositions à la reconnaissance civile du décret canonique ont été déposées à son bureau, mais que, dans la suite, ces oppositions ont été retirées;

ET ATTENDU que toutes les formalités requises ont été remplies;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 12 février 1923. Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes, confirmons, établissons et reconnaissons, les limites et bornes assignées par le dit décret canonique à la paroisse de Saint-Joseph-de-Kamouraska, comme suit, savoir:

Le territoire à être érigé—pour les fins civiles—en "La paroisse de Saint-Joseph-de-Kamouraska, dans le comté de Kamouraska", est pris collectivement dans le canton de Bungay et dans les seigneuries de l'Islet-du-Portage et de Terrebois; il sera composé des lots et terrains décrits ci-après en référence aux données du cadastre officiel d'enregistrement attribuées à chacun d'eux respectivement, à savoir:

1. Dans le canton de Bungay: les 17 lots du premier rang et ceux des 2e, 3e et 4e rangs compris entre le No 1 et le No 31, tous deux inclusivement, lesquels n'appartiennent encore à aucune paroisse érigée;

2. Dans la paroisse de Sainte-Hélène, dont ils seront détachés, les lots compris: entre les Nos 224 et 234, dans le quatrième rang de la seigneu-

### Proclamation

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

### PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS the se-  
Deputy-Attorney- } cretary to the  
General. } duly appointed com-  
missioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, in and for the Roman Catholic diocese of Quebec, as canonically recognized and erected by the Ecclesiastical Authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province, a decree of the Ecclesiastical Authority of the said diocese, dated the 3rd of May, 1922, erecting into a parish the territory hereinafter described in the county of Kamouraska, under the name of "The parish of Saint-Joseph-de-Kamouraska";

Whereas the secretary of the said commissioners has also transmitted a report attesting that two oppositions to the recognition of the said canonical decree for civil purposes have been deposited at his office, which were later on withdrawn;

AND WHEREAS all the required formalities have been observed;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, as expressed in an Order in Council dated the 12th of February, 1923, We have confirmed, established and recognized and, by these presents, confirm, establish and recognise the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of Saint-Joseph-de-Kamouraska, to be as follows, to wit:

The territory to be erected—for civil purposes—into "The parish of Saint-Joseph-de-Kamouraska", in the county of Kamouraska, is taken collectively in the township of Bungay and on the seigniories of l'Islet-du-Portage and of Terrebois; it shall be composed of the lots and lands hereunder described, with reference to the data of the official cadastre attributed to each of them respectively, to wit:

1. In the township of Bungay: the 17 lots of the first range and those of the second, third and fourth ranges included between the No. 1 and the No. 31, both inclusive, which do not yet belong to any organized parish;

2. In the parish of Sainte-Hélène, from which they are detached, the lots included: between the Nos. 224 and 234, in the fourth range of the

rie de l'Islet-du-Portage; entre 235 et 259, dans le cinquième rang et entre 373—dans le sixième rang— et 340 prolongé sur égale largeur dans 350, tous inclusivement;

3. Dans la paroisse de Saint-André, dont ils seront détachés, les lots compris: entre les Nos 481 et 498, dans le quatrième rang de la seigneurie susdite—y ajoutant 475 et 494 pour obvier à tout doute; entre 499 et 526, dans le cinquième rang et entre 527 et 544, dans le sixième rang, tous inclusivement;

4. Dans la paroisse de Saint-Alexandre, dont ils seront détachés, les lots compris: entre 796 et 422, dans le cinquième rang de la même seigneurie, plus 811 qui y est adjacent; entre 812 et 830, dans le sixième rang et entre 831 et 849, dans le septième rang, tous inclusivement;

5. Dans la paroisse de Saint-Alexandre, également,—mais d'une partie provenant de la seigneurie de Terrebois,—les lots compris dans les limites ainsi déterminées: au nord-ouest, la Rivière-du-Loup, depuis 446 jusqu'à 464, tous deux inclusivement, à l'exception des parties de 449 et 450 situées au sud-est de ladite rivière, lesquelles ne font pas partie de ladite paroisse; au sud-ouest, la limite sud-ouest de la susdite seigneurie depuis la même rivière jusqu'au canton de Parke; au sud-est, le septième rang de la seigneurie sur la longueur des Nos de 1000 à 1005 et le canton de Parke sur la longueur des Nos de 1015 à 1022; au nord-est, la ligne passant au nord-est des lots Nos 464, 774, 868, 863, 1006 et 1022; et nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Joseph-de-Kamouraska, dans le comté de Kamouraska, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce TREIZIEME jour de MARS, en l'année mil neuf cent vingt-trois de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,  
Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.

1241

## Lettres patentes

"The Laurentian Hydro Electric, Limited—Hydro Electrique Laurentienne, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes, en date

seigniorly of l'Islet-du-Portage; between 235 and 259, in the fifth range and between 373—in the sixth range— and 340 prolonged for an equal width in 350, all inclusive;

3. In the parish of Saint André, from which they are detached, the lots included: between the Nos. 481 and 498, in the fourth range of the aforesaid seigniorly—adding thereto 475 and 494 to remove any doubt; between 499 and 526, in the fifth range and between 527 and 544, in the sixth range, all inclusive;

4. In the parish of Saint Alexandre, from which they are detached, the lots included: between 796 and 422, in the fifth range of the same seigniorly, with the addition of 811 which is adjacent thereto; between 812 and 830, in the sixth range and between 831 and 849, in the seventh range, all inclusive;

5. In the parish of Saint Alexandre likewise,—but in a part belonging to the seigniorly of Terrebois,—the lots included within the following limits: to the northwest, the River du Loup from 446 to 464, both inclusive, with the exception of the parts of 449 and 450 lying to the southeast of the said river, which do not form part of the said parish; to the southwest, the southwest limit of the aforesaid seigniorly from the same river up to the township of Parke; to the southeast, the seventh range of the seigniorly for the length of the Nos. from 1000 to 1005 and the township of Parke for the length of the Nos. from 1015 to 1022; to the northeast, the line passing to the northeast of the lots Nos. 464, 774, 868, 863, 1006 and 1022; and we have proclaimed and directed, and by these presents proclaim and direct that the parish of Saint-Joseph-de-Kamouraska, in the County of Kamouraska, as above described shall be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this THIRTEENTH day of MARCH, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty three, and in the thirteenth year of Our Reign.

By command,  
C. J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

1242

## Letters patent

"The Laurentian Hydro Electric, Limited—Hydro Electrique Laurentienne, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day

du douzième jour de mars, 1923, constituant incorporation : Louis-Philippe Crépeau, avocat et conseil du Roi, Maurice Dugas, Sefgried Hinson Read Bush, John Parker Callaghan, avocats et Jeanne Hainault, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes :

Exercer l'industrie d'une compagnie hydraulique, et d'une compagnie de lumière, chauffage et force motrice dans toutes ses spécialités. Pourvu, toutefois, que toute vente, distribution ou transmission d'énergie ou force hydraulique, électrique, pétroléenne ou autre soit subordonnée aux règlements locaux et municipaux à cet effet;

Obtenir de la force motrice et de l'énergie du pétrole, du charbon ou de toute autre substance au moyen de tous procédés quelconques et en faire le commerce de toutes les manières mentionnées aux présentes, de la même manière que si telle force motrice était dérivée de la force hydraulique;

Faire, bâtir, construire, ériger, poser, entretenir et exploiter des réservoirs, travaux hydrauliques, citernes, écluses, canaux, tunnels, pontceaux, biefs, conduites, tuyaux principaux ou autres et dispositifs et exécuter et faire tous autres travaux et choses nécessaires et appropriés pour l'obtention, l'emmagasinage, la vente, la livraison, le mesurage et la distribution d'eau pour la création, l'entretien et le développement d'énergie hydraulique, électrique, pétroléenne et autre force mécanique ou pour toute autre fin de la compagnie;

Procurer, acheter, louer ou acquérir autrement et construire, poser, ériger, établir, exploiter, entretenir et exécuter tous travaux, stations, engins, machines, usines, tables, fils, lignes, générateurs, accumulateurs, lampes, compteurs, transformateurs, appareils, appartenances et dispositifs se rapportant à la génération, l'accumulation, la distribution, la transmission, l'approvisionnement, la vente, l'usage et l'emploi de l'électricité et du pétrole et générer, accumuler, transmettre, distribuer, fournir et vendre de l'électricité et du pétrole pour fins d'éclairage, de chauffage, de force tractoire et motrice et pour fins industrielles et autres, et entreprendre et faire tous contrats et conventions pour l'éclairage de cités, villes, rues, édifices et autres endroits et pour l'approvisionnement de lumière, chauffage et force motrice pour toutes fins publiques ou privées;

Construire, améliorer, travailler, entretenir, gérer, exécuter ou contrôler et acheter, louer ou acquérir autrement et détenir, utiliser, vendre, louer ou aliéner autrement tous terrains, travaux, tuyaux principaux, machineries ou tous chemins, routes, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques ou pétroléennes, échoppes, magasins et autres travaux et commodités qui sembleront susceptibles d'être utilisés ou exploités en rapport avec toute partie de l'entreprise de la compagnie pour le temps présent, ou de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie et aménager, entretenir et exploiter au moyen de la force électrique, pétroléenne, hydraulique ou autre force mécanique, toutes usines appartenant à la compagnie ou dans lesquelles elle a des intérêts et contribuer à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle, les subventionner ou les aider autrement ou y prendre part;

Solliciter et recevoir ou acquérir par décret, octroi, cession, transfert, bail ou autrement et exercer, exécuter et avoir la jouissance de toute concession, patente, pouvoir, autorité, franchise,

of March, 1923, incorporating : Louis Philippe Crepeau, advocate and King's Counsel, Maurice Dugas, Sefgried Hinson Read Bush, John Parker Callaghan, advocates, and Jeanne Haineault, stenographer, spinster, of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an hydraulic, light, heat and power company in all its branches. Provided, however, that any sale, distribution or transmission of hydraulic, electric, oil or other power or force shall be subject to local and municipal regulations in that behalf;

To obtain power and energy from oil, coal or any other substance through any process whatsoever, and to deal with the same in every and all ways, as set out herein, just as though such power were derived from water force;

To make, build, construct, erect, lay down, maintain and operate, reservoirs, water works, cisterns, dams, canals, tunnels, culverts, flumes, conduits, main and other pipes and appliances, and to execute and do all other works and things necessary or convenient for obtaining, storing, selling, delivering, measuring and distributing water for the creation, maintenance and development of hydraulic, electric, oil or other mechanical power, or for any other purpose of the company;

To provide, purchase, lease or otherwise acquire, and to construct, lay down, erect, establish, operate, maintain and carry out all necessary works, stations, engines, machinery, plant, cables, wires, lines, generators, accumulators, lamps, meters, transformers, apparatus, appurtenances and appliances connected with the generation, accumulation, distribution, transmission, supply, sale, use and employment of electricity and oil, and to generate, accumulate, transmit, distribute, supply and sell electricity and oil for the purposes of heating, lighting, traction and motive power and for industrial and other purposes, and to undertake and enter into contracts and agreements for the lighting of cities, towns, streets, buildings and other places and for the supply of light, heat and motive power for any or all public or private purposes;

To construct, improve, work, maintain, manage, carry out or control, and to purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, use, sell, lease or otherwise dispose of any lands, works, mains, machinery, or any roads, ways, bridges, reservoirs, water courses, wharves, manufactories, warehouses, electrical or oil works, shops, stores and other works and conveniences which may seem capable of being used or operated in connection with any part of the company's undertaking for the time being, or calculated directly or indirectly to benefit the company, and to equip, maintain and operate by electric, oil, hydraulic or other mechanical power all works belonging to the company or in which the company may be interested, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To apply for and receive or to acquire by enactment, grant, assignment, transfer, lease or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any concession, license, power, authority, franchise,

droit et privilège se rapportant à la génération, l'accumulation, le développement, la distribution, l'approvisionnement, la vente, l'usage et l'emploi d'énergie hydraulique, électrique ou autre qu'aucun gouvernement ou autorité, suprême, municipal ou local ou qu'aucune corporation ou autre pouvoir public a l'autorisation de décréter, faire ou accorder, et les payer, aider ou contribuer à leur donner effet et approprier aucune des actions, obligations ou biens de la compagnie pour en acquitter les frais, charges et dépenses nécessaires;

Acheter, louer ou acquérir des biens mobiliers ou immobiliers, réels ou personnels, de toute espèce et nature quelconque qui peuvent être jugés appropriés aux fins de la compagnie et les vendre ou autrement les aliéner;

Solliciter, acheter ou acquérir autrement des brevets, brevets d'inventions, permis, concessions et choses de même nature conférant tous droits exclusifs ou non-exclusifs ou limités d'utiliser toute invention, ou tout secret ou autre renseignement se rapportant à telle invention, jugée susceptible de servir pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements ainsi acquis, accorder des permis pour leur usage ou les faire valoir autrement ;

Acquérir par achat, bail ou autrement et assumer la totalité ou toute partie de l'entreprise, du commerce, des biens, de l'actif et du passif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie semblable à celle que cette compagnie a l'autorisation d'exercer et acquérir des matériaux et des marchandises et les payer en tout ou en partie en argent ou actions ou autres valeurs de la compagnie totalement ou partiellement acquittées;

Acheter, acquérir, détenir et posséder le capital-actions, les bons ou autres valeurs de toute autre compagnie, corporation ou individu exerçant ou exploitant toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter et acquérir, détenir ou autrement aliéner telles actions, bons ou autres valeurs;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds à ces dites personnes ou compagnies, garantir leurs contrats ou leur aider autrement et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute compagnie semblable, et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner, en tout ou en partie, les biens, les droits ou l'entreprise de la compagnie pour telle considération qui sera convenue et particulièrement pour des actions, bons, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en espèce ou nature, tous biens de la compagnie, y compris les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie;

Passer tous les règlements nécessaires pour la réglementation et l'administration de la compagnie, et particulièrement passer tels règlements

right or privilege relating to the generation, accumulation, development, distribution, supply, sale, use and employment of hydraulic, electric or other energy which any government or authorities supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant, and to pay for, aid in or contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the [necessary] costs, charges and expenses thereof;

To purchase, lease or otherwise acquire moveable or immoveable, real or personal property of any kind and nature that may deem suitable for the purposes of the company, and to sell or otherwise alienate the same;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, and any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on a business similar to that which this company is authorized to carry on, and to acquire materials and stock and to pay for the same in whole or in part by cash or shares or other securities of the company wholly or partly paid for;

To purchase, acquire, hold and own the capital stock, bonds or other securities of any other company, corporation, or individual carrying on or engaged or any business which this company is empowered to carry on or engage in, and to acquire, hold or otherwise dispose of such shares, bonds or other securities;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with without guarantee, or otherwise deal with the same;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of, in whole or in part, the property, rights or undertaking of the company for such consideration as may be agreed upon, and particularly for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To distribute among the shareholders of the company in specie or kind any property of the company, including shares, debentures or securities in any other company;

To make any and all by-laws necessary for the regulation and administration of the company, and particularly to make such by-laws and regul-

et règles se rapportant à l'émission d'obligations ou autres moyens de financer la compagnie;

Les opérations de la compagnie telles que mentionnées aux présentes seront exercées dans les comtés de Terrebonne, Montcalm, Argenteuil et Labelle;

Faires toutes les choses susmentionnées et toutes les choses autorisées par les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "The Laurentian Hydro Electric, Limited.—Hydro Electricque Laurentienne, Limitée" avec un capital total de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00) divisé en deux mille cinq cents actions (2,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mars 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

1239

C.-J. SIMARD.

actions regarding all questions of bond issue or other means of financing the company;

To carry on the business of the company, as herein set out, in the counties of Terrebonne, Montcalm, Argenteuil and Labelle;

To do all or any of the above things and all things authorized by letters patent or supplementary letters patent as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "The Laurentian Hydro Electric, Limited—Hydro-Electrique Laurentienne, Limitée", with a total capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$2 000,000), divided into two thousand five hundred (2,500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1923.

C. J. SIMARD,

1240

Assistant Provincial Secretary.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 11

Index of the Quebec Official Gazette, No 11

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY

Table listing legal actions such as Dme Brochu vs Fortin, Chapdelaine vs Larivière, etc., with page numbers ranging from 807 to 809.

Table listing legal actions such as Dme Brochu vs Fortin, Chapdelaine vs Larivière, etc., with page numbers ranging from 807 to 808.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Dme Dugas vs Brisebois 810

Dme Dugas vs Brisebois 810

ANNONCEURS :—Avis aux :— 779

ADVERTISERS :—Notice to :— 779

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL :—

ORDER-IN-COUNCIL :—

Concernant les convois-moteurs 780

Respecting motor trains 780

AVIS DIVERS :—

MISCELLANEOUS NOTICES :—

The T. Eaton Co, Lt'd. agent principal 810
Saint Maurice Power Co., Lt'd, construction d'une écluse 811
Zenda Realities, Limited 810

The T. Eaton Co, Lt'd. principal agent 810
Saint Maurice Power Co., Lt'd, construction of a dam 811
Zenda Realities, Limited 810

BUREAU-CHEF :—

CHIEF-OFFICE :—

Economic Products, Limited 812
Laurin, Leitch & Co, Lt'd 811
Macklaires, Limited 811
Patent Button Co, Lt'd 812

Economic Products, Limited 812
Laurin, Leitch & Co, Lt'd 811
Macklaires, Limited 811
Patent Button Co, Lt'd 812

Voorhees Rubber Mfg. Co. of Canada, Lt'd.....	812	Voorhees Rubber Mfg. Co. of Canada, Lt'd.....	812
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—		DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—	
Municipalité scolaire Rivière-Boyer.....	805	School municipality Rivière-Boyer.....	805
Municipalité scolaire Sainte-Chantal.....	905	School municipality Sainte-Chantal.....	805
Partie Newport à Bury.....	805	Part Newport to Bury.....	805
Partie Saint-Lazare à Saint-Damien.....	805	Part Saint Lazare to Saint Damien.....	805
DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—		TREASURY DEPARTMENT:—	
Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la municipalité Saint-Antoine- sur-Richelieu.....	806	Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la municipalité Saint-Antoine- sur-Richelieu.....	806
ELECTION, ÉTAT DES DÉPENSES:—		ELECTION, STATEMENT OF COSTS:—	
J.-P.-C. Lemieux, district électoral de Wolfe.....	812	J. P. C. Lemieux, electoral district of Wolfe.....	812
LETTRES PATENTES:—		LETTERS PATENT:—	
✓ Amulet Gold Mines, Limited.....	793	Amulet Gold Mines, Limited.....	793
✓ Ansable Securities Company.....	782	Ansable Securities Company.....	782
✓ Bourassa-Clifford Cooperative, Lt'd.....	898	Bourassa-Clifford Cooperative, Lt'd.....	898
✓ C. B. Grose Housing Co. Lt'd.....	801	C. B. Grose Housing Co. Lt'd.....	801
✓ Hydro Electricque Laurentienne, ltée.....	835	The Laurentian Hydro Electric Lt'd.....	835
La compagnie La Fayette, limitée.....	802	La compagnie La Fayette, limitée.....	802
La compagnie Simard & Simard, ltée.....	790	La compagnie Simard & Simard, ltée.....	790
La Corporation des logements ouvriers, ltée.....	786	La Corporation des logements ouvriers, ltée.....	786
✓ Laval Dairy, Limited.....	797	Laval Dairy, Limited.....	797
✓ O. Lavoie & Fils, ltée.....	796	O. Lavoie & Son, Lt'd.....	796
✓ Pinebay Steamship Company, Lt'd.....	787	Pinebay Steamship Company, Lt'd.....	787
✓ Smith, Limited.....	799	Smith, Limited.....	799
✓ The Northern Financial Co, Lt'd.....	792	The Northern Financial Co, Lt'd.....	792
Tremblay & Fils Cie, limitée.....	794	Tremblay & Fils Cie, limitée.....	794
Trois-Rivières Auto Service Co, Lt'd.....	802	Trois-Rivières Auto Service Co, Lt'd.....	802
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—	
Crédit Canada, limitée.....	803	Crédit Canada, limitée.....	803
Garden City Development Co, Lt'd.....	803	Garden City Development Co, Lt'd.....	803
Les Textiles du Golfe, limitée.....	804	Gulf Textile, Limited.....	804
NOMINATIONS:—		APPOINTMENTS:—	
Commissaire pour recevoir des affidavits.....	834	Commissioner to receive affidavits.....	834
ORDRES DE COUR:—		RULES OF COURT:—	
Fortin vs Mercier.....	813	Fortin vs Mercier.....	813
Granger vs Beaudin.....	812	Granger vs Beaudin.....	812
Parent vs Malenfant.....	813	Parent vs Malenfant.....	813
PROCLAMATIONS:—		PROCLAMATIONS:—	
Cour de magistrat, comté de Verchères..	781	Magistrate's Court, county of Verchères..	781
Saint-Joseph-de-Kamouraska, paroisse érigée.....	835	Saint-Joseph-de-Kamouraska, parish erected.....	835
RATIFICATION DE TITRE:—		CONFIRMATION OF TITLE:—	
Fauteux, Louis-Joseph.....	813	Fauteux, Louis-Joseph.....	813
SOUMISSIONS:—		TENDERS:—	
Corporation de la ville Laval-sur-le-Lac.....	814	Corporation of the town of Laval-sur-le- Lac.....	814
VENTES—LOI DE FAILLITE:—		SALES—BANKRUPTCY ACT:—	
Brunelle, Alfred.....	815	Brunelle, Alfred.....	815
Dubreuil, Henri.....	815	Dubreuil, Henri.....	815
Eastern Paper Co, Lt'd.....	820	Eastern Paper Co, Lt'd.....	820

Guay, Arthur.....	816	Guay, Arthur.....	816
Morency, J.-C.....	819	Morency, J.-C.....	819
Plante, Pierre.....	819	Plante, Pierre.....	819
Sauriol, Adolphe.....	817	Sauriol, Adolphe.....	817
St-Laurent, Julien.....	818	St-Laurent, Julien.....	818
VENTE PAR LICITATION :—		SALE BY LICITATION :—	
Meunier <i>et al</i> vs Gagnon <i>et al</i> .....	820	Meunier <i>et al</i> vs Gagnon <i>et al</i> .....	820
Ostell <i>et al</i> vs Ostell <i>et al</i> .....	821	Ostell <i>et al</i> vs Ostell <i>et al</i> .....	821
VENTES PAR LES SHÉRIFS :—		SHERIFF'S SALES :—	
ABITIBI :—		ABITIBI :—	
Lefebvre vs Laporte.....	822	Lefebvre vs Laporte.....	822
ARTHABASKA :—		ARTHABASKA :—	
Millette vs Lefebvre.....	822	Millette vs Lefebvre.....	822
BEAUCE :—		BEAUCE :—	
Blais vs Bégin.....	823	Blais vs Bégin.....	823
Dallaire vs Bilodeau.....	823	Dallaire vs Bilodeau.....	823
IBERVILLE :—		IBERVILLE :—	
Quintal <i>et vir</i> vs Gaulin.....	824	Quintal <i>et vir</i> vs Gaulin.....	824
JOLIETTE :—		JOLIETTE :—	
Lefrançois vs Rondeau.....	825	Lefrançois vs Rondeau.....	825
Maher vs Beaudoin.....	825	Maher vs Beaudoin.....	825
MONTREAL :—		MONTREAL :—	
Alex. Bremner, Lt'd vs Gravel.....	826	Alex. Bremner, Lt'd vs Gravel.....	826
Archambault <i>et al</i> vs Mousseau.....	827	Archambault <i>et al</i> vs Mousseau.....	827
Chaplin vs Miller.....	827	Chaplin vs Miller.....	827
La cité de Montréal vs Smith <i>et al</i> .....	826	The city of Montreal vs Smith <i>et al</i> .....	826
NICOLET :—		NICOLET :—	
Lefebvre de Bellefeuille <i>et al</i> vs Dumont <i>et al</i> .....	827	Lefebvre de Bellefeuille <i>et al</i> vs Dumont <i>et al</i> .....	827
PONTIAC :—		PONTIAC :—	
Capital Trust Corporation, Lt'd vs Chevalier.....	828	Capital Trust Corporation, Lt'd vs Chevalier.....	828
Kluke vs Mullin.....	829	Kluke vs Mullin.....	829
Moorehead <i>et vir</i> vs Couturier.....	828	Moorehead <i>et vir</i> vs Couturier.....	828
QUÉBEC :—		QUÉBEC :—	
Gazelle Brokerage Agency, Lt'd vs Cayer..	830	Gazelle Brokerage Agency, Lt'd vs Cayer..	830
Noel <i>et al</i> vs Laffèche.....	829	Noel <i>et al</i> vs Laffèche.....	829
The Breakeyville Store Co vs Roi.....	830	The Breakeyville Store Co vs Roi.....	830
Tremblay vs Couture.....	829	Tremblay vs Couture.....	829
RIMOUSKI :—		RIMOUSKI :—	
La Banque Molsons vs Ouellet.....	831	La Banque Molsons vs Ouellet.....	831
Massey Harris Co. Lt'd vs Arsenault.....	831	Massey Harris Co. Lt'd vs Arsenault.....	831
ROBERVAL :—		ROBERVAL :—	
Bouchard vs Gagné.....	831	Bouchard vs Gagné.....	831
De Laval Co., Lt'd vs Giroux.....	832	De Laval Co., Lt'd vs Giroux.....	832
Paradis vs Côté.....	932	Paradis vs Côté.....	832
SAINT-FRANCOIS :—		SAINT FRANCIS :—	
Sisco vs Parnell.....	832	Sisco vs Parnell.....	832

## TROIS-RIVIERES :—

Leblanc vs Lefebvre.....	833
Souci vs Coutu.....	834

## THREE RIVERS :—

Leblanc vs Lefebvre.....	833
Souci vs Coutu.....	834